

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉMANCIPATION ET SÉCURITÉ ENVIRONNEMENTALE, VERS UNE SÉCURITÉ
ENVIRONNEMENTALE ÉMANCIPATRICE?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
OLIVIER SAINDON

FÉVRIER 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier et saluer Mme Maya Jegen pour son aide précieuse dans toutes les étapes de ce mémoire ainsi que les professeurs et chargés de cours qui ont transmis leurs savoirs et marqué mon cheminement universitaire : M. Pierre Hassner, M. Charles-Philippe David et plusieurs autres. Je remercie Mme Marie-Claude G. Olivier pour la relecture ainsi que ma famille pour le soutien au cours de mes études ainsi que mes camarades musiciens de *Lebensraum*. Je salue le mouvement étudiant et l'espoir qu'il porte...

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
RÉSUMÉ.....	v
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
COMMENT DÉFINIR LA SÉCURITÉ?.....	4
1.1 Le réalisme, paradigme dominant des études stratégiques.....	4
1.2 Les études critiques de sécurité.....	11
1.2.1 Théorisation critique, Max Horkheimer et Robert W. Cox.....	11
1.2.2 Exploration critique du concept de sécurité.....	20
CHAPITRE II	
L'ÉMANCIPATION ET LA SÉCURITÉ.....	32
2.1 L'émancipation.....	32
2.2 La sécurité.....	36
CHAPITRE III	
LA COMMUNAUTÉ.....	44
3.1 La problématique de l'identité.....	48

CHAPITRE IV

LA SÉCURITÉ ENVIRONNEMENTALE ÉMANCIPATRICE

POUR QUI ET POUR QUOI?.....	54
4.1 La sécurité environnementale traditionnelle.....	57
4.1.1 L'école de Copenhague et l'environnement.....	64
4.2 La sécurité environnementale émancipatrice.....	66
4.2.1 Éthique de l'environnement.....	69

CHAPITRE V

LA COMMUNAUTÉ ET

LA SÉCURITÉ ENVIRONNEMENTALE ÉMANCIPATRICE.....	85
-------------------------------------------------	----

CONCLUSION.....	97
-----------------	----

BIBLIOGRAPHIE.....	99
--------------------	----

RÉSUMÉ

L'auteur propose une redéfinition de la sécurité environnementale axée sur le concept d'émancipation. Le premier chapitre porte sur la définition du concept de sécurité. L'auteur fait état des principaux postulats et concepts des études de sécurité traditionnelles, en l'occurrence le réalisme, paradigme hégémonique des Relations Internationales. Aussi, il y explique les raisons pour lesquelles il se distancie du réalisme et pourquoi il choisit de faire appel à la Théorie critique de l'école de Francfort et au néogramscisme pour établir une distinction entre théorie traditionnelle et théorie critique. Cette distinction ouvre à l'exploration des études critiques de sécurité et plus particulièrement à l'école du Pays de Galles. Le chapitre suivant discute de deux des trois principaux concepts de cette école : l'émancipation et la sécurité. Selon les auteurs associés à « l'école du Pays de Galles », l'émancipation sert à la fois de base philosophique de but et de processus dans l'atteinte de la sécurité. Le chapitre suivant se concentre sur un troisième concept qui est celui de communauté qui permet entre autres d'aborder la question de l'identité. Ce chapitre se termine par une définition de la sécurité-émancipation. Le quatrième chapitre s'attaque à la sécurité environnementale. Cette partie du travail débute par un survol des études s'inspirant du paradigme hégémonique et aux apports conceptuels de l'école de Copenhague pour la sécurité environnementale. La suite est consacrée aux études critiques de sécurité qui traitent de l'environnement et à l'adjonction de l'idée d'émancipation à la sécurité environnementale. L'auteur soulève des questions d'éthique de l'environnement discute de la nécessité d'intégrer une éthique biocentrée au concept qu'il développe et qu'il nomme sécurité environnementale émancipatrice. Le dernier chapitre se concentre sur le potentiel du concept de communauté dans la mise en œuvre d'une sécurité environnementale émancipatrice.

Mots-clés : théorie critique, sécurité, émancipation, communauté, sécurité environnementale émancipatrice.

INTRODUCTION

Ce mémoire portera sur les études de sécurité. Cette sous-discipline des Relations Internationales est d'abord et avant tout un domaine de discussion stratégique. On y parle de la stratégie des États dans le cadre du système international que l'on comprend surtout comme étant le théâtre des rapports conflictuels étatiques. L'ouverture des études de sécurité à d'autres considérations que celle de l'État a permis l'apparition de nouveaux champs d'intérêts. Avec ces nouveaux champs de sécurité axés sur des problématiques différentes, les études de sécurité se sont diversifiées et divisées. D'un côté, les chercheurs stratégiques défendent une vision des Relations Internationales et des études de sécurité issue du paradigme dominant. De l'autre, les critiques cherchent à élargir et à approfondir la compréhension de la sécurité. Parmi eux, quelques-uns ouvrent la porte à l'élargissement de l'étude de la sécurité, à de nouveaux champs d'études et à de nouvelles approches, tout en conservant les postulats du paradigme dominant. Un de ces nouveaux champs d'études de la sécurité est celui de la sécurité environnementale qui sera notre sujet de recherche. Le concept de sécurité environnementale est doublement difficile à définir, car la sécurité et l'environnement séparément sont des concepts ayant chacun un large éventail de définitions et d'utilisations. En ce qui nous concerne et ce jusqu'à ce que nous arrivions à notre propre définition, nous définirons au sens large la sécurité environnementale comme étant la protection de l'environnement naturel.

Nous traiterons de sécurité environnementale en utilisant un cadre théorique critique de l'étude de la sécurité. Le but sera d'explorer les nouvelles opportunités qui s'offrent à nous de repenser le rapport entre le concept de sécurité et celui d'environnement. Nous partons du constat que la dégradation de l'environnement s'accélère et que cela aura des impacts à court

et moyen terme sur la sécurité de millions de gens. Une partie du problème nous semble liée à l'incapacité de sortir de la logique traditionnelle de sécurité qui ne conçoit pas l'environnement comme une priorité. Nous nous limitons à une exploration théorique du concept de sécurité environnementale et avons pour objectif de redéfinir celui-ci. Nous inscrivons ce mémoire dans une tradition critique avec l'émancipation comme point d'ancrage. Ce concept normatif permet d'aborder la sécurité environnementale objectivement; la scientificité de la dégradation de l'environnement à l'échelle planétaire n'est pas remise en cause, et subjectivement, l'émancipation permet de poser un jugement sur cette situation. L'émancipation nous permet de repenser la « réalité », de faire fi du cadre positiviste traditionnel à l'intérieur duquel il faudrait travailler et plutôt aller dans la direction du monde dans lequel on voudrait vivre. Nous nous inscrivons dans une démarche critique qui rejette le laissez-faire de la croissance néolibérale destructrice de la Terre. La Terre n'est dans cette perspective qu'une réserve de matières, de ressources, qui n'ont de valeurs que par la possibilité d'en faire des marchandises bénéficiant aux humains. La notion d'émancipation nous permet de réfléchir sur ce concept et c'est pour cela que nous adoptons une notion d'émancipation qui sortira de l'anthropocentrisme des études de sécurité environnementale. Nous pensons que c'est notre originalité : repenser l'émancipation pour inclure une critique des rapports de domination qu'exerce l'humain sur son environnement. L'être humain comme toute autre forme de vie de la biosphère fait partie d'un tout complexe. Nous pensons qu'il est nécessaire d'inclure une éthique biocentrée à l'analyse de sécurité environnementale pour que celle-ci puisse être émancipatrice.

Nous procéderons d'abord par une revue de littérature des courants traditionnels, dont le point de mire sera posé sur le réalisme classique. À la fin de cette section, nous allons proposer une définition de synthèse de la sécurité selon le paradigme dominant. Ensuite, nous explorerons le terme « critique » en nous basant principalement sur les auteurs Max Horkheimer et Robert Cox. Dans un premier temps, cela nous permettra d'approfondir la compréhension de ce que représente une posture critique et de souligner les implications de nous situer dans un tel cadre. En deuxième lieu, nous discuterons de trois concepts centraux des thèses de l'école du Pays de Galles. À nouveau, cette discussion se fera en deux parties. Nous étudierons d'abord les liens entre les concepts d'émancipation et de sécurité en nous appuyant sur la thèse de Ken

Booth que les deux sont inséparables. Ensuite, nous discuterons du concept de communauté. À notre avis, le potentiel évolutif du concept de communauté en fait un outil qui permet le dépassement de l'État comme référent absolu des études de sécurité.

La seconde moitié du travail sera consacrée à la sécurité environnementale. Nous verrons ce qui distingue les études de sécurité environnementale du paradigme dominant de celles des critiques. Nous partirons d'une position médiane en prenant comme point de départ la primauté de la sphère environnementale que reconnaît l'école de Copenhague dans sa conception élargie de la sécurité. Par la suite, nous aborderons la sécurité environnementale en l'enjoignant au concept d'émancipation. Une place sera accordée aux discussions liées à l'éthique de l'environnement et au rôle qu'elle doit jouer dans la conception de l'émancipation et, par conséquent, dans l'analyse de sécurité environnementale. À la fin de ce chapitre, nous apporterons une définition qui nous est propre de la sécurité environnementale émancipatrice. Enfin, en intégrant à la sécurité environnementale émancipatrice le concept de communauté, nous serons en mesure d'explorer les perspectives offertes par ces communautés.

CHAPITRE I

COMMENT DÉFINIR LA SÉCURITÉ?

Nous consacrerons cette première partie du travail à l'exploration du concept de sécurité. Nous porterons une attention particulière à la distinction entre le courant traditionnel et le courant critique. Cette section nous permettra de développer notre cadre théorique qui servira pour la deuxième section du travail.

1.1 Le réalisme, paradigme dominant des études stratégiques.

Afin de créer un point de comparaison entre les enjeux des études critiques de sécurité et de sécurité traditionnelles, nous ferons un recensement des concepts importants de ces approches traditionnelles, aussi appelées études stratégiques. Nous ne nous concentrerons pas précisément sur un courant ou une école des études stratégiques, mais sur les grandes caractéristiques de ces approches traditionnelles. Cela nous permettra de pointer certains aspects et concepts que nous jugeons importants. C'est pour cela que nous ne nous arrêtons pas seulement au néoréalisme pour parler d'un réalisme qui serait plus ou moins unifié. Par exemple, nous sommes conscient de la distinction qu'il faut faire entre réalisme classique et néoréalisme et, si nous avons choisi d'explicitier plus à fond le réalisme classique que le néoréalisme dans cette discussion, c'est tout simplement parce que le réalisme classique détient la prééminence historique et conceptuelle. Aussi, le réalisme classique demeure selon

nous plus difficile à « cerner » que le néoréalisme hégémonique. Pour nous, l'argumentaire réaliste se trouve enrichi par une grande diversité de positions et de nuances qui se sont perdues dans le néoréalisme dominant. Bien sûr, lorsque certains concepts et postulats sont partagés, nous utiliserons le terme plus général de réalisme et par la suite, si besoin il y a, nous ferons la distinction. Nous en reparlerons plus en détails au courant des pages suivantes.

Les auteurs des études de sécurité traditionnelles ont été préoccupés et influencés au fil des décennies par des événements politiques majeurs qui ont façonné leurs perceptions de la sécurité. Les deux guerres mondiales, la guerre froide et la menace nucléaire ont marqué l'imaginaire du 20^e siècle et modulent encore notre façon de concevoir la réalité. À cet effet, les études stratégiques ont été bien plus que des observateurs du siècle passé : ils ont contribué à renforcer les idées et comportements politiques des États en ayant une influence majeure sur les chefs d'État du système international. Ce sont les aléas du système international qui sont au centre de leur analyse de sécurité et la sécurité est pour eux la sécurité de l'État. Pour bien des individus, la réalité de l'insécurité ne se limite pas qu'à ces grands événements qui perturbent périodiquement théoriciens et gouvernants. L'entreprise étatique de sécurité ne correspond pas à ce qui est désirable pour eux, puisqu'ils ne bénéficient pas des mêmes droits que les groupes dotés d'une pleine reconnaissance légale.¹ Si ces préoccupations affectent peu les tenants du paradigme dominant, c'est que ceux-ci s'intéressent au monde « réel » de la sécurité étatique. Cela nous amène à poser la question suivante : le réalisme, paradigme dominant des Relations Internationales, est-il utile pour comprendre les mécanismes complexes à l'œuvre à l'intérieur du système international et tenir compte des nouvelles transformations affectant le champ des études de sécurité? Pour y répondre, nous partirons d'un court survol du réalisme qui culminera par notre propre définition synthèse de la sécurité dans le cadre traditionnel. Ensuite, nous nous dirigerons progressivement vers la définition d'un cadre de théorie critique qui nous permettra de trouver une meilleure définition de la sécurité qui établira les fondements de notre conception de la sécurité environnementale.

¹Andrew Linklater, « Political Community and Human Security », in Ken Booth (sous la dir.), *Critical Security Studies and World Politics*, Boulder : Lynne Rienner Publishers, 2005, p. 116.

Nous ferons un survol du réalisme et préciserons comment ce courant est devenu dominant. Par la suite, nous fournirons quelques définitions traditionnelles de la sécurité et nous proposerons une définition synthétique permettant de regrouper les propositions traditionnelles. Le réalisme s'est établi en tant que paradigme dominant d'analyse après la Seconde Guerre mondiale, connu comme « l'âge d'or » des études stratégiques.² Le but premier du réalisme, à l'encontre de l'idéalisme, est de décrire et d'expliquer le monde « réel », afin de permettre une meilleure prise de décision politique. Pour Hans J. Morgenthau, l'on se doit de viser l'accomplissement du moindre mal, plutôt que viser un idéal absolu, qu'il laisse sous-entendre inatteignable.³ C'est cette perception du monde qu'ont les réalistes. Ceux-ci généralement partagent une vision pessimiste du monde qui découle de l'idée d'une nature humaine égoïste et fondamentalement mauvaise, qu'ils appliquent aux États du système international.⁴ Citant Thucydide, les réalistes voient dès l'Antiquité grecque des comportements étatiques qui se perpétuent encore de nos jours.⁵ Selon eux, le système international est une arène anarchique dans laquelle les États, à l'image de l'humain préoccupé par la poursuite égoïste de ses intérêts, s'affrontent constamment pour conserver leurs acquis face aux prédatons, réelles ou imaginaires, de leurs semblables. On établit la « création » de ce système international « westphalien » aux accords de Westphalie de 1648.⁶

Préoccupés par la puissance, concept central au réalisme et particulièrement au courant néoréaliste, les chercheurs de la discipline des Relations Internationales de l'après-guerre jusqu'à la conclusion de la guerre froide, s'intéressent majoritairement aux problématiques de sécurité directement liées à la survie de l'État, pierre angulaire de ce système international. En

²Bill McSweeney, *Security, Identity and Interests : A Sociology of International Relations*, Cambridge : Cambridge University Press, 1999, p. 25.

³Hans J. Morgenthau, « Another "Great Debate": The National Interest of the United States », *The American Political Science Review*, vol. 46, no 4 (Décembre 1952), p. 962.

⁴Colin Elman, « Realism », in Paul D. Williams (sous la dir.), *Security Studies : An Introduction*, New York : Routledge, 2008, p. 17.

⁵Alex Macleod, « Émergence d'un paradigme hégémonique », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*, Outremont : Athéna éditions, 2007, p. 19.

⁶Charles-Philippe David, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris : Presses de Sciences Po, 2006, p. 72-75.

s'opposant à l'idéalisme wilsonien de l'après-guerre, les réalistes ont voulu faire de leur approche l'outil permettant de théoriser les Relations Internationales en se détachant de toute volonté transformatrice et des considérations morales subjectives. La volonté n'est pas de transformer, mais bien d'observer, de théoriser et au final d'influencer la prise de décision politique. Malgré quelques grands débats, la tradition réaliste s'est établie comme paradigme hégémonique.⁷ Les thèses réalistes ont réussi à intégrer diverses critiques dans leur approche théorique.

La plupart des définitions traditionnelles de sécurité prennent l'État comme référent. Comme le mentionne Richard Wyn-Jones, l'idée d'harmonie entre les intérêts de l'État et de ses citoyens est centrale au paradigme traditionnel.⁸ Dès lors, il faut comprendre que l'activité humaine est dépendante de la capacité de survie de l'État :

« [...] the main (existential) threat to their security emanates from other states that are perceived, in purportedly Hobbesian fashion, to view their neighbors rapaciously, ready to pounce at the slightest sign of weakness. Thus the security of the state is regarded as synonymous with the security of its inhabitants. »⁹

Wyn-Jones étant un critique, il serait bon d'apporter quelques définitions plus classiques de la sécurité. Chez les traditionnels, comme le remarque David A. Baldwin, le concept n'a bénéficié que de peu d'attention en ce qui a trait à la définition même du concept qui est resté relativement flou et mal défini.¹⁰ Quelques auteurs réalistes classiques qui se sont intéressés à la question ont tout de même défini les bases du concept, n'utilisant pas le terme de sécurité proprement dit, mais plutôt d'intérêt national ou de sécurité nationale. Arnold Wolfers explique la sécurité de la façon suivante :

⁷Alex Macleod énumère ces trois débats que nous résumons ici : le premier étant entre idéaliste et réaliste, le second entre penseurs classiques et ceux voulant rendre la discipline plus scientifique, le troisième entre positivisme et postpositivisme. Voir Alex Macleod, « Émergence d'un paradigme hégémonique », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 32. Aussi, en ajoutant un quatrième débat au cours des années 70-80 sur la dépendance entre d'un côté, libéraux et réalistes, et de l'autre, les marxistes. Voir Charles-Philippe David, *op. cit.*, p. 51.

⁸Richard Wyn-Jones, *Security, Strategy and Critical Theory*, Boulder : Lynne Rienner, 1998, p. 98.

⁹*Ibid.*, p. 98-99.

¹⁰David A. Baldwin, « The concept of security », *Review of International Studies*, vol. 23, no 1 (janvier 1997), p. 8-9.

« Security is a value, then, of which a nation can have more or less and which it can aspire to have in greater or lesser measure. It has much in common, in this respect, with power or wealth, two other values of great importance in international affairs. But while wealth measures the amount of a nation's material possessions, and power its ability to control the actions of others, security, in an objective sense, measures the absence of threats to acquired values, in a subjective sense, the absence of fear that such values will be attacked. »¹¹

Wolfers n'hésite pas à mentionner qu'il y a une bonne part de subjectivité dans la définition de la sécurité, bien que celle-ci reste ancrée dans le concept d'État-Nation. Wolfers se demande jusqu'à quel point le choix politique d'accentuer la recherche de la sécurité est bénéfique. Comme les ressources de l'État sont limitées, les coûts additionnels de sécurité affecteront négativement d'autres sphères de la société, pouvant même entraîner un coût plus élevé que le bénéfice perçu.¹² Finalement, cela devient pour les dirigeants un questionnement moral : quelles valeurs sont jugées d'intérêt national et quels sont les moyens de protéger celles-ci?¹³ Hans J. Morgenthau quant à lui, affirme que la survie de la nation est primordiale et que les nations souveraines qui s'affrontent dans l'accumulation de la puissance se doivent d'assurer au minimum la survie de leur identité physique, politique et culturelle.¹⁴ La politique étrangère de l'État doit poursuivre la recherche de l'intérêt-national qui correspond à sa propre survie.¹⁵ La définition de la sécurité de Walter Lippmann, datant de 1943, reconnaît explicitement le droit de l'État de faire la guerre si l'intérêt-national est menacé : « [u]ne nation possède la sécurité lorsqu'elle n'est pas contrainte de sacrifier ses intérêts légitimes afin d'éviter la guerre, et est capable, s'il y a un obstacle, de les préserver à travers la guerre ». ¹⁶ Ainsi, la sécurité est pour l'État la capacité de décourager la guerre ou de la gagner s'il n'a pas été possible de la désamorcer. L'État et la guerre sont au centre de la réflexion sur la sécurité.

11 Arnold Wolfers, « "National Security" as an Ambiguous Symbol », *Political Science Quarterly*, vol. 67, no 64 (décembre 1952), p. 484-485.

12 *Ibid.*, p. 494.

13 *Ibid.*, p. 500.

14 Hans J. Morgenthau, *loc. cit.*, p. 972.

15 *Idem.*

16 Charles-Philippe David, *op. cit.*, p. 46.

Cette conception de la centralité de l'État dans l'analyse est partagée par les néoréalistes sauf qu'ils comprennent la sécurité de façon systémique : ils s'intéressent à la puissance et à sa répartition entre les États. Différentes tendances se sont développées à l'intérieur du néoréalisme. David fait une distinction des auteurs selon un axe offensif/défensif. La posture offensive favorise la maximisation de la puissance, alors que la posture défensive prône la préservation par le maintien d'un équilibre de la puissance.¹⁷ Outre le fait qu'ils se préoccupent plus du système que de l'État, les néoréalistes, en particulier Kenneth Waltz, ont tenté de théoriser ce système. C'est surtout la répartition de la puissance qui devient le centre d'intérêt. Nous reviendrons sur certains aspects du néoréalisme dans les sections subséquentes, notamment en discutant de certains postulats constructivistes. Ce qu'il faut cependant retenir est que son attachement au positivisme est plus prononcé que chez les réalistes classiques. Ce sont les mêmes postulats de faits : l'anarchie du système international comme une condition permanente, et l'État comme acteur rationnel agissant de manière à conserver ses acquis toujours vulnérables dans ce cadre international « anarchique ». En termes néoréalistes, on parle du « dilemme de sécurité », c'est-à-dire que l'État se sentant menacé prend des mesures pour se protéger. Cette méfiance repose sur le postulat que la nature humaine est mauvaise et que les États : « représentent essentiellement une extension de la nature humaine, qui est foncièrement mauvaise ».¹⁸ Dans le système international, l'État n'est pas contraint de bien se comporter, contrairement à l'individu qui lui est policé par l'État. L'État devient la représentation d'un havre de paix dans un système d'une violence imprévisible. Voici comment Buzan décrit cette dichotomie de la condition humaine :

« Inside the state there is relative order and peace. Change is expected in the form of development and progress, and because of this time is a meaningful measure of difference. Outside, in the realm between states, anarchy, disorder and war reign. This structure reproduces itself endlessly so that there is no progress, and time does not signify change. »¹⁹

¹⁷Pour un survol rapide du néoréalisme voir Charles-Philippe David, *op. cit.*, p. 58-59. Pour un résumé plus détaillé lire le chapitre de Alex Macleod, « Le néoréalisme », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 61-88.

¹⁸Alex Macleod, « Le réalisme classique », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 39.

¹⁹Barry Buzan, « The timeless wisdom of realism? », in Steve Smith, Ken Booth et Marysia Zalewski (sous la dir.), *op. cit.*, p. 53.

En observant les définitions traditionnelles mentionnées précédemment, il est possible d'affirmer qu'elles se concentrent presque unanimement sur un point fondamental, c'est-à-dire la survie de l'État. Celui-ci est garant de la sécurité des citoyens sur son territoire. À la suite de nos observations, nous proposons cette définition synthèse de la sécurité dans un cadre traditionnel : *la sécurité est la protection de l'intérêt national, c'est la condition vers laquelle tend l'État, acteur agissant de manière à assurer sa propre survie, et donc la survie de la population sur son territoire, au milieu d'un système anarchique dans lequel d'autres États cherchent à modifier la répartition de la puissance dans leurs propres intérêts. Or, chacune des actions que ces États entreprennent peuvent être interprétées comme menaçantes et placent chaque État dans un dilemme de sécurité. L'État doit assurer sa survie en maintenant ou en augmentant sa puissance, selon une variété de moyens qui semblent appropriés (de la coopération à la guerre).*²⁰

Bien entendu, ce n'est pas parce que le paradigme dominant est incontournable qu'il n'est pas contesté. Des critiques se sont notamment levées contre la vision pessimiste du réalisme et sont allées les confronter sur leur terrain. Par exemple, les différentes approches du courant libéral et une forme de constructivisme attaché aux postulats traditionnels ont débattu avec les réalistes sur plusieurs points théoriques. Pour des raisons d'espace et de pertinence avec notre thème principal, nous ne discuterons pas de ces débats. Nous nous concentrerons plutôt sur une critique du statocentrisme.

²⁰Nous tenions à inscrire l'idée de la coopération, car cela permet d'intégrer le libéralisme, plus précisément le néolibéralisme, à cette définition de la sécurité, les postulats de bases étant les mêmes, la prépondérance de l'État et l'anarchie du système. Cependant, dans le cadre libéral, il est possible de réduire le dilemme de sécurité en mettant l'emphasis sur la coopération internationale, notamment dans le cadre d'organisation internationale et de développement de liens commerciaux. Pour une synthèse détaillée voir Justin Massie et Marie-Ève Desrosiers « Le néolibéralisme et la synthèse « néo-néo » », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 111-132.

1.2 Les études critiques de sécurité.

À la suite de notre court exposé sur les grands traits de la sécurité conceptualisée par les approches traditionnelles, nous pouvons maintenant exposer la vision critique de la sécurité. Que signifie le terme *critique* lorsque l'on discute de sécurité? Afin de bien comprendre ce que cela signifie, nous allons séparer cette partie en deux sous-sections. D'abord, nous discuterons de la distinction que Max Horkheimer et Robert Cox font des théories traditionnelles et critiques, dans le but de comprendre les enjeux d'une posture critique dans l'étude de la sécurité. Ensuite, nous explorerons quelques écoles de courants critiques, mais particulièrement celle de l'école du Pays de Galles afin d'établir une définition qui sera appropriée pour la suite du travail. Nous indiquerons en quoi notre conception de la sécurité est critique, parfois en l'opposant aux approches traditionnelles. Nous débuterons par l'étude de Max Horkheimer et Robert Cox, deux auteurs qui ont travaillé sur la dichotomie entre la théorie « contestataire » de l'ordre établi et la théorie qui se contente d'expliquer ce que l'on conçoit comme la réalité. Horkheimer opère la dichotomie selon un axe traditionnel/critique, alors que Cox le conçoit selon un axe de théorie de résolution de problème/critique. Plusieurs observations faites dans leurs analyses respectives, surtout chez Cox, reprennent des thématiques marxistes, dont le rôle dans la production et les rapports de domination.

1.2.1 Théorisation critique, Max Horkheimer et Robert W. Cox.

L'école de Francfort a grandement fait avancer les discussions qui ont mené à une meilleure compréhension de ce qui constitue une théorie et le rôle qu'on lui accorde, tout comme le concept d'émancipation.²¹ Bien que d'autres auteurs aient contribué à l'essor de ce courant, tels que Théodore Adorno et Jürgen Habermas, nous avons choisi de nous concentrer sur les écrits d'Horkheimer qui constituent, selon nous, les apports les plus importants à la *Théorie critique*.²² En 1937, il écrit *Théorie traditionnelle et théorie critique* : « [le] manifeste de

²¹Nous discuterons surtout de la théorie critique dans ce premier chapitre. Nous développerons plus en détail le concept d'émancipation avec l'école du Pays de Galles.

²²En général les discussions impliquant la Théorie critique de l'école de Francfort distinguent

l'École de Francfort [...] ».²³ Il explique sa conception de la théorie et de ce qui distingue celle qu'il qualifie de « critique » face à la forme dominante de théorie « traditionnelle ». Il définit la théorie telle qu'elle est traditionnellement comprise comme suit :

[...] un ensemble de propositions concernant un domaine de connaissance déterminé, et dont la cohérence est assurée par le fait que de quelques-unes sont déduites logiquement toutes les autres. Plus le nombre des principes fondamentaux est réduit par rapport à celui de leurs conséquences, plus la théorie est proche de la perfection.²⁴

Dès qu'il apparaît des différences entre les faits que veut expliquer la théorie et ceux-ci, la théorie doit être révisée pour inclure les nouvelles données. Cette façon de faire de la théorie se rapproche de la technique de « l'accumulation du savoir » que Horkheimer associe aux sciences naturelles, dont la physique et les mathématiques font partie.²⁵ Pour Horkheimer, utiliser le type d'approche des sciences naturelles pour aborder les sciences sociales n'est pas suffisant, car il n'est pas souhaitable de dissocier la théorie du monde en créant des modèles synthétiques.²⁶ Plutôt que d'expliquer divers événements, la théorie est devenue un but en soi. Le chercheur tente de faire une théorie qui devient englobante et qui a pour but d'expliquer les phénomènes selon les possibilités évoquées par cette même théorie. Celle-ci devient alors exclue de son contexte historique, pour reprendre les mots d'Horkheimer lui-même :

[...] dans la mesure où le concept de théorie est posé comme un absolu, comme s'il était fondé dans une essence propre de la connaissance ou de quelque autre façon en dehors de l'histoire, il se mue en une catégorie idéologique réifiée.²⁷

Ainsi, il explique que la fixité théorique n'est que l'expression d'une idéologie, d'une normativité traditionnelle, qui devient pour le savant traditionnel, garante de neutralité. En effet, la théorie traditionnelle, et plus généralement les sciences naturelles, n'est considérée scientifique que s'il n'y a aucune apparence de subjectivité. C'est l'abnégation du désir

celle-ci de l'ensemble des théories critiques en utilisant la majuscule sur le « T » et parfois sur le « C ». Nous utiliserons école de Francfort pour éviter les confusions possibles. Voir Catherine Voyer-Léger, « La Théorie critique : l'héritage de l'école de Francfort », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 231-232.

²³Catherine Voyer-Léger, « La Théorie critique : l'héritage de l'école de Francfort », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 233.

²⁴Max Horkheimer, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Paris : Gallimard, 1996, p. 15.

²⁵*Ibid.*, p. 15-16.

²⁶*Ibid.*, p. 18-19.

²⁷*Ibid.*, p. 23.

normatif de la part du chercheur. À ce propos, Rémy Gagnon parle du rapport connaissance-intérêt pour désigner cette dichotomie qu'il définit comme : « [...] le terme fort du programme de la Théorie Critique, la compréhension de ce rapport est à la source de la connaissance émancipatoire [...] ». ²⁸ Selon Horkheimer, le rôle du théoricien traditionnel est régi par sa position dans la division sociale du travail. Celui-ci devient un rouage de la reproduction de l'ordre social. Horkheimer explique que le chercheur est un membre productif de la société capitaliste au sens qu'il produit une marchandise qui contribue à la bonne marche du système :

Dans le contexte social actuel, l'élaboration d'hypothèses et d'une façon plus générale le travail productif sur le plan de la théorie est une activité fondamentalement utilisable, c'est-à-dire qu'elle fait l'objet d'une demande sur le marché. Dans la mesure où elle est payée au-dessous de sa valeur ou même ne trouve pas preneur, elle ne fait que partager le destin d'autres activités concrètes dont l'utilité virtuelle se perd dans le système économique établi. Celles-ci toutefois la présupposent, et font partie du processus économique global tel qu'il se déroule dans les conditions historiques déterminées que l'on sait. ²⁹

Cette demande pour la production scientifique et cette production de théorie, selon la logique de marché, contribue à maintenir la société « telle qu'elle est ». ³⁰ Cette conception théorique de la théorie est fondamentale, car elle postule l'acceptation consciente ou non d'un rôle de reproduction de la société donnée et donc de ses inégalités. Pour les critiques, le nœud du problème est là : il faut rejeter le positivisme qui postule la neutralité et la simple observation des objets, pour le remplacer par une approche qui remet en cause cette réalité afin de comprendre comment nous en sommes arrivés collectivement à ce point historique. Dans le cadre traditionnel, les inégalités se renforcent par l'effet miroir du théoricien qui élabore des théories qui permettent d'affirmer la préexistence des phénomènes observés et de les naturaliser. Le théoricien est alors en mesure de s'autocongratuler, car il est à même d'élaborer une théorie qui décrit la réalité qu'il a lui-même délimitée et recréée. Comme nous le verrons plus loin, lorsque des cas problématiques se glissent dans le modèle théorique, il existe des

²⁸Rémy Gagnon, *Les théories de l'émancipation et l'étude de la sécurité internationale : entre le rationalisme et le réflexivisme*. Montréal : Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale, 1999, p. 10.

²⁹Max Horkheimer, *op. cit.*, p. 37.

³⁰*Idem.*

mécanismes permettant de sauvegarder le modèle.

Robert Cox voit dans la pratique de la théorie de résolution de problème (*problem-solving theory*) le même phénomène de reproduction du système dans la production scientifique, ce qui l'a amené à écrire cette phrase maintes fois citée : « la théorie sert toujours un but et sert toujours quelqu'un. »³¹ Pour Cox, la production scientifique est déterminée par les conditions matérielles de son époque, par les institutions et les structures. La production scientifique n'échappe pas à ces conditions et est forcément imprégnée de ce qu'il appelle les « structures de pouvoir social », qui déterminent la priorité de ce qui est produit et comment.³² Le rôle social de reproduction du théoricien est défini par son appartenance à la catégorie qu'il personnifie, d'où la nécessité autant pour Horkheimer que pour Cox, d'adopter une démarche critique qui reconnaît ce rôle social. Pour Cox, le but de faire de la théorie critique est de se dissocier de l'ordre dominant, en contestant les rapports sociaux d'inégalités, que ce cadre traditionnel interprète comme naturels, et de comprendre comment cet ordre social s'est imposé.³³ Contrairement à la théorie de résolution de problème, la théorie critique ne cherche pas à résoudre les problèmes qui nuisent au bon fonctionnement du système. Le chercheur critique doit plutôt mettre en évidence les contradictions et contester les données qui sont postulées comme étant « vraies ». Nous reprenons l'idée de Cox qui réfute la permanence temporelle des données sociales de la théorie traditionnelle :

« This relative strength of problem-solving theory, however, rests upon a false premise, since the social and political order is not fixed but (at least in a long-range perspective) is changing. Moreover, the assumption of fixity is not merely a convenience of method, but also an ideological bias. Problem-solving theories can be represented, in the broader perspective of critical theory, as serving particular national, sectional, or class interests, which are comfortable within the given order. Indeed, the purpose served by problem-solving theory is conservative, since it aims to solve the problems arising in various parts of a complex whole in order to smooth the functioning of the whole. »³⁴

31Robert W. Cox, « Social Forces, States and World Orders : Beyond International Relations Theory », *Millennium*, vol. 10, no 2 (1981), p. 128.

32Frédéric Guillaume Dufour et Laurent Mehdi Chokri (avec la collaboration de), « Approches néomarxistes : la théorie néogramscienne et le marxisme politique », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 213. Guillemets et italiques des auteurs.

33Robert W. Cox, « Social Forces, States and World Orders : Beyond International Relations Theory », *loc. cit.*, p. 129.

34Idem.

Dans la théorie de résolution de problèmes, les postulats sont réifiés, érigés en « faits » transhistoriques, et le système qui est projeté à partir de ces catégorisations ne peut être modifié. Au mieux, il peut être amélioré, ou réformé, mais jamais complètement transformé. Cela renvoie à ce que nous avons vu plus tôt avec Horkheimer : ces catégories ou ces « faits », pris séparément, deviennent des archétypes pour établir les théories servant à les expliquer. C'est pourquoi, afin de maintenir la « pertinence » d'un tel type de théorie, il faut s'affairer à maintenir la pertinence des « faits » qui ont permis d'établir cette théorie. L'effort de l'intellectuel traditionnel prend alors un sens de conservation ou d'autoconservation, car celui-ci doit soutenir la théorie contre les attaques qui risqueraient de la compromettre et ainsi de l'emporter avec lui dans sa chute. Ainsi, selon Horkheimer, il devient difficile de séparer l'intérêt du scientifique de celui de la classe dominante :

Le savant et sa science sont intégrés à l'appareil social, les résultats positifs du travail scientifique sont un facteur d'autoconservation et de reproduction permanente de l'ordre établi, et peu importe l'interprétation que la science peut élaborer d'elle-même à ce sujet. Elle doit seulement correspondre à son « concept », c'est-à-dire fabriquer de la théorie, dans le sens qui vient d'être exposé.³⁵

Lorsque le savant fabrique de la théorie, il la fabrique selon la conception traditionnelle que nous avons évoquée plus haut. C'est ce que Michel Foucault nomme la relation savoir-pouvoir : « [...] il n'y a pas de relation de pouvoir sans constitution corrélatrice d'un champ de savoir, ni de savoir qui ne suppose et ne constitue en même temps des relations de pouvoir. »³⁶ En ce sens, ce sont ces structures de pouvoirs qui déterminent ce qui est le savoir, et non l'activité du chercheur.

Ce qui ressort de la conception de Max Horkheimer et de Robert W. Cox c'est qu'il y a des groupes dominants, politiquement et économiquement, qui sont en mesure d'influer sur la science et la théorie et aussi d'établir la validité ou l'utilité de cette production scientifico-théorique. En quelque sorte, il en va de la capacité de diriger la recherche et ensuite de poser un jugement sur la pertinence des résultats obtenus. De la même manière, le scientifique qui

³⁵Max Horkheimer, *op. cit.*, p. 25.

³⁶Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris : Gallimard, 1975, p. 36.

produit de la théorie, et ce peu importe l'utilité de celle-ci, contribue à perpétuer le système économique : « Une activité qui concourt à l'existence de la société telle qu'elle est n'a nullement besoin d'être productive au sens strict, c'est-à-dire de produire de la valeur au profit d'une entreprise ». ³⁷ Dans ce cas, pour Horkheimer l'entreprise universitaire est en quelque sorte l'activité la plus représentative de cette production. Il décrit comment le « savant » est séparé artificiellement de sa citoyenneté. Son rôle professionnel étant d'observer la « réalité sociale » de l'extérieur, de façon neutre, et sa citoyenneté s'exprimant à l'intérieur de la société selon ses valeurs : c'est cette dichotomie qu'il faut pouvoir dépasser grâce à la théorie critique. ³⁸ Ni Horkheimer, ni Cox ne pensent que le savant des sciences sociales peut réellement se séparer de ce qu'il observe et encore moins prétendre à la neutralité. Horkheimer réfute l'idée qu'il puisse exister une forme de classe savante, une *intelligentsia* détachée de la société, qui ne serait que la reproduction d'une science compartimentée postulant des « faits » sociaux détachés de leurs contextes historiques.

De son côté, Cox explique que la théorie critique est un outil qui permet de constater les problèmes qui empêchent le bon fonctionnement du système établi, mais avec un potentiel bien au-delà de simples observations. La théorie critique permet de se demander comment l'ordre politique et économique s'est établi, et permet un regard sur l'ensemble des institutions. ³⁹ Les rapports de forces et les institutions qui les maintiennent ne sont pas des faits qui sont restés inchangés dans l'histoire. Plutôt qu'une conception du « réel » que l'on ne peut transformer, la théorie critique est une posture qui défie les normes établies en regard des rapports sociaux et du système dominant; c'est donc un projet idéaliste, mais restreint par la conscience et la « compréhension du processus historique ». ⁴⁰ De ce fait, la théorie critique devient pour Cox un guide stratégique :

« In this way critical theory can be a guide to strategic action for bringing about an alternative order, whereas problem-solving theory is a guide to tactical actions which, intended or unintended, sustain the existing order. » ⁴¹

³⁷Max Horkheimer, *op. cit.*, p. 37.

³⁸Max Horkheimer, *op. cit.*, p. 41.

³⁹Robert W. Cox, « Social Forces, States and World Orders : Beyond International Relations Theory », *loc. cit.*, p. 129.

⁴⁰*Ibid.*, p. 130.

⁴¹*Idem.*

Le chercheur qui adopte cette posture rejette la façon de faire et d'interpréter la science et la théorie comme on l'entend historiquement depuis les Lumières. La théorisation critique est la base d'un processus qui tend vers l'amélioration de la condition de vie des opprimés et des minorités. Influencé par le marxiste Gramsci, Cox s'intéresse également à la condition matérielle et aux rapports qui permettent la perpétuation de ce système. Il faut remettre en cause les conditions de reproduction de l'hégémonie par l'établissement progressif d'une contre-hégémonie. Encore une fois, l'intellectuel doit prendre conscience de son rôle dans la reproduction du « bloc historique hégémonique ». Pour Gramsci, la société est menée par une classe hégémonique regroupée autour d'intérêts, de capacités matérielles et d'idéologies communes. La contre-hégémonie nécessite la création d'un bloc historique à l'intérieur duquel une autre classe sociale pourra établir son hégémonie et pourra ainsi prétendre à renverser le bloc historique hégémonique. L'intellectuel joue un rôle clé dans la création d'une identité commune au sein d'un bloc historique.⁴² Cela signifie que les intérêts d'une classe dominante (la bourgeoisie dans la perspective de Gramsci) sont institutionnalisés et idéologisés afin de les rendre universels.⁴³ L'État, par exemple, sert la classe dominante en propageant une « culture commune ».⁴⁴ Nous sommes d'accord avec l'idée développée que les institutions servent à perpétuer les inégalités en facilitant la création d'une identité commune entre dominant, et dominé. Cette identité permet le maintien du système par le consentement plutôt que la coercition :

« Gramsci took over from Machiavelli the image of power as a centaur : half man, half beast, a necessary combination of consent and coercion. To the extent that the consensual aspect of power is in the forefront, hegemony prevails. Coercion is always latent but is only applied in marginal, deviant cases. Hegemony is enough to ensure conformity of behaviour in most people most of the time. »⁴⁵

Gramsci étant un marxiste, la conception de l'hégémonie est surtout axée sur la catégorie sociale de classe. À cet effet, nous pensons que la classe sociale représente un des facteurs

42Robert W. Cox, « Gramsci, Hegemony and International Relations : An Essay in Method », *Millennium*, vol. 12, no 2 (1983), p. 167-168.

43*Ibid.*, p. 168.

44*Idem.*

45*Ibid.*, p. 164.

d'inégalité, mais qu'elle n'est pas la seule contrainte à l'émancipation. Cette idée fait écho à la conception du pouvoir chez Michel Foucault :

Il faut en somme admettre que ce pouvoir s'exerce plutôt qu'il ne se possède, qu'il n'est pas le « privilège » acquis ou conservé de la classe dominante, mais l'effet d'ensemble des ses positions stratégiques – effet que manifeste et parfois reconduit la position de ceux qui sont dominés.⁴⁶

Dans cette optique, il n'est pas question pour nous de catégoriser ou de pointer vers une classe d'opresseur prédéterminée qui serait un pôle d'une dichotomie binaire strictement définie. Par exemple, il faut prendre en compte plus que la capacité matérielle d'une classe à dominer une autre. Les féministes, entres autres, ont compris depuis un bon moment déjà que bien d'autres facteurs que la condition matérielle s'entrecroisent dans la toile hégémonique de domination. Cette domination nous la conceptualisons telle une hégémonie qui s'exprime en raison de la capacité de certains à maintenir et reproduire leurs privilèges. Nous pensons que l'intérêt de la définition du pouvoir de Foucault est qu'elle repose sur cette nuance qui s'accorde bien avec notre pensée et celle de Horkheimer : la clef n'est pas de comprendre le pouvoir comme une « possession », mais bien comme une « pratique ». En cela, pour reprendre l'exemple du savant de Horkheimer, celui qui réifie un phénomène social par la théorie est certainement un acteur qui exerce un pouvoir.

Pour terminer, Cox cherche à comprendre quelles sont les conditions nécessaires à la création d'un bloc contre-hégémonique. Celui-ci mise sur la société civile pour élaborer cette contre-hégémonie.⁴⁷ Pour Horkheimer, la théorie critique doit tendre à l'émancipation, mais comme les conditions de l'émancipation se modifient selon les succès et les échecs, elle ne peut être un objectif absolu. Il est même possible, comme le dit Horkheimer, que certains succès puissent être à plus long terme : « [...] de fausses victoires, et des erreurs ».⁴⁸ L'émancipation étant quelque chose qui n'est pas fixe, la pensée critique devient l'outil d'analyse qui permet de révéler les mécanismes d'une société inégale et de potentiellement les transformer.

⁴⁶Michel Foucault, *op. cit.*, p. 35.

⁴⁷Voir Robert W. Cox, « Civil Society at the Turn of the Millenium : Prospects for an Alternative World Order », *Review of International Studies*, vol. 25, no 1 (Janvier 1999), p. 3-28.

⁴⁸Max Horkheimer, *op. cit.*, p. 53.

Cependant, la tâche première de la théorie critique pour Horkheimer n'est pas de produire, mais plutôt comme le nom l'indique de critiquer : « [d]ans une période historique comme la nôtre, la théorie vraie est moins affirmative que critique, de même que l'action conforme à la théorie ne peut être « productive ».⁴⁹ Contrairement à l'approche traditionnelle, la théorie et le théoricien critique ne visent pas à, et ne peuvent pas, produire des solutions au même rythme que la théorie traditionnelle. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les solutions « techniques » produites par les sciences humaines traditionnelles ne remettent pas en cause les cadres scientifiques préétablis. La production étant le but premier de la théorie traditionnelle, elle devient un barème pour la classe dominante afin de discréditer l'approche critique. L'émancipation devient donc le moteur de l'action critique. Nous y reviendrons.

En résumé, la théorie critique se libère des prétentions utilitaires et productives de la théorie traditionnelle et des nécessités imposées par le cadre de la théorie, lui-même défini par son rôle dans la production. Le constat de la théorie critique est simple : le système favorise les intérêts d'un groupe au détriment d'autres groupes, la classe sociale et le genre étant des exemples probant. Le but de la théorie critique est de mettre en évidence les sources de ces inégalités. Les théoriciens traditionnels qui s'accommodent des faits, sans se questionner sur l'origine de ces phénomènes, contribuent à la réification de ceux-ci. Ils fabriquent des modèles qui permettent de postuler la permanence des faits sociaux qu'ils observent. Ce n'est plus dans ce cas de la théorie, mais bien la mise en place d'une idéologie, qui découle d'un rapport complexe entre les intérêts d'une classe hégémonique et la connaissance. Le théoricien critique est au cœur de la théorie de l'émancipation et, nous le verrons, l'émancipation est au cœur du projet de reconstruction des rapports de l'humanité avec la biosphère et de la sécurité, car elle est : « [...] à la fois explicative, pratique et normative ».⁵⁰

⁴⁹*Ibid.*, p. 80-81.

⁵⁰Catherine Voyer-Léger, « La Théorie critique », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 233.

1.2.2 Exploration critique du concept de sécurité.

Dans la courte section sur la définition traditionnelle de la sécurité, nous avons expliqué les enjeux de la théorisation critique et comment la théorie critique se distingue de la théorie traditionnelle. Maintenant, nous nous concentrerons sur les études critiques de sécurité afin de définir notre approche et d'identifier les concepts importants pour notre définition de la sécurité environnementale. Les courants critiques dans le domaine de la sécurité sont diversifiés, parfois complémentaires, parfois contradictoires. Selon notre conception de la théorie, l'école choisie devra critiquer les postulats traditionnels. Ceux qui se sont intéressés à faire l'histoire des approches critiques parlent en général d'une ouverture critique dans le domaine des études de sécurité vers le début des années 1980. Notre point de départ sera l'école de Copenhague et plus précisément la monographie *People, States and Fear* de Barry Buzan. Ce livre est un des ouvrages marquants de cette période d'ouverture critique.⁵¹ Même si nous ne nous inscrivons pas dans cette approche de l'école de Copenhague, certains éléments théoriques seront importants pour notre travail. Pour Buzan, l'étude de la sécurité dépasse le simple cadre de la stratégie. C'est cet élargissement de l'agenda sécuritaire qui a eu un impact marqué sur les études de sécurité. C'est sur ce point qu'il est « critique », car il remet en cause l'étude exclusive du militaire intrinsèquement lié à l'étude de la sécurité chez les « traditionnels ». La sécurité englobe cinq différents secteurs : « militaire », « politique », « économique », « sociétal » et « environnemental ».⁵² Par contre, comme l'indiquent D'Aoust, Grondin et Macleod, bien qu'il fasse preuve d'un certain regard critique devant les études stratégiques, Buzan reste près des postulats du paradigme hégémonique, dont le statocentrisme.⁵³

Le premier concept de l'école de Copenhague que nous souhaitons expliciter est celui de sécurisation. En mots simples, c'est le processus de transformation d'un objet d'analyse politique en référent de sécurité. Alex Macleod résume le concept de sécurisation de la façon

⁵¹ Paul D. Williams (sous la dir.), « Security Studies : An Introduction », *op. cit.*, p. 3.

⁵² Anne-Marie D'Aoust, David Grondin et Alex Macleod, « Les études de sécurité », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 364.

⁵³ *Ibid.*, p. 364.

suivante :

La sécurisation signifie donc un processus où l'on nomme un objet référent de la sécurité et où l'on identifie les sources des menaces contre celui-ci. La première étape de ce processus est ce que Waever appelle une « démarche sécurisante » (*a securitizing move*), un discours qui présente quelque chose comme une « menace existentielle ». La tentative de sécurisation réussit dans la mesure où l'on arrive à convaincre son auditoire de la nécessité de cette démarche sécurisante.⁵⁴

Ce concept explique comment une nouvelle problématique de sécurité apparaît. Pour les auteurs qui ont développé la sécurisation, celle-ci n'est jamais un idéal, mais bien une nécessité. Il faut voir le processus de sécurisation comme un mal nécessaire, un dernier recours. Lorsqu'un objet référent a été sécurisé, les élites doivent tenter par la suite de calmer le jeu de façon à ce que la menace soit écartée, et ainsi pouvoir renvoyer cette problématique du domaine de la sécurité vers le domaine politique. Cela permet de sortir de la logique de la menace, de « désécuriser » un enjeu.⁵⁵ C'est une vision de la sécurité qui nécessite la transformation d'un objet en objet référent de sécurité. Ce processus hégémonique, du haut vers le bas, ne correspond pas à notre cadre critique plus horizontal. Nous pensons que c'est une faiblesse des auteurs de l'école de Copenhague de ne pas prendre en compte suffisamment les rapports de force et d'inégalités à l'œuvre au sein des diverses sociétés. Si l'on se réfère à ce que nous avons discuté plus tôt, relativement à l'hégémonie et à la formation de bloc historique, il semble que ces inégalités ont un impact sur la capacité d'accepter ou non un acte de langage. L'acceptation n'est donc pas nécessairement le fruit de discussions libres de relations de pouvoir et peut venir de la coercition.⁵⁶

Comme le mentionne Alex Macleod, les auteurs de l'école de Copenhague se questionnent peu sur le rôle des élites qui gardent une place prépondérante dans le processus de

⁵⁴Alex Macleod, « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique », *Cultures & Conflits*, vol. 2, no 54 (2004), p. 15.* [En ligne], mis en ligne le 08 janvier 2010. URL : <http://conflits.revues.org/index1526.html>. *Nous avons inscrit la référence provenant du texte en format PDF disponible directement sur le site de *Culture & Conflits*, les pages correspondent à la version PDF consultée sur le site et non la version papier.

⁵⁵Barry Buzan, Ole Weaver et Jaap de Wilde, *Security: A New Framework for Analysis*, Boulder : Lynne Rienner Publishers, 1998, p. 29.

⁵⁶*Ibid.*, p. 25.

sécurisation.⁵⁷ Ce n'est toutefois pas le processus de sécurisation qui est remis en cause.⁵⁸ Cette posture de relative neutralité face aux jeux de pouvoir est ce qui entre le plus en contradiction avec plusieurs approches critiques qui voient dans l'État et les élites des sources d'insécurité potentielles pour les individus provenant de certaines communautés. Si, à notre avis, les théoriciens de l'école de Copenhague n'approfondissent pas suffisamment les rapports antagoniques à l'œuvre au sein de la société, l'explication de la mise en œuvre du processus et la réalisation de la sécurisation qu'ils apportent nous semble tout à fait claire. L'attrait principal de l'école de Copenhague est l'opportunité qui se crée par la sécurisation d'un objet, d'élargir le champ d'intérêt de la sécurité. Les critiques et plusieurs traditionnels reconnaissent que l'élargissement de la sécurité est un moment important des études de sécurité. Ken Booth va jusqu'à déclarer que *People, States and Fear* est l'analyse théorique du concept de sécurité la plus complète au moment de sa publication.⁵⁹ Cela n'est pas pour dire que cet apport est universellement reconnu, comme illustre la critique de Steve Smith :

« Buzan presents what is a sophisticated neorealist account of security. He has been criticized by, among others, Richard Wyn Jones for his focus on the state and for his quest for scientific objectivity. As Wyn Jones notes, the book should really have been entitled *States and Fear*. »⁶⁰

Il faut mentionner qu'il n'est pas simplement question de perception. Deux problèmes se posent à concevoir les écrits de Buzan comme étant profondément critiques. Premièrement, cet attachement à l'État comme unité d'analyse qui demeure la clef de voûte des études de sécurité traditionnelles, deuxièmement, Buzan ne cherche pas à prendre ses distances du réalisme, au contraire, il affirme son appartenance à cette tradition.⁶¹

On pourrait se demander pourquoi inclure les auteurs de Copenhague dans ce chapitre s'ils ne

57Alex Macleod, « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique », *loc. cit.*, p. 15. [En ligne], mis en ligne le 08 janvier 2010. URL : <http://conflits.revues.org/index1526.html>.

58Idem.

59Steve Smith, « The Contested Concept of Security », in Ken Booth (sous la dir.), *Critical Security Studies and World Politics*, Boulder : Lynne Rienner Publishers, 2005, p. 32.

60Ibid., p. 33.

61Barry Buzan, « The timeless wisdom of realism? », in Steve Smith, Ken Booth et Marysia Zalewski (sous la dir.), *International theory : positivism and beyond*, Cambridge : Cambridge University Press, 1996, p. 63.

sont pas critiques? Selon nous, l'avantage de commencer par une critique de Buzan est que cela permet de partir d'un point médian, moins radicalement ancré dans les postulats réalistes purs et durs des études stratégiques. Cela permet de faire l'exploration du concept de sécurité en partant d'une base déjà élargie. Cette ouverture est en quelque sorte la brèche qui nous permettra de pousser plus loin la réflexion afin d'établir notre définition critique de la sécurité environnementale. Cette définition devra, entre autres, remettre en question les catégories et les faits que les études traditionnelles de sécurité acceptent d'emblée. Il nous faudra dépasser le simple « élargissement » de l'école de Copenhague et nous diriger vers un « approfondissement » de la sécurité qui dépasse l'État. Il s'agira de dé-réfier le concept de l'État, de lui retirer la primauté dans l'analyse de sécurité. Steve Smith et Ken Booth ont critiqué Buzan sur ce point, par rapport à la primauté de l'État :

« [...] "states are unreliable as primary referents because whereas some are in the business of security (internal and external) some are not"; "even those which are producers of security (internal and external) represent the means and not the ends"; and "states are too diverse in their character to serve as the basis for a comprehensive theory of security." »⁶²

Cet argument tranche radicalement avec le courant traditionnel, qui rappelons-le est un amalgame de l'évolution du postulat réaliste. Au contraire, la sécurité de l'État n'est plus une fin en soi, ou même un moyen, mais potentiellement un problème de sécurité. Cela entraîne une remise en cause de la caractéristique première qui est associée à l'État comme protecteur du citoyen. L'ancrage de ce travail dans les études critiques de sécurité nécessite l'explication de certains concepts, car cet alignement critique exclut certaines autres approches épistémologiques, ontologiques et méthodologiques retenues par les tenants des études traditionnelles ou « stratégiques ».⁶³

Une première remise en cause est celle du positivisme. Nous l'avons vu, ce courant vise à faire l'observation de faits en sciences humaines et sociales, selon une démarche neutre qui se

⁶²Steve Smith, « The Contested Concept of Security », in Ken Booth (sous la dir.), *op. cit.*, p. 33.

⁶³Charles-Philippe David fait une distinction entre les « stratèges » c'est-à-dire ceux qui travaillent presque exclusivement sur les enjeux militaires et les « sécuritaires » qui ont un horizon plus large de l'étude de la sécurité. Nous préférons la distinction « traditionnel » et « critique ». Voir Charles-Philippe David, *op. cit.*, p. 39.

rapproche de celle des sciences naturelles. Dans *Positivism and Beyond*, Steve Smith veut répondre à la question : qu'est-ce que le positivisme en Relations Internationales? Ce qu'il observe est l'inflexibilité inhérente de l'approche :

« Positivism is a methodological view that combines naturalism (in either its strong (ontological and methodological) or its weak (methodological) sense), and a belief in regularities. It is licensed by a strict empiricist epistemology itself committed to an objectivism about the relationship between theory and evidence. »⁶⁴

Du point de vue purement méthodologique, les théories traditionnelles n'ont pas réussi à prouver que l'on pouvait théoriser les relations internationales, arriver à une théorie, et à évoquer un paradigme qui serait « incontestable ». Autrement dit, elles n'ont pas réussi à démontrer que certains phénomènes existent à l'extérieur du cadre social, bien qu'ils affirment le contraire. Les positivistes attribuent à certains faits des caractères naturels transhistoriques. Au contraire, les postpositivistes rejettent l'idée de phénomènes sociaux naturels et affirment que les postulats positivistes jouent un rôle de production idéologique : « en canalisant la recherche au moyen de paramètres rigides qui contribuent à consolider les rapports de domination au sein du système international. »⁶⁵ Ils contestent l'empirisme qui se veut axé sur la vérification de faits qui ne doivent pas être interprétés, mais bien simplement observés de façon neutre et objective, possibilité qui est aussi remise en doute.⁶⁶ Cette séparation entre l'observateur et le phénomène observé est fondamentale à l'idée d'une science « vraie » épurée de la subjectivité du chercheur qui n'est autre qu'un observateur de fait indépendant de sa personne.

C'est de ce positivisme que se détachent bien des auteurs critiques dont Cox que nous avons abordé plus haut. Ceci n'est pas une tâche facile, car même les auteurs qui semblent les plus critiques ne sont pas toujours en mesure de le faire. Par exemple, Bill McSweeney critique Robert W. Cox, puisque selon lui, ce dernier n'a pas réussi à se défaire de ce réflexe positiviste, autant du point de vue de la critique de la théorie traditionnelle de laquelle il veut

⁶⁴Steve Smith, « Positivism and Beyond », in Steve Smith, Ken Booth et Marysia Zalewski (sous la dir.), *op. cit.*, p. 17.

⁶⁵Samuel Knafo, « Y a-t-il une voie au-delà du positivisme? Les approches critiques et le débat épistémologique en relations internationales ». *Revue Études internationales*, vol. 39, no 3 (septembre 2008), p. 387-410.

⁶⁶*Idem.*

exposer les vices, que de l'idée qu'il y aurait des critères permettant de distinguer des alternatives critiques possibles de celles qui sont irréalisables.⁶⁷ Selon McSweeney, Cox risque de naturaliser les faits que la théorie traditionnelle prétend observer en voulant chercher ses points faibles. Cette critique néglige, nous semble-t-il, l'élément central de la critique de Cox, à savoir que la prise de conscience du rôle de la théorie sur le monde est ce qui doit pousser l'intellectuel critique vers de nouvelles avenues. Il est possible de contester la validité d'un fait à la fois par rapport à son « existence » qu'à son interprétation. C'est ce que rapporte ici Ken Booth lorsqu'il fait état du cheminement intellectuel qui l'amène vers la réalisation que tout n'est pas ce que l'on pense quand vient le temps de discuter de la réalité :

« The realization that we live within structures that are theories, that the material circumstances of strategy are the manifestations of theories, that theories about security deliver our strategic facts, and that there is more than one strategic logic led to a growing disquiet with realism and its familiar positivist methods. But what did it mean to believe that reality is in the eye of the beholder? That there is more than one version of the (strategic) logic of anarchy? That social truth is a product of history rather than timeless common sense? And that human nature is not natural? »⁶⁸

Le postpositivisme rend la « réalité » plus diffuse et abstraite au sens où il n'y a plus, contrairement aux traditionnels, de vérité fixée dans le temps. Il n'y a pas qu'une seule interprétation possible de la réalité. Pour un théoricien traditionnel, il n'est pas utile de questionner le système, car il est tel qu'il est. L'État ne cherche qu'à y survivre. Cela ne laisse que très peu d'espace afin d'aborder différemment les nouvelles problématiques de sécurité.

Un autre aspect qui distingue les traditionnels et les critiques est l'influence que les premiers exercent dans les sphères du pouvoir. Ceux qui se font entendre des chefs d'État sont généralement des réalistes ou des libéraux de tendances diverses, c'est-à-dire des penseurs qui demeurent ancrés dans les courants stratégiques ou plus généralement traditionnels. En parlant de l'origine de cette situation dans l'étude des relations internationales, Stanley Hoffman constate :

« [...] what the scholars offered, the policy-makers wanted. Indeed, there is a remarkable

⁶⁷Bill McSweeney, *op. cit.*, p. 112-113.

⁶⁸Ken Booth « Security and Self : Reflections of a Fallen Realist », in Keith Krause et Michael C. Williams (sous la dir.), *Critical Security Studies: Concepts and Cases*, London : Routledge, 1997, p. 96.

chronological convergence between their needs and the scholars' performances. Let us oversimplify greatly. What the leaders looked for, once the Cold War started, was some intellectual compass which would serve multiple functions [...] »⁶⁹

Cette situation ainsi que la flexibilité relative du réalisme à l'intérieur de son propre cadre se sont répercutées sur des politiques aussi diversifiées que la prévention de conflits, l'intervention militaire et, comme le mentionne Hoffman, l'accumulation de la puissance et le maintien d'une certaine prudence face à la belligérance de certains idéologues.⁷⁰ Le rôle des intellectuels dans le paradigme réaliste est devenu, et reste toujours de manière avouée ou non, un rôle de préservation des intérêts étatiques par le maintien d'une théorie qui justifie les jeux de pouvoir et de puissance. Cette démarche résume la période de la guerre froide et de la menace nucléaire, où le penchant pro-américain et pro-occidental du réalisme n'était que le reflet de la reproduction de ce système :

« (Few had the forthrightness of Edward Luttwak, who asserted that the only purpose of academic inquiry in security studies is to 'strengthen one's own side in the contention of nations'). Such forthrightness, incidentally, explicitly ignores referents that theories other than realism consider categorical notably gender, class, or race. »⁷¹

Comme l'écrit Booth, si les études de sécurité traditionnelles ne servent qu'à mousser les intérêts de son camp, la conséquence logique est la mise à l'index des thématiques qui ne sont pas liées à l'État. C'est ce qui rendait l'élargissement de la sécurité de Buzan aussi pertinente. Dans cette perspective, Buzan et ses coauteurs ont permis d'inclure à l'étude de la sécurité d'autres considérations que celle du « camp dont on fait partie ».

Cependant, cela n'est pas suffisant. Élargir est une chose, mais approfondir de manière critique la sécurité devient un geste politique, contre-hégémonique. On ne pourrait mieux exprimer cette idée, dans la discipline des Relations Internationales, que dans la critique de la permanence historique du concept d'anarchie et des rapports de force à l'intérieur de celle-ci.

⁶⁹Stanley Hoffman, « An American Social Science : International Relations », in Robert M. A. Crawford et Darryl S. L. Jarvis (sous la dir.), *International Relations- Still an American Social Science? : Toward Diversity in International Thought*, Albany : State University of New York Press, 2001, p. 35.

⁷⁰*Ibid.*, p. 35-36.

⁷¹Ken Booth, *Theory of World Security*, New York : Cambridge University Press, 2007, p. 158.

L'anarchie du système est posée comme une situation de fait qui transcende les époques. Cette caractéristique qui est attribuée à la réalité contribue à façonner celle-ci. C'est pourquoi Cox affirme que l'intellectuel doit remettre le système en cause par la théorie critique au lieu de le reproduire :

« One way of seeing this issue is through Cox's distinction between 'problem-solving' theories, such as realism, which seek to work within the existing framework, and 'critical' theories which seek opportunities to change the existing framework (Cox, 1986). This means that far from being objective observers, realists in general, and the practitioners of strategic studies in particular, are accused of helping to legitimise and reproduce the hierarchical structures and conflictual relations that they talk about. By sanctifying in theory states, conflict and power politics, realists help to create self-fulfilling prophecies. »⁷²

En prenant acte de son propre rôle dans la reproduction du système, le chercheur se replonge dans la société. Une fois cette prise de conscience effectuée, il est possible de repenser les phénomènes sociaux et leurs implications. Le chercheur peut se poser la question : quel est mon rôle dans la reproduction du système? De là, il peut ensuite peser le pour et le contre de sa démarche et faire le choix entre s'engager sur le sentier critique ou demeurer sur l'autoroute de la tradition.

Pour les critiques, il faut politiser la sécurité et se la réapproprier. Contrairement aux auteurs de l'école de Copenhague dont l'objectif ultime est de désécuriser, pour ceux de l'école du Pays de Galles, il faut plutôt politiser la sécurité. Pinar Bilgin définit cela de la façon suivante :

« 'Politicizing security,' therefore, refers to rethinking security to uncover the 'political' character of 'defining' security and the 'drawing up' of security agendas, to open up space to include other issues identified by myriad actors, and to de-centre the statist concerns of some by highlighting human insecurities ». ⁷³

Politiser la sécurité permet de comprendre le processus de la production de la sécurité. Le but est d'inclure de nouveaux enjeux et de nouveaux acteurs au champ scientifique de la sécurité. Toutefois, cela ne se fait pas facilement : le cadre traditionnel se perpétue de lui-même, tout

⁷²Barry Buzan, « The timeless wisdom of realism? », in Steve Smith, Ken Booth et Marysia Zalewski (sous la dir.), *op. cit.*, p. 53-54.

⁷³Pinar Bilgin, « Critical Theory », in Paul D. Williams (sous la dir.), *op. cit.*, p. 99.

en s'adaptant ou en discréditant les autres courants de pensée.

Horkheimer remarque qu'il est possible, bien que cela soit contraire à l'idée du progrès scientifique, de vouloir sauver une théorie mise à mal par une nouvelle évolution. Dans ce cas, il est possible : « d'échafauder des hypothèses de secours qui permettraient d'éviter de modifier la théorie dans son ensemble. »⁷⁴ On retrouve la même constatation chez Barry Buzan qui mentionne cette capacité du réalisme à intégrer, voir absorber, les critiques. Il donne l'exemple de la coopération interétatique au sein d'institutions internationales. Cette idée des néo-institutionnalistes s'adapte au postulat réaliste de l'anarchie. L'anarchie existe, mais les menaces qui en découlent peuvent être amoindries par ces institutions. Les penseurs libéraux ont consciemment ou non intégré le discours de l'anarchie des réalistes :

« At the risk of some exaggeration, it could be said that since the 1970s, liberalism has shifted its position from being an assault on realism, to being an extension of the realist framework into other sectors. »⁷⁵

Cette position illustre une chose, le postulat de l'anarchie reste intact. Pour un critique, il n'est pas nécessairement surprenant que les deux courants se rejoignent. Dans ce fameux débat « néo-néo », les intellectuels, qui se disputent la vérité théorique, ne discutent pas de remise en cause des fondements du système. Plutôt, consciemment ou non, ils débattent des meilleurs moyens de perpétuer le système.

Là où il serait plus surprenant qu'un réel débat se tienne, c'est entre les positions campées de part et d'autre de la division traditionnelle/critique. Buzan pense que la capacité de récupération et d'intégration du réalisme est si forte, que le discours postmoderne, plutôt associé au courant critique, pourrait être récupéré par le réalisme. Cela serait un signe indéniable de la « puissance » de ce paradigme hégémonique :

« [...] in principle, there is no reason why much of the post-modern discourse cannot eventually be merged into realism. There are traditions within realism that are receptive to the idea of language as power, and discourse as a major key to politics [...] »⁷⁶

⁷⁴Max Horkheimer, *op. cit.*, p. 23.

⁷⁵Barry Buzan, « The timeless wisdom of realism? », in Steve Smith, Ken Booth et Marysia Zalewski (sous la dir.), *op. cit.*, p. 56.

⁷⁶*Ibid.*, p. 59.

Bien que nous soyons forcés d'admettre que le potentiel d'adaptation du réalisme est très fort, nous ne pensons pas que l'étude des rapports de pouvoir au sein du postmodernisme puisse être compatible avec le réalisme comme l'entend Buzan.⁷⁷ Nous nous permettons de douter de la possibilité que le réalisme puisse un jour récupérer de manière crédible les thématiques postmodernes puisque ces deux courants n'ont pas le même point de départ ni la même intention intellectuelle. Peut-être Buzan fait-il référence à son collègue Ole Waever qui se perçoit comme un réaliste postmoderne.⁷⁸ Quoi qu'il en soit, les questions explorées par le postmodernisme au sujet de la déconstruction des faits dits historiques peuvent difficilement être rattachées au réalisme. Pour un postmoderne qui entreprend la déconstruction des concepts et des idées dites réelles, un concept tel que l'anarchie du système, qui est chez les réalistes un état de fait, ne tient pas la route.⁷⁹ Or, si la position de force du paradigme réaliste procure une capacité d'adaptation à ce courant c'est qu'elle permet de s'ajuster à certains faits *a posteriori* pour éviter les contradictions avec la théorie.⁸⁰ Enfin, il faut admettre qu'avec le réalisme néoclassique et le courant qu'Alex Macleod appelle « constructivisme réaliste », ⁸¹ le paradigme réaliste semble vouloir se revigorer en intégrant des éléments qui ne faisaient pas partie des préoccupations des réalistes classiques et néoréalistes.

Nous soutenons que l'étude de la sécurité doit être une remise en cause du réalisme et de ces postulats principaux, dont celui du positivisme cher aux néoréalistes. Nous devons soulever ici une remarque de Ken Booth qui se défait de l'association critique au postpositivisme. Il semble affirmer qu'il est possible d'être à la fois critique et au moins partiellement positiviste. En effet, Booth affirme ne plus vouloir utiliser cette étiquette de « postpositivisme » :

« Critical approaches are also sometimes known as *postpositivist* theories to distinguish them from the flaws of positivism; the term *postpositivism* is one I do not like or any more use. Positivism comes in various guises, and is understood more or less

⁷⁷*Idem.*

⁷⁸Barry Buzan, Ole Weaver et Jaap de Wilde, *op. cit.*, p. 2.

⁷⁹David Grondin, « Le Postmodernisme », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 255.

⁸⁰Colin Elman, « Realism », in Paul D. Williams (sous la dir.), *op. cit.*, p. 27.

⁸¹Alex Macleod, « Le réalisme classique », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 52.

dogmatically, by proponents and critics alike. I prefer to consider the issue at hand in terms of *naturalism* and *postnaturalism*. *Naturalism* is the idea that since human society belongs to nature, the well-established methods of the natural sciences can be transposed into the study of human society. This [...] is a fallacy. »⁸²

Par cette affirmation, Booth laisse une ouverture à un positivisme non dogmatique. Ce pragmatisme lui permet peut-être d'enclencher un dialogue entre les positivistes et les postpositivistes « purs ». Cela est aussi possiblement un écho à ce qu'il a écrit en 1991, lorsqu'il se définissait comme un « ex », « anti », et « post » réaliste. En tant que « post », il reconnaissait la valeur de certaines observations de Kenneth Waltz, mais il croyait qu'il était nécessaire de dépasser ce qui était observé.⁸³ Cela ne veut pas dire que l'aspect critique tombe pour autant, contrairement à ce que pouvait laisser entendre la critique de McSweeney envers Cox que nous avons abordé plus haut. À notre avis, les théories et les faits doivent être considérés comme non neutres. Nous ne pensons pas qu'il peut y avoir de faits sociaux humains au sens qu'ils seraient immuables, mais bien qu'il existe des faits au sens où, lorsqu'ils sont acceptés en tant que tel, les phénomènes et objets étudiés prennent des caractères « vrais ». En ce sens nous sommes en accord avec la posture « postnaturaliste » de Booth, il faut surtout se séparer de la propension à fabriquer des « vérités » avec des faits qui ne sont que le résultats de processus en évolution constante et ayant un but ou une utilité. Nous retrouvons cet argumentaire aussi dans un texte de V. Spike Peterson qui y va de cette nuance sur l'empirisme :

« It follows that a critique of positivist empiricism is not necessarily a repudiation of empirical study. Rather than rejecting systematic inquiry or empirical research, the post-positivist critique involves examining the boundaries of our categories, frameworks and research questions, and asking how these came to be and how they are related within, and to, the context of inquiry and its relations to power. »⁸⁴

Celle-ci met l'emphasis sur la nécessité de dépasser le modèle binaire qui caractérise la façon de faire de la pensée occidentale.⁸⁵ Pour réfléchir à de nouvelles façons de faire, il n'est pas

⁸²Ken Booth, « Critical Explorations », in Ken Booth (sous la dir.), *op. cit.*, p. 10.

⁸³Ken Booth, « Security in Anarchy : Utopian Realism in Theory and Practice », *International Affairs*, vol. 67, no 3 (Juillet 1991), p. 532-533.

⁸⁴V. Spike Peterson, « Transgressing Boundaries : Theories of Knowledge, Gender and International Relations », *Millenium : Journal of International Studies*, vol. 21, no 2 (juin 1992), p. 188.

⁸⁵*Ibid.*, p. 185.

obligatoire de se trouver en parfaite opposition avec ceux que l'on critique.⁸⁶

⁸⁶Aussi, sur ce point on peut se référer à Colin Wight qui fait une critique très intéressante de l'incommensurabilité paradigmatique et l'absence de dialogue entre paradigmes des Relations Internationales. Il exprime le point de vue que les critiques sont tombés dans le piège d'avoir érigé en paradigme immuable le postpositivisme et d'avoir contribué à l'absence de dialogue entre paradigmes et d'avoir réifié cette idée. Voir Colin Wight, « Incommensurability and Cross-Paradigm Communication in International Relations Theory : 'What's the Frequency Kenneth?' », *Millennium : Journal of International Studies*, vol. 25, no 2 (juin 1996), p. 291-319.

CHAPITRE II

L'ÉMANCIPATION ET LA SÉCURITÉ

Dans ce chapitre, nous aborderons les concepts d'émancipation et de sécurité à la manière de Booth, c'est à dire comme deux concepts intrinsèquement liés. Nous pensons, tout comme Booth, qu'il est impossible de construire la sécurité sans l'émancipation.

2.1 L'émancipation.

L'émancipation est de nature changeante, elle ne peut pas signifier la même chose pour tout un chacun. S'il est important de saisir son fonctionnement, il faut cependant éviter de tomber dans le piège de la réification. L'émancipation est le phare dans la nuit de la théorie critique. Elle sert à s'orienter, mais demeure mouvante, car la fixité lui fait perdre sa vocation émancipatrice. Ainsi, l'émancipation se fait par petite progression, profitant des moments de faiblesse du système dominant. En exposant les structures de domination de l'ordre établi, le théoricien critique peut ainsi proposer des projets axés sur le progrès émancipateur.

L'école du Pays de Galles fait partie des études critiques de sécurité (*Critical Security Studies*). Les auteurs de cette école font la jonction des études de sécurité et des relations internationales avec le concept d'émancipation qui est repris de l'école de Francfort. Au travers du concept d'émancipation s'exprime un engagement pour la transformation de

l'humanité. C'est l'objectif politique logique de la théorie critique.⁸⁷ Contrairement à l'approche traditionnelle mentionnée plus haut, le chercheur qui adopte une posture critique remet en cause l'ordre établi, l'hégémonie. L'émancipation constitue à la fois le guide et l'objectif dans la tentative de déconstruire et reconstruire le système. Dans le cadre plus précis des études de sécurité, le concept d'émancipation est principalement repris par l'école galloise. Tel que défini de façon générale par Ken Booth, l'émancipation est une façon de reconstruire l'humanité en perpétuant l'espoir d'une progression des conditions et des droits :

« Emancipation is the theory and practice of inventing humanity, with a view to freeing people, as individuals and collectivities, from contingent and structural oppressions. It is a discourse of human self-creation and the politics of trying to bring it about. Security and community are guiding principles, and at this stage of history the growth of a universal human rights culture is central to emancipatory politics. The concept of emancipation shapes strategies and tactics of resistance, offers a theory of progress for society, and gives a politics of hope for common humanity.⁸⁸ »

Ce principe d'émancipation est une rupture majeure face au paradigme dominant, car il donne la possibilité aux êtres humains : « [...] de transformer leur histoire en fonction de leurs propres choix ». ⁸⁹ Dès lors, l'émancipation permet de réinventer les identités, de transformer le monde dans lequel on vit pour l'amener vers le monde dans lequel on voudrait être. C'est un concept ouvertement normatif, tout le contraire de l'observation « détachée » des réalistes qui se contentent de naviguer dans un monde où l'on a naturalisé les inégalités et l'insécurité.

Nous anticipons les remarques de ceux qui rejettent l'émancipation ou accusent le concept d'être idéaliste, utopiste et non applicable. Nous avons déjà établi que ces critiques répondent aux impératifs du maintien d'un système hégémonique. Comme les études traditionnelles de sécurité se préoccupent surtout de ce qui affecte le bon fonctionnement de ces entités conceptuelles que sont l'État et le système international, il va de soi qu'un concept, comme l'émancipation, qui remet en cause les règles sociales qui constituent les fondations de la réalité traditionnelle, n'est pas considéré sérieusement par les traditionnels qui ne peuvent y

⁸⁷Ken Booth, « Critical Explorations » in Ken Booth (sous la dir.), *op. cit.*, p. 12.

⁸⁸Ken Booth, « Introduction to Part 3 », in Ken Booth (sous la dir.), *op. cit.*, p. 181.

⁸⁹Rémy Gagnon, *op. cit.*, p. 17.

voir un côté pratique.⁹⁰ Pourtant l'émancipation est un guide d'action stratégique pour l'amélioration à long terme de l'humanité, par le dépassement des catégories et des structures de domination artificielles de la société. Le processus d'émancipation doit permettre le décroisement des identités et de construire une conscience et une expérience commune par l'élaboration d'un dialogue d'égal à égal :

Cette *ouverture* par le dialogue signale ainsi une sorte d'affranchissement par rapport à un ordre moral (périmé) et le passage vers un autre qui remet en question les systèmes d'inclusion et d'exclusion, la dialectique nous/eux et l'érection de frontières, bref la nature même de la souveraineté.⁹¹

Voilà en quelque sorte l'intérêt de faire de l'émancipation le point d'ancrage non seulement de la sécurité, mais aussi de la sécurité environnementale. L'émancipation permet de refonder la vision de la sécurité et de la subjectiviser. Au travers des concepts de sécurité et de communauté, il nous sera possible de théoriser la sécurité environnementale et de l'approfondir au-delà, par exemple, de la vision de l'école de Copenhague qui conserve l'État comme référent principal.

Ken Booth définit l'émancipation selon trois axes. Ce concept est à la fois un « ancrage philosophique », un « processus stratégique évolutif » et une « balise tactique ».⁹² D'Aoust, Grondin et Macleod résument ces trois axes de façon synthétique :

Premièrement, l'émancipation peut être considérée comme un *ancrage philosophique*. En d'autres termes, elle peut servir de point de référence pour évaluer la validité et la valeur d'une proposition. Deuxièmement, l'émancipation est un *processus en évolution*, qui exige une critique immanente constante, et ne peut donc jamais se réaliser totalement. Troisièmement, l'émancipation peut servir de *guide tactique* afin d'atteindre des objectifs. Ici, les convictions théoriques et politiques se conjuguent avec l'émancipation au sein de projets de reconstruction concrets.⁹³

L'idée d'ancrage consiste à prendre l'émancipation comme une base philosophique, un idéal vers lequel tendre et qui permet de juger si une pratique est réellement émancipatrice. C'est

90Ken Booth, « Security in Anarchy : Utopian Realism in Theory and Practice », *loc. cit.*, p. 534.

91Rémy Gagnon, *op. cit.*, p. 18.

92« *As a philosophical anchorage, [a]s a strategic process, [a]s a guide for tactical goal setting [...]* », Ken Booth « Introduction to Part 3 », in Ken Booth (sous la dir.), *op. cit.*, p. 182.

93Anne-Marie D'Aoust, David Grondin et Alex Macleod, « Les études de sécurité », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 366.

un ancrage normatif avec une forte imprégnation historico-politique, mais qui ne se fixe pas sur un moment dans l'histoire. En ce sens, ce qui est valide maintenant ne le sera peut-être plus demain. Cela s'avère être le point de départ à la discussion politique et aux projets politiques qui s'y ajoutent. C'est à travers cet ancrage que les grands principes peuvent être cernés, et que les projets d'émancipation deviennent réalisables. Comme nous l'avons vu, mettre l'emphase sur la faisabilité d'une idée émancipatrice est une nécessité pour Horkheimer et Cox. Bien qu'il faille sortir du cadre traditionnel pour reconstruire, on ne peut sortir du cadre des possibilités « réelles ». Autrement dit, il s'agit de reconnaître le potentiel d'émancipation et d'action à l'intérieur de la société plutôt que de viser un idéal fixé *a priori*. Ce procédé entraîne des résultats partiels, mais ne peut, par définition, jamais arriver à terme, car cela irait à l'encontre de la critique permanente et ne ferait que recréer une nouvelle hégémonie, un nouveau rapport dominant/dominé. Booth défend l'idée que l'action émancipatrice est possible, car elle est justement ancrée dans une auto-critique qui empêche la réification d'un objectif déterminé dans le temps et dans l'espace. C'est ce qu'il appelle la distance critique :

« *Critical distance* is a means of engaging in "immanent critique" with the aim of promoting emancipatory politics. *Immanent critique* is the idea that instead of trying to move forward on the basis of utopian blueprints one should look for the unfulfilled potential already existing within society. This gives enormous scope for analysis and political action, because it is always possible to find some emancipatory potential, somewhere, however unpromising an existing situation might seem to be. »⁹⁴

C'est à l'intérieur des cadres du système que l'on doit chercher les opportunités d'émancipation. Ainsi, par l'accumulation des avancées émancipatrice, on se rapproche d'un monde dans lequel on peut mieux vivre. Cela reste une entreprise en perpétuel changement et évolution; devant de nouvelles situations, il y aura toujours de nouvelles façons de concevoir l'émancipation.⁹⁵

La pratique émancipatrice est donc la mise en marche de l'engagement théorique critique et émancipateur dans ce que Booth appelle des projets de « reconstruction ». Ces projets de

⁹⁴Ken Booth, « Critical Explorations » in Ken Booth (sous la dir.), *op. cit.*, p. 11.

⁹⁵Anne-Marie D'Aoust, David Grondin et Alex Macleod, « Les études de sécurité », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 366.

reconstruction basés sur l'émancipation mettent en lumière l'importance de l'articulation d'un programme de recherche élargi et approfondi de la sécurité. Pour obtenir la sécurité, il faut s'émanciper, pour s'émanciper il faut se reconstruire une sécurité; ces deux concepts sont complémentaires. Sans une telle complémentarité, l'un et l'autre ne sont pas atteignables : la sécurité sans émancipation renvoie aux définitions plus classiques de la sécurité, et l'émancipation sans sécurité est impossible, ou n'est qu'une émancipation limitée à l'échelle individuelle qui ne correspond pas à ce que nous comprenons comme étant l'établissement d'objectifs communs de sécurité-émancipation. Il faut considérer sur ce point que la sécurité ne peut se faire en empiétant sur celle des autres. Nous prenons l'exemple de la sécurité privée. Posséder des moyens suffisants pour bénéficier en permanence d'une protection accrue n'est pas la sécurité. Cet individu qui s'achète de la sécurité, n'est pas émancipé, car toujours prisonnier des limites d'un monde dans lequel les inégalités et structures de domination créent l'insécurité dans laquelle il évolue. Peut-être Hobbes avait-il en partie raison, en affirmant que l'homme est un danger permanent pour lui-même? Cependant, nous ne pensons pas que cela renvoie à une question de nature, mais bien aux constructions sociales reproduisant les systèmes de domination. L'émancipation doit servir à repenser un « nous global » qui trouve son intérêt dans la reconnaissance des similitudes et dans la compréhension que la différence n'est pas une menace. De la grande sécurité mondiale, à la plus petite des sécurités individuelles, il faut déconstruire les rapports de domination et reconstruire dans une optique où tous bénéficient de l'action émancipatrice. C'est seulement quand ces rapports de domination et les inégalités sous-jacentes seront dénaturalisés que l'humain cessera d'être une menace pour son prochain.

2.2 La sécurité.

Maintenant que nous avons exploré ce qu'est l'étude critique de la sécurité et le concept d'émancipation, nous allons nous pencher à nouveau sur le concept de sécurité. Que faut-il intégrer ou rejeter de ce que nous avons déjà discuté, pour bien comprendre ce qui peut être considéré comme relevant de la sécurité dans une approche axée sur l'émancipation? Il faut ne pas perdre de vue l'importance de la praxis. L'objectif est d'arriver à une meilleure

compréhension et définition de la sécurité pour l'intégrer à l'analyse de sécurité environnementale, qui doit être comprise comme étant une sécurité basée sur le vécu.

La perspective critique nous pousse d'abord à repenser les préoccupations traditionnelles de la sécurité. Bien qu'il ne soit pas impossible qu'un État ambitieux avec une force militaire offensive puisse être une menace, il reste que souvent les menaces envers les groupes et les individus sont plus insidieuses que la menace d'une invasion territoriale. Ce sont surtout de ces menaces insidieuses, voire invisibles dans le champ traditionnel, que les critiques se méfient. Ces menaces peuvent provenir d'inégalités sociales, économiques, politiques, sexuelles ou de genre, pour ne nommer que celles-ci. Si les études traditionnelles de sécurité sont toujours dominantes et statocentrées, les définitions statocentrées de la sécurité n'ont plus la cote dans le cadre des études critiques de sécurité.⁹⁶ Encore une fois, les textes concernant cet élargissement de la sécurité seront puisés dans l'école galloise.

Dans *Critical Security Studies and World Politics*, Steve Smith discute du concept de sécurité qu'il définit par l'expression de problématiques à l'intérieur de certaines structures politiques et économiques. Dans cette optique la sécurité devient un concept dérivatif que l'on ne définit pas par ce qu'il est, mais plutôt par ce qu'il n'est pas.⁹⁷ Tout comme l'émancipation, il est question d'un concept qui n'est pas figé, mais plutôt évolutif et qui affecte les individus dans leur réalité. On ne peut donc pas l'étudier comme un concept monolithique strictement défini. Pinar Bilgin ajoute que la sécurité nécessite une compréhension plus profonde et non pas seulement, à l'image de l'école de Copenhague, un élargissement basé sur des présupposés qui ne sont pas remis en cause. Bilgin se réfère à Booth qui fait une distinction entre l'élargissement et l'approfondissement de la sécurité. Il donne l'exemple de Buzan, pour affirmer qu'élargir la sécurité ne signifie pas automatiquement l'abandon des présupposés normatifs.⁹⁸ Plutôt, il faut remettre en cause les limites de la discipline et l'approfondir en incluant à l'analyse sa réalité ainsi qu'une multitude de réalités autres. Le but d'approfondir la

⁹⁶Keith Krause et Michael C. Williams, « From Strategy to Security : Foundations of Critical Security Studies », in Keith Krause et Michael C. Williams (sous la dir.), *op. cit.*, p. 43-44.

⁹⁷Steve Smith, « The Contested Concept of Security », in Ken Booth (sous la dir.), *op. cit.*, p. 27-28.

⁹⁸Pinar Bilgin, « Critical Theory », in Paul D. Williams (sous la dir.), *op. cit.*, p. 98.

sécurité est de comprendre qui se retrouve à l'extérieur des analyses traditionnelles qui ne s'intéressent qu'à la sécurité de l'État. D'Aoust, Grondin et Macleod expriment cette idée en paraphrasant d'Alexander Wendt : « la sécurité est ce que l'on en fait »⁹⁹, et c'est pour cela qu'il est possible de se sortir du carcan étatique et de ce que Richard Wyn-Jones appelle le « fétichisme de l'État ».¹⁰⁰ Wyn-Jones critique les auteurs de l'école de Copenhague qui sont restés trop près du néoréalisme dominant centré sur l'État. Il est un des premiers à positionner le concept d'émancipation comme ancrage théorique des études critiques de sécurité.¹⁰¹ Celles-ci doivent reposer non seulement sur cet ancrage, mais aussi en faire un outil d'analyse permettant les projets de reconstruction. Comme le mentionne Wyn-Jones, le concept d'émancipation gagne à être utilisé dans l'analyse de situation concrète. L'émancipation étant un concept idéaliste, sa mise en application permet une meilleure compréhension de comment le concept évolue au fur et à mesure qu'on le redéfinit. Dans le cadre d'une analyse de sécurité, comme nous l'avons vu, c'est lorsque les réalités historiques sont analysées que l'on peut réellement comprendre les enjeux :

« In addition to anchoring critical security studies in the tradition of critical theory, the second move by which the concept of emancipation can become less of a terra incognita is through concrete analysis of particular issues and areas. After all, when the concept is considered abstractly, it is impossible to outline what form of emancipation takes beyond fairly broad generalizations. [...] It is only when specific, historical examples are addressed that the discussion of emancipation can proceed to the consideration of particular institutions and forms of life. »¹⁰²

La sécurité doit être pensée selon une idée simple, mais claire qu'elle est libératrice, émancipatrice. Elle ne devrait pas être contraignante comme elle le devient dans une vision traditionnelle de la sécurité, qui repose philosophiquement sur l'idée de Léviathan de Hobbes, sur la contrainte de la liberté en échange de la sécurité.

La sécurité au sens traditionnel devient trop souvent synonyme de fixité temporelle, une représentation de ce que devrait être la société selon des critères naturalisés. Les

99 Anne-Marie D'Aoust, David Grondin et Alex Macleod, « Les études de sécurité », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 366.

100 Richard Wyn-Jones, *op. cit.*, p. 96.

101 Anne-Marie D'Aoust, David Grondin et Alex Macleod, « Les études de sécurité », in Alex Macleod et Dan O'Meara (sous la dir.), *op. cit.*, p. 366.

102 Richard Wyn-Jones, *op. cit.*, p. 121.

caractéristiques de la société, auxquelles on a attribué une valeur, doivent être protégées. Or, comme nous l'avons vu plus tôt, la forme que prennent les objets désignés du domaine de la sécurité correspond aux intérêts d'un groupe hégémonique. Le rôle de l'État est le maintien de cet ordre, constitué de valeurs et d'intérêts. La logique est que la sécurité représente l'ordre établi et que le changement représente une menace, c'est-à-dire de l'insécurité. Nous pensons au contraire que la sécurité doit permettre plus de liberté :

« Security in world politics is an instrumental value that enables people(s) some opportunity to choose how to live. It is a means by which individuals and collectivities can invent and reinvent different ideas about being human. »¹⁰³

Cette idée de se réinventer devient aussi quelque chose de central à la façon de réfléchir la société et la sécurité. La sécurité dans ce cas est mouvante, il ne s'agit pas d'identifier une forme précise de ce qu'est la sécurité, plutôt on identifie ce qui dans la superstructure hégémonique cause les insécurités afin de poursuivre des objectifs de sécurité éclatés et mouvants. La posture traditionnelle est que la société est en sécurité dans la stabilité. Cette logique tend à décourager les changements à l'ordre social qui sont une valeur fondamentale de l'hégémonie. Un groupe qui contesterait cet ordre serait perçu comme une menace. La sécurité dans une logique d'émancipation doit questionner le bien-fondé de l'identification de la contestation comme une menace de sécurité. Qui plus est, lorsqu'un groupe est particulièrement visé par la répression au profit de la sécurité nationale ou lorsqu'un autre groupe devient sujet à des mesures drastiques, il faut se questionner sur la pertinence et surtout la légitimité de telles actions étatiques. Il faut également se questionner sur les mesures de sécurité qui sont prises à la suite d'événements conflictuels et sur le rôle des décideurs dans ces événements.

Pour illustrer l'impact des élites sur la sécurité, nous reprendrons les propos de Douglas Kellner. Il s'est beaucoup intéressé aux rapports de la classe hégémonique avec les médias de masse.¹⁰⁴ Il prend en exemple l'administration de Georges W. Bush et déconstruit la tactique

¹⁰³En italique dans l'original, Ken Booth « Introduction to Part 1 », in Ken Booth (sous la dir.), *op. cit.*, p. 23.

¹⁰⁴Douglas Kellner, « Bushspeak and the Politics of Lying : Presidential Rhetoric in the "War on Terror" ». *Presidential Studies Quarterly*, vol. 37, no 4 (décembre 2007), p. 622.

de la peur mise en branle à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Il affirme que la manipulation du langage était centrale à la réponse de l'administration américaine à ces attaques. Différents processus discursifs ont été utilisés afin d'entretenir un climat de terreur au sein de la société américaine. Ce processus de sécurisation a été facilité par les grands consortiums médiatiques qui relayaient ce que Kellner nomme le *Bushspeak*.¹⁰⁵ Cette administration profita de cet instant historique de grande insécurité et de détresse pour amender les droits et libertés notamment avec le *Patriot Act*. Kellner affirme que la classe dominante a profité de ce moment, pour avancer un agenda politique les favorisant :

« [...] I argue that the Bush administration, aided and abetted by the U.S. Corporate media, manipulated a politics of fear to push through a right-wing agenda that included the Patriot Act, massive changes in the legal system, a dramatic expansion of the U.S. Military, and U.S.-led military intervention in Afghanistan and Iraq. »¹⁰⁶

Selon Kellner cette opération de manipulation de l'opinion publique par le langage, en plus de permettre l'imposition d'importantes restrictions aux libertés civiques, a permis de préparer une campagne militaire avec la complicité tacite des médias.¹⁰⁷ Cela nous ramène à l'idée de Gramsci qu'il est mieux pour le groupe hégémonique d'obtenir le consentement que d'user de la coercition. Nous pensons que sans cette manipulation du langage et de la peur il aurait été difficile pour la classe dirigeante de faire accepter des mesures comme le *Patriot Act*. En plus de limiter les moyens de contestation de l'ordre établi, les élites ont aussi bénéficié de la guerre même, notamment avec les contrats de reconstruction des infrastructures. Ainsi la guerre n'était pas qu'une réponse à une attaque contre une valeur fondamentale, ou simplement l'intérêt-national, elle représentait aussi une opportunité financière.¹⁰⁸ Il apparaît que la privatisation de la sécurité qui s'est accélérée pendant les conflits d'Afghanistan et d'Irak soulève bien des questions éthiques.¹⁰⁹ Nous pensons qu'aucune mesure de sécurité ne

105 *Ibid.*, p. 623.

106 *Ibid.*, p. 622.

107 *Ibid.*, p. 630.

108 Anna Leander, « The Power to Construct International Security : On the Significance of Private Military Companies », *Millennium – Journal of International Studies*, vol. 33, no 3 (Juin 2005), p. 816.

109 Pour un résumé de la question de la privatisation de la sécurité voir Deborah D. Avant, « Private Security » in Paul D. Williams (sous la dir.), *op. cit.*, p. 438-452. La question de la privatisation de la sécurité soulève des enjeux importants notamment celle du contrôle légitime de la violence. D'un point de vue traditionnel, l'État en sous-traitant la « sécurité » perd tranquillement son

devrait mener à la restriction de la liberté des individus. Au contraire, la perte de liberté est l'antithèse de la sécurité, car la restriction de la liberté empêche la démarche émancipatrice. Il faut se méfier des discours qui cherchent à sécuriser une population « contre son gré ».¹¹⁰

La sécurité n'est pas vécue de la même façon par tous. Il ne faut pas oublier que les expériences ainsi que les perceptions du rôle de l'État ne sont pas les mêmes dans les États du Nord et du Sud. La réalité est bien différente lorsque l'on est citoyen d'un État en proie à la guerre civile, à la dictature ou à d'autres fléaux liés à l'État et qui affligent le Sud. Autant d'exemples à prendre en compte avant de se laisser convaincre par l'argumentaire traditionnel qui fait de l'État le garant de la sécurité et qui lui attribue le monopole de : « l'usage *légitime* de la force ».¹¹¹ Le citoyen du Nord n'est généralement pas sans critiques face à l'État, mais il ne remet généralement pas en cause sa légitimité ni son rôle de protecteur. Cela se produit parce que les institutions ont atteint un niveau de finesse dans le maintien de l'ordre social qui rend inutile la coercition ou la menace de la coercition à tous moments. Bien sûr de nombreuses critiques se sont levées contre l'État, mais il nous semble qu'à l'extérieur de cercles plus critiques, une majorité de la population accepte ce rôle de protecteur que joue l'État.¹¹² Encore une fois, l'analyse du rôle des élites nous apparaît fondamentale. Nous

« monopole légitime » de la violence. D'un point de vue critique, nous sommes devant un dilemme, l'État n'est pas nécessairement digne de confiance en ce qui concerne l'usage de la violence, mais au moins il existe quelques mécanismes de contrôle et de surveillance. La firme de sécurité privée n'est sujette qu'aux conditions des contrats signés et de lignes directrices générales émises par l'industrie. Pour un critique, il pourrait être bien vu d'affaiblir le monopole de la violence étatique si l'on inclut le contrôle de la violence dans une logique plus horizontale de la sécurité. En contrôlant la violence, diverses communautés pourraient se réapproprier la sécurité sans avoir la crainte de représailles violentes de la part de l'État. En misant sur une reconstruction dialogique du monde, l'usage de la violence perd de sa pertinence. L'ouverture émancipatrice a le potentiel de décourager l'imposition autoritaire et violente d'une sécurité étatique préconçue.

110 Le gros de l'écriture de ce mémoire s'est fait lors du « printemps érable ». Le contexte de la grève étudiante et du mouvement social qui accompagne ce conflit ayant commencé à l'hiver 2012 entre les étudiants et l'État fournit un très bon exemple du point que l'on avance. Le gouvernement provincial s'est servi de l'argumentaire de la sécurité des manifestants pour restreindre les droits de manifestations en permettant un encadrement plus étroit des manifestants par la police, notamment avec l'obligation de fournir l'itinéraire des manifestations à l'avance et déclarer presque automatiquement illégales les manifestations n'ayant pas rempli ces exigences.

111 Italique de l'auteur, Charles-Philippe David, *op. cit.*, p. 72.

112 Ici nous distinguons entre le citoyen et l'intellectuel. La perception que l'un a de l'État ne se reflète pas nécessairement sur celle de l'autre. Les critiques féministes de l'État et de son rôle de protecteur n'ont sans doute pas eu l'influence qu'elles auraient méritée.

pensons que ni l'école de Copenhague ni les autres courants des études stratégiques ne sont en mesure de comprendre cet enjeu, et ce même si dans certains cas, telle l'invasion d'Irak, les réalistes font preuve de discernement stratégique.¹¹³

Nous affirmons que la sécurité doit se construire à l'image de l'émancipation, par l'addition de mesures favorisant une progression vers un monde plus sûr. Ces mesures ne peuvent pas être le fruit d'une réponse globale devant être appliquée à chaque problématique de sécurité. Surtout s'il ressort une leçon de l'exemple plus haut, et ce en lien avec ce que nous avons déjà constaté dans notre exploration de la théorie critique, c'est que la sécurité doit se construire sur le long terme. Il faut la détacher des problèmes d'aujourd'hui qui ne sont que le résultat d'un système qui, s'il n'est pas transformé, ne fera que reproduire les mêmes types d'événements dans le futur. L'émancipation et la sécurité permettent de trouver les failles du système afin de le transformer progressivement. On ne peut définir la sécurité comme chose atteignable que lorsqu'on la simplifie pour correspondre à une vision traditionnelle. Pour Booth, il n'y aura pas de sécurité vraie si cette sécurité se fait aux dépens de la sécurité des autres.¹¹⁴ Les subjectivités sont trop différentes dans notre monde complexe pour prétendre définir avec une clarté objective, sans ignorer ces diversités, la façon dont est ressentie la sécurité par des individus construits : homme/femme, riche/pauvre, ethnicisé au Nord/ethnicisé au Sud, etc. Il définit en ces termes ce qu'il appelle la sécurité monde, au lieu de sécurité internationale :

« world security refers to the structures and processes within human society, locally and globally, that work towards the reduction of the threats and risks that determine individual and group lives. The greater the level of security enjoyed, the more individuals and groups (including human society as a whole) can have an existence beyond the instinctual animal struggle merely to survive. The idea of world security is synonymous with the freedom of individuals and groups compatible with the reasonable freedom of others, and universal moral equality compatible with justifiable pragmatic inequalities. »¹¹⁵

Nous pensons que cette intuition de sécurité monde est bonne et qu'elle est généralement en

¹¹³Voir Alex Macleod, *op. cit.*, p. 58-59 et p. 86.

¹¹⁴Ken Booth, « Security in Anarchy : Utopian Realism in Theory and Practice », *loc. cit.*, p. 539.

¹¹⁵En italique dans l'originale, Ken Booth, *Theory of World Security*, *op. cit.*, p. 4-5.

continuité avec les concepts développés au fil des ans par Booth et ses confrères de l'école du Pays de Galles. Par contre, nous ne sommes pas convaincus de l'ouverture aux « inégalités pragmatiques » qui nous semble une contradiction et qui nous laisse perplexe. Serait-ce le modèle hégémonique, de domination et d'inégalités qui se glisseraient dans cette redéfinition de sécurité se voulant émancipatrice? Nous définirons la sécurité-émancipation comme ceci : *la sécurité-émancipation est la prise de conscience et la remise en cause des inégalités systémiques naturalisées par le cadre théorique traditionnel des études de sécurité, exprimé au travers du paradigme réaliste (la primauté de l'État et l'anarchie du système). Ce concept de sécurité critique, repose sur l'émancipation comme base philosophique, processus et balise de l'action et vise la reconstruction des identités exclusives au sein de communautés aux identités multiples dépassant les cadres spatiaux définis par l'État. Il ne cherche pas à améliorer le fonctionnement du système « existant », mais à le remettre en cause. L'intellectuel critique, assumant pleinement sa normativité, s'engage dans l'analyse des inégalités qui portent atteinte à la liberté et à la sécurité des individus et qui les empêchent de vivre la vie qu'ils espèrent vivre.*

CHAPITRE III

LA COMMUNAUTÉ

Le duo conceptuel sécurité et émancipation est fondamental à notre travail, mais ces deux concepts ne suffisent pas lorsque vient le temps de l'application concrète. S'il est important dans la pensée critique de repenser le monde, il faut aussi tenter de progresser vers cette alternative. C'est pourquoi nous poursuivons notre analyse en nous appuyant sur l'approche de Booth et des auteurs de l'école du Pays de Galles avec le concept de communauté. D'abord, c'est dans la communauté que les actions émancipatrices prennent un sens concret, et que la sécurité peut être transformée, reconstruite et réimaginée. Comme le mentionne Ken Booth, la tâche des études critiques de sécurité est de reconsidérer la distinction entre le « nous » et « l'autre », ce qui nous permet de procéder à une réorganisation en profondeur de la politique. Il écrit :

« In community building, we are concerned with breaking down distinctions between in-groups and out-groups, 'us' and 'them', and creating positive relationships based not only on reciprocal obligations and mutual self-interest [...] but also on a sense of loyalty and moral obligation [...] »¹¹⁶

La notion de communauté est une notion qui peut s'étendre pour inclure plusieurs identités et se juxtaposer à d'autres communautés.¹¹⁷ D'un point de vue critique, le sens de communauté

¹¹⁶Ken Booth, « Security in Anarchy : Utopian Realism in Theory and Practice », *loc. cit.*, p. 540.

¹¹⁷Ken Booth « Security and Self : Reflections of a Fallen Realist », in Keith Krause et Michael

prend autant de variables « quantitatives » que « qualitatives » parce qu'elle ne se limite ni en nombre ni en type d'expérience vécue. Une communauté inclut une multitude d'identités hétérogènes qui se reconnaissent entre elles et se regroupent autour d'une certaine homogénéité d'intérêts émancipateurs. Compte tenu de la libre appartenance des individus et des groupes qui forment les communautés, celles-ci peuvent regrouper plusieurs identités et les identités être intégrées à de multiples communautés. Cette interconnexion des communautés et des identités doit permettre la réalisation de projets communs de sécurité-émancipation. C'est d'ailleurs pourquoi nous pensons que ce concept est particulièrement utile pour bien saisir les complexités inhérentes aux menaces de sécurité environnementale. Ce dernier concept permet l'ancrage dans *les réels*, c'est-à-dire dans les différentes communautés qui se trouvent en situation d'insécurité environnementale qui limite la possibilité des individus au centre de ces communautés de vivre comme bon leur semble. L'idée de communauté ne se résume donc pas à se demander où le « nous » se termine et où le « eux » commence.¹¹⁸ Il s'agit plutôt de reconnaître les possibilités de « nous », soit la multiplicité des identités qui se créent lorsqu'une ou plusieurs communautés se rencontrent. La « communauté émancipatrice » est définie de cette façon :

« A community is a free association of individuals, recognizing their solidarity in relation to common conceptions of what it is to live an ethical life; it binds people together, providing a distinctive network of identity and ideas, support and society. Communities in general are social organizations whose separateness expresses human variety, but an emancipatory community will recognize that people have multiple identities, that a person's identity cannot be defined by one attribution, and that people must be allowed to live simultaneously in a variety of communities. Emancipatory communities, in recognizing the right of individuals to express themselves through multiple identifiers of difference, will above all, celebrate human equality. »¹¹⁹

La communauté est centrale au projet d'émancipation, car elle intègre la « multitude » selon un principe d'égalité et de coexistence. L'existence de solutions de sécurité passe par l'émancipation de ces communautés et des individus qui la composent. La communauté sert d'espace pour créer de nouveaux projets d'émancipation et de reconstruction sécuritaire qui

C. Williams (sous la dir.), *op. cit.*, p. 109.

¹¹⁸Traduction de « Where do we end and they start? », Ken Booth, « Introduction to Part 2 », in Ken Booth (sous la dir.), *op. cit.*, p. 109.

¹¹⁹En italique dans l'originale. *Idem.*

délaisse l'État comme référent.

La communauté émancipatrice doit réconcilier des caractères qui a priori pourraient sembler contradictoires selon les représentations. Ces caractères apparemment antagoniques sont à l'image des autres conceptions traditionnelles, des images figées dans le temps et qui n'auraient jamais dû être interprétées comme intemporelles. Pire, elles sont des catégories qui n'ont fort probablement jamais réellement existé ailleurs que dans l'imaginaire d'un théoricien ou d'un idéologue qui, comme nous l'avons vu dans le cadre de notre exploration critique, sont eux aussi bien souvent deux faces d'une même médaille. Il s'agit donc, lorsque l'on parle de communauté, de contrer les éléments qui peuvent devenir conflictuels en lien avec les questions d'identité. Comme le reconnaît Booth, la communauté est un concept difficile à définir, mais qui a néanmoins une connotation plus organique que celle de société, qui est plus abstraite.¹²⁰

Dans un de ses ouvrages plus récents, Booth apporte des clarifications au concept de communauté qui, jusqu'ici, nous apparaissait comme le plus difficile à définir parmi les trois concepts de cette école. Cette clarification est une réponse à ceux qui critiquent le concept de communauté ainsi qu'à ceux qui voudraient l'utiliser à des fins non-émancipatrices.¹²¹ Booth distingue dans le terme de communauté deux aspects importants. D'abord, la « locality community », qui réfère au lieu physique de la petite communauté organique puis la « value community », qui renvoie à l'idée d'identification à un groupe qui partage les mêmes valeurs ou aspirations sans pour autant que cette communauté soit identifiée à une géographie précise.¹²² Une distinction permet l'intégration de l'aspect de la volonté subjective de l'individu dans ce que Booth appelle une « conception trans-locale de la communauté » dans laquelle la conscience de communauté se définit par l'appartenance.¹²³ C'est une conception alternative qui mise sur ce qui rapproche certains groupes d'individus, les amenant à se trouver une identité commune, qui n'est pas définie de l'extérieur, ou selon une préconception

¹²⁰Ken Booth, *Theory of World Security*, op. cit., p. 134-135.

¹²¹*Ibid.*, p. 136.

¹²²*Ibid.*, p. 137.

¹²³*Idem.*

de ce que devrait être la communauté. Elle n'est pas identifiée à un point géographique précis, mais plutôt à un sentiment, à une affirmation d'appartenance en tant que membre de cette communauté. La vision de l'appartenance ouvre la porte à la multiplication des identités se reconnaissant comme membres d'une communauté, et à une multiplicité des échelles. Il est donc possible de s'identifier à plusieurs communautés allant de la plus élargie localement à la plus restreinte globalement. Par exemple, l'individu peut être concerné par les insécurités des membres d'une communauté à l'étranger telles que la censure ou la répression étatique. Les identités ne sont pas des vases clos. Elles se croisent et s'entrecroisent, afin de se recréer, de se modifier et même de s'effacer dans des communautés de sécurité :

« The Gandhian challenge, in other words, is to reconcile the singular *I* with plural *we's*. This is not as impossible as it might seem, because the *I* is (potentially) impressively multiple. This necessitates the rejection from the outset of the idea that political community must be synonymous with homogeneity; instead, the ideal of political community in a critical theory of world security must express the idea that people(s) can 'be themselves' but in association with others. »¹²⁴

Ce passage illustre clairement cette notion de la volonté de s'engager pour une sécurité critique qui se construit d'abord dans le sens de la communauté centrée sur un ou de multiples projets émancipateurs. Plutôt que de dépendre de la protection d'une identité qui est donnée comme réelle par certains et dont l'État devient garant, c'est le « nous » commun qui devient un gage de sécurité du « je », de l'individu. Cette conception de communauté mouvante et transnationale est en contradiction avec les postulats réalistes et néoréalistes qui reposent sur l'intérêt national qui est défini selon des divisions géographiques artificielles représentées par les États. Afin de construire l'intérêt national, il faut construire une identité rattachée au concept de nation. Il n'existe pas de prime abord de construction identitaire ou de sentiment d'appartenance à une nation. Il est plutôt question d'un processus de socialisation visant à fabriquer un sentiment d'appartenance identitaire.

¹²⁴*Ibid.*, p. 138.

3.1 La problématique de l'identité.

La construction identitaire est aussi défendue dans les postulats de la sécurité élargie de l'approche de l'école de Copenhague pour laquelle cette question d'identité est centrale. Les auteurs de ce courant se préoccupent de la question d'identité et de sa pérennité au travers de la sécurité sociétale. Pinar Bilgin donne l'exemple de Ole Waever qui définit la sécurité sociétale comme la capacité pour une société de maintenir les « caractéristiques essentielles » qui forme son identité.¹²⁵ Une telle définition de l'identité la réifie en quelque chose d'immuable qu'il faut protéger. Cela revient nécessairement à confronter un « nous » qui n'existe pas, mais dont on prétend qu'il est immuable, à un « eux » qui peut prendre la forme d'une menace. Bilgin illustre le phénomène, avec deux exemples. D'abord, celui de l'ex-Yougoslavie dans laquelle les identités ont été posées comme des menaces pour renforcer l'identité de chacun, et de laquelle il résultait une escalade que Bilgin compare au dilemme de sécurité, à l'exception que l'identité de l'autre, et non la puissance militaire, constituait la menace.¹²⁶ Ensuite, elle donne l'exemple de l'intégration de la question de l'immigration entourant les débats sur la politique de la zone européenne.¹²⁷ Cet enjeu est devenu un enjeu électoral important qui favorise les partis de l'extrême-droite européenne.

Cette question de l'identité fut au centre d'un débat qui eut lieu entre constructivistes critiques et constructivistes dominants. Pour McSweeney, l'interprétation de l'identité comme quelque chose de fixe et d'observable objectivement, est en contradiction avec la notion mouvante des identités.¹²⁸ L'identité est une pure construction, un récit auquel est attribué une valeur qui dépasse celle de la simple norme sociale et qui structure le collectif.¹²⁹ Les auteurs de l'école de Copenhague identifient trois types de problématiques communes de sécurité sociétale; qui sont en fait différentes variations des oppositions entre le « nous » et le « eux ». Les auteurs

¹²⁵Pinar Bilgin, « Individual and Societal Dimensions of Security ». *International Studies Review*, vol. 5, no 2 (juin 2003), p. 211.

¹²⁶*Idem.*

¹²⁷*Ibid.*, p. 212.

¹²⁸Bill McSweeney, « Durkheim and the Copenhagen School : A Response to Buzan and Waever ». *Review of International Studies*, vol. 24, no 1 (janvier 1998), p. 137.

¹²⁹*Idem.*

de l'école de Copenhague supposent une confrontation, entre les identités qui luttent pour influencer et contrôler la société au moyen de l'État. Dans le chapitre sur la sécurité sociétale de l'ouvrage *Security : A New Framework for Analysis*, ils illustrent cette conception sous trois aspects conflictuels : « migration », « compétition horizontale » et « compétition verticale ». Le premier confronte identités et valeurs, et se produit lorsqu'une population sent ses valeurs et son identité menacées à l'arrivée d'une autre population sur son territoire. La seconde confronte une population à l'influence d'une autre population sur la sienne sans qu'il y ait migration, par exemple, on peut penser à l'influence d'une superpuissance sur les États limitrophes. Enfin, dans la compétition verticale, la population cesse de se voir selon une identité, pour en choisir une autre plus englobante ou plus restreinte. À cet effet, les auteurs donnent l'exemple de l'intégration européenne ou des mouvements séparatistes.¹³⁰

À cette logique de dichotomie entre le « nous » et le « eux », s'ajoute la façon d'aborder l'identité, en ce qui a trait à la protection face à une menace ou à l'ouverture à l'autre. Dans le cas cité plus haut par Bilgin, où la société est le théâtre d'affrontements entre groupes identitaires cherchant le contrôle de l'État, on vise à se protéger de l'autre. C'est le même type d'analyse que les néoréalistes font de l'État et de la répartition de la puissance à l'intérieur du cadre anarchique du système international. Voilà l'aboutissement d'une vision pessimiste de la nature humaine superposée non pas à l'État, mais plutôt aux groupes identitaires. Les auteurs de l'école de Copenhague mettent le doigt sur un point fondamental bien qu'ils n'en traitent qu'en des termes trop neutres. Ils affichent un détachement quant au rôle des élites et des manipulations du sentiment d'insécurité en lien avec l'identité. La menace aurait pour effet de renforcer leur propre rôle. Un exemple de cela se retrouve dans l'idée de souveraineté :

« The defense of state and sovereignty will tend to strengthen those in power. It is possible but complicated to argue that those in power imperil the security of the state; the logic of state security will tend to privilege the power holders as the natural interpreters of what should be done to secure the state. »¹³¹

Le lien qui peut s'établir entre nation et État est peut-être encore plus important. Si les discours de sécurité mettent de l'avant une menace à la nation, au sens ou tout un chacun y

¹³⁰Barry Buzan, Ole Weaver et Jaap de Wilde, *op. cit.*, p. 121.

¹³¹*Ibid.*, p. 123.

appartient, il peut y avoir manipulation massive du sentiment d'insécurité pouvant aller jusqu'à l'expression d'une volonté guerrière. Nous pensons que ces identités doivent s'unir dans la communauté émancipatrice et qu'elles doivent être intégrées sans disparaître. Il faut éviter de tomber dans la même dichotomie nous/eux associée à la façon traditionnelle de penser les identités. Si la nation est exclusive, et soi-disant menacée de l'intérieur par un ou plusieurs sous-groupes, ceux-ci sont susceptibles de subir des violences. Par exemple, les médias qui relaient les messages émis par les élites peut entraîner une hausse du sentiment d'insécurité propice à la violence. Pourtant même si Buzan et ses collègues identifient ce problème des médias qui fabriquent et renforcent les identités, les auteurs de l'école de Copenhague n'accordent que peu d'attention aux liens privilégiés entre l'État et la classe dirigeante.¹³²

Fixer une identité, c'est en faire un objet référent « sécurisable ». Bien que les auteurs de l'école de Copenhague reconnaissent que l'identité est construite, ils avancent qu'une fois « adoptée » par la population, cette construction devient un fait objectif qui permet de délimiter les valeurs fondamentales de la société. Le référent devient cette construction identitaire qui pour être définie doit être réduite à une certaine essence. Dans cette optique, il devient alors presque impossible de ne pas artificiellement accentuer certains traits identitaires qui semblent englober la majorité, afin de créer un attachement et une réaction émotive. Ce faisant, les aspects étant identifiés par l'élite politique, économique ou même religieuse, sont les aspects à protéger afin de maintenir l'ordre social. Nous ne pouvons souscrire à l'idée qu'il est possible de prendre l'identité comme un fait, ni même qu'une identité peut être ou doit être sécurisée. Au contraire, cette fixité de l'identité chez les auteurs de l'école de Copenhague est pour nous un facteur d'insécurité en soi. Notre conception en est une dans laquelle l'identité n'est pas englobante de tout ce qui peut l'être, mais bien, une de multiplicité d'identités interconnectées.

Emmanuel Adler, un auteur que l'on associe au constructivisme, discute de communautés de sécurité organisées surtout d'un point de vue régional. Celles-ci dépassent le simple cadre

¹³²*Ibid.*, p. 124.

territorial étatique ainsi que la construction restreinte et exclusive de l'identité nationale qui séparent le « nous » du « eux » :

« When [...] their self-identification and loyalties begin to change, their identities will be directed to (and boundaries will be imagined to run between) (a) territorial regions or locales within states, (b) newly formed territorially-based (super) states, or (c) transnational nonterritorial regions constituted by peoples' shared values, norms, and practices. It is this last kind of imagined human community that has trail-blazing potential for international and transnational relations. It suggests an evolution towards socially constructed and spatially differentiated transnational *community-regions* which national, transnational, and international elites and institutions, sometimes under the leadership of outstanding individuals, help to constitute. »¹³³

Nous trouvons intéressante l'évolution de cette communauté imaginée par Adler, qui se formerait selon certaines valeurs, et non selon un espace territorial prédéfini. Évidemment là où il est difficile pour nous d'être en accord avec la vision d'Adler, c'est en regard du rôle qu'il accorde à de potentielles élites bienfaisantes. Nous sommes en désaccord avec cette perspective, car nous pensons que c'est accorder trop d'influence à certains individus. Certes, cette vision cherche à renforcer des créations communautaires régionales au-delà du territoire de l'État et vers une communauté de valeurs. Par contre, cela ne prend pas en compte la possibilité que ces élites puissent être motivées par des gains individuels et non collectifs. Ken Booth met d'ailleurs en garde contre l'appel identitaire de certaines élites qui peuvent s'en servir pour conserver une place privilégiée. C'est plutôt l'universalité de la tolérance qui prend une importance fondamentale :

« The prospect of people living in a way that respects their multiple identities is maximised by universal values of tolerance rather than by leaving such matters in the hands of local power-brokers. »¹³⁴

La notion de communauté ne doit pas être interprétée naïvement. Il ne s'agit pas de tolérer toutes les formes de communautés. Il ne faut pas perdre de vue que l'émancipation vise l'amélioration de la condition humaine et qu'elle ne peut donc pas accepter des approches prônant la perpétuation des inégalités. Comme le dit Booth : une communauté de néo-nazis voulant s'émanciper dans une communauté basée sur la supériorité raciale n'est pas une

¹³³Emanuel Adler, « Imagined (Security) Communities : Cognitive Regions in International Relations », *Millennium*, vol. 26, no 2 (Juin 1997), p. 253.

¹³⁴Ken Booth, *Theory of World Security*, op. cit., p. 140.

communauté désirable.¹³⁵

Un autre problème avec l'idée d'Adler est le retour à l'État. Repenser le collectif sécuritaire en se trouvant des points communs avec d'autres groupes régionaux dans le but de créer un super-État, ne ferait que déplacer le problème. Cela semble reposer sur le fait qu'Adler tente de dépasser le cadre réaliste de la sécurité dans lequel la notion de l'État est synonyme de sécurité, mais qu'il soit incapable lui-même d'imaginer le monde sans l'État westphalien. En ce sens, Adler élargit l'État à ce qui semble être une idée de super-État regroupant plusieurs identités, mais partageant des valeurs, des normes et des pratiques similaires. En faisant une distinction avec l'État-nation traditionnel, il tombe lui-même dans le piège d'accepter le mythe de l'État d'une nation. Par exemple, la France ne fut pas toujours française, ni d'allégeance ni linguistiquement, et l'Allemagne regroupe un nombre impressionnant d'anciens États et principautés. Dans cette perspective, Adler ne fait qu'élargir le concept d'État-national à l'État-régional, parce qu'un groupe retrouve ses valeurs dans celles du voisin :

« A pluralistic security community develops when its members possess a compatibility of core values derived from common institutions and mutual responsiveness – a matter of mutual identity and loyalty, a sense of 'we-ness', or a 'we-feeling' among states. »¹³⁶

Le monde de super-États régionaux laisse présumer les mêmes problèmes de division nous/eux que dans un monde d'États-nation. Adler reconnaît d'ailleurs que cela n'empêcherait pas nécessairement l'État d'agir selon ses intérêts égoïstes.¹³⁷ Il mentionne la possibilité de sortir de la région pour se retrouver dans les valeurs d'un autre groupe géographiquement éloigné, car les valeurs transcendent l'État-nation. Pour illustrer son propos, il donne les exemples du Canada et de l'Australie, de Tel-Aviv avec Londres et New York, plutôt que Riyad ou Amman.¹³⁸ Ces exemples sont révélateurs, car ils posent encore une fois une distinction nous/eux. La même chose est possible entre des États regroupés. Par exemple, on peut retrouver des valeurs communes entre le Canada, la Pologne et Israël qui les

¹³⁵*Ibid.*, p. 139.

¹³⁶Emanuel Adler, *loc. cit.*, p. 255.

¹³⁷*Idem.*

¹³⁸*Ibid.*, p. 254.

opposeraient à la Jordanie ou à la Syrie. Cela retombe malheureusement dans une logique de la peur, peur de « eux », menace à l'identité commune forgée autour de valeurs jugées assez fondamentales pour dépasser l'État-nation, mais pas assez inclusives pour ne pas conserver un filet de sécurité semblable à celui de l'État traditionnel des Relations Internationales. Ce même État reproduit les comportements qui causent de l'insécurité, non pas parce que c'est un comportement inné, mais parce que, pour paraphraser Cox, cela sert à quelqu'un quelque part.

Plutôt que de chercher à réduire à l'essentiel de ce qui constitue le « nous » par rapport à « eux », l'approche émancipatrice de la communauté critique ouvre la porte à fabriquer un nouvel ensemble constitué de plusieurs « nous » qui se rejoignent, soit dans cette même communauté soit dans une autre, sans exclusion. Dans cette perspective, les membres de la communauté critique doivent chercher à comprendre les enjeux de la division identitaire dont les élites font la promotion, et ainsi mettre en place un contre-pouvoir. Alors que les instruments de l'État servent l'identité exclusive, la communauté critique doit servir à le court-circuiter et, si nécessaire, à chercher des appuis et des nouvelles appartenances au but d'émancipation par-delà les frontières bien souvent artificielles. Cela ne repose pas sur le calque de la structure étatique à une échelle régionale puisque l'État, tel qu'on le connaît, est synonyme de souveraineté. Ce principe de souveraineté accentue les divisions. Pour Booth, l'objectif est celui d'une communauté mondiale, globale, liée par des réseaux de communautés émancipatrices, et partageant les mêmes valeurs à l'intérieur d'États cosmopolites, concept qu'il reprend d'Ulrich Beck.¹³⁹ Il pose ses espoirs sur l'interconnexion de communautés définies selon des valeurs universelles de progrès. Nous adopterons cette perspective dans le cadre de la sécurité environnementale. Nous verrons comment dépasser l'État traditionnel par la communauté critique, afin de définir une nouvelle approche de sécurité de l'environnement. Nous terminerons en exposant la définition de communauté émancipatrice de Booth dans l'ouvrage *Theory of World Security*. Cette définition fait écho à celle que nous avons mise au début de ce chapitre sur la communauté. Elle résume bien les arguments et répond bien aux diverses critiques :

« An emancipatory community recognises that people have multiple identities, that a

139Ken Booth, *Theory of World Security*, op.cit., p. 142.

person's identity cannot be satisfactorily defined by any single attribution (religion, class, race, etc.), and that people must be allowed to live simultaneously in a variety of communities expressing their multifaceted lives. An emancipatory community is therefore a free association of individuals, recognising their solidarity in relation to common conceptions of what it is to live an ethical life, binding people together with a sense of belonging and a distinctive network of ideas and support. »¹⁴⁰

Pour conclure cette première partie, nous allons résumer ce dont nous avons discuté jusqu'à maintenant. Premièrement, nous avons développé notre vision de la sécurité qui se distingue du paradigme dominant des études stratégiques, dont nous avons fait une définition synthèse du concept de sécurité. Nous rejetons les postulats des penseurs traditionnels qui prétendent faire de la science objective de la sécurité. Par la suite, nous avons démontré, notamment grâce aux thèses de Max Horkheimer et Robert W. Cox, comment les chercheurs font partie d'une économie du savoir, qui fait partie intégrante du processus productif de l'économie de marché. La neutralité ainsi que la réification de certains « faits » et de certaines théories en idéologie, n'est que le résultat de la reproduction d'un système basé sur les inégalités. Pour cette raison, nous adoptons ainsi une démarche normative et critique axée sur l'émancipation. Ce concept doit être compris comme étant un processus visant l'amélioration de la société. Ken Booth fait la jonction avec la sécurité et de l'émancipation et en vient à la conclusion que nous partageons, que ces deux concepts sont indissociables. La sécurité devient donc une sécurité-émancipation qui fait de l'individu un référent en tant que membre d'une communauté. Nos analyses du concept de communauté ont permis de démontrer que, contrairement au concept d'identité qui est trop exclusif, la communauté se définit par ses membres et ceux-ci par un processus intersubjectif définissent les multiples communautés dont ils sont membres. Dans une telle perspective, on peut s'imaginer des communautés restreintes et locales faire partie intégrante d'autres communautés globales interdépendantes.

¹⁴⁰Ce passage est en italique dans le texte. Ken Booth, *Theory of World Security*, New York : Cambridge University Press, 2007, p. 138-139.

CHAPITRE IV

LA SÉCURITÉ ENVIRONNEMENTALE ÉMANCIPATRICE POUR QUI ET POUR QUOI?

La sécurité environnementale émancipatrice devrait être en mesure de répondre à la première critique des études de sécurité traditionnelles, c'est-à-dire de sortir l'analyse de sécurité environnementale du spectre étatique et, par le fait même, des mains de l'élite politique. C'est une posture qui rompt avec celle des chercheurs traditionnels qui ne peuvent concevoir l'analyse de sécurité qu'au travers du prisme de l'État et des auteurs de l'école de Copenhague qui partent d'un processus de sécurisation qui se fait du haut vers le bas. Dans une conception émancipatrice, la sécurité environnementale devrait permettre le regroupement de communautés englobant des identités multiples et de les joindre dans un projet qui devient commun, même si les inégalités et les dégradations des différents environnements affectent différemment les groupes et communautés. Dans la logique d'émancipation de Horkheimer, et Booth, la sécurité environnementale devient ainsi un projet commun qui se construit en tenant compte des particularismes et selon un objectif d'amélioration de la condition humaine à court, moyen et long terme. Une telle démarche pourrait constituer en partie une réponse au problème soulevé par Cox : à savoir comment joindre les différentes identités dans un but commun, c'est-à-dire de créer un contrepoids légitime à l'hégémonie.¹⁴¹ L'environnement et surtout la sécurité environnementale émancipatrice peuvent constituer les bases d'une

¹⁴¹Robert W. Cox, « Civil Society at the Turn of the Millenium : Prospects for an Alternative World Order », *Review of International Studies*, vol. 25, no 1 (Janvier 1999), p. 15.

« contre-hégémonie », pour reprendre une expression de Cox, en constituant un lien entre les différents groupes et communautés qui se trouvent désavantagés par les systèmes politiques et économiques axés sur l'exploitation éhontée des ressources naturelles et humaines de la planète.

Au plan théorique, l'émancipation devient un concept qui est porteur d'un regard critique sur les réalités de l'ordre dominant, par la remise en question des concepts des études de sécurité traditionnelles. Pour ce qui devient une nouvelle pratique de la sécurité environnementale, nous pensons que l'émancipation permet d'aborder les problèmes avec une ouverture aux diverses subjectivités qui sont affectées différemment par la dégradation de l'environnement naturel. Elle remet en cause une société mue par les intérêts égoïstes d'un groupe minoritaire au pouvoir, en raison de sa main mise sur la grande majorité des richesses et des privilèges qui s'y rattachent. Le constat est simple, la sécurité environnementale est ressentie différemment selon les individus. La dégradation de l'environnement est un phénomène et une menace scientifiquement observable, mais la perception de cette menace et les effets sur les individus ne peuvent être interprétés selon un modèle unique. C'est ce que nous permet la jonction sécurité-émancipation de ne pas avoir à dépendre d'un modèle unique. La menace environnementale se matérialise sous plusieurs formes : les changements climatiques, la perte de biodiversité et la désertification ne sont que quelques exemples. La diversité des expériences et la scientificité des problèmes environnementaux peuvent être mieux comprises dans une optique qui ne vise pas qu'à trouver la solution à un problème, mais bien à questionner ce qui a mené à ces problèmes. Ainsi, faire de la sécurité environnementale ne peut se résumer au simple fait de dépolluer un endroit ou d'implanter des quotas sur l'exploitation commerciale d'une espèce. Plutôt, il faut reprendre les trois volets de l'émancipation et l'inclure à l'analyse de sécurité environnementale. Dans cette section, nous verrons que la menace environnementale ne provient pas de l'environnement en soi et que l'insécurité générée par cette menace n'est pas extérieure à l'influence humaine. C'est plutôt l'un des symptômes de cette domination qui est imposée à la nature, dans le but de perpétuer un système basé sur les inégalités. Ce poids des inégalités ne se fait pas sentir séparément sur un ou deux écosystèmes distincts, mais plutôt sur l'écosystème terrestre. Ce qui est variable c'est l'intensité et la façon dont sont affectés les différents écosystèmes selon leurs positions

dans le grand échiquier des inégalités. Cela se reflète notamment dans la capacité des humains à vivre en sécurité. C'est la dichotomie de sécurité entre le citoyen pauvre du Sud qui doit se contenter de survivre dans un environnement extrêmement dégradé, surexploité et pollué qui peut mourir de l'eau qu'il boit et celui du Nord qui boit de l'eau embouteillée parce qu'il n'aime pas celle parfaitement potable de son robinet. Ce n'est pas pour dire qu'il n'y a pas d'inégalités au Nord, mais simplement pour mettre en relief une certaine disparité des besoins et des moyens qui se transpose nécessairement au sentiment de sécurité selon les environnements dans lesquels les individus et communautés évoluent.

Dans cette section, nous voulons faire ressortir une conception environnementale de la sécurité non traditionnelle axée sur l'émancipation. Pour ce faire, nous reviendrons sur la définition de la sécurité-émancipation et sur le bagage théorique critique qui fut exploré dans la première partie de ce travail. Nous nous intéresserons à nouveau aux auteurs traditionnels pour illustrer en quoi notre conception de la sécurité environnementale diverge de la leur. Pour étayer notre argumentaire, nous reprendrons quelques idées de l'école de Copenhague en regard du concept de sécurité environnementale, puisqu'elle a ouvert la sécurité à l'environnement avec l'élargissement du concept de sécurité. Notre intérêt sera d'intégrer à notre propre définition de la sécurité environnementale des éléments provenant du secteur de sécurité environnementale de cette école. Nous critiquons toujours l'école de Copenhague pour sa posture que nous trouvons généralement trop près du cadre traditionnel. Par contre, l'inclusion de la sécurité environnementale est un point fondamental, car nous pensons que l'école de Copenhague a bien illustré son importance. Pour nous, c'est le constat le plus pertinent de cette école, car cela traite non pas de la survie de l'État, mais bien de la survie de l'espèce humaine. Nous désirons comprendre pourquoi et comment l'environnement doit être intégré à la réflexion critique émancipatrice.

Marc A. Levy soulève le point que l'environnement et la sécurité sont des concepts fourre-tout souvent mal définis.¹⁴² À cet effet, nous posons les questions suivantes : quelle posture

¹⁴²Marc A. Levy, « Is the Environment a National Security Issue? », *International Security*, Vol. 20, no 2 (automne 1995), p. 37.

adopter? Qu'est-ce qui est inclus dans la notion d'environnement qui rejoint la sécurité? De la sécurité de qui et de quoi parlons-nous lorsque nous nous référons à l'environnement? Pour répondre à ces questions, nous conservons les postulats cernés plus haut, en lien avec ce que nous appelons la sécurité-émancipation et la communauté. Nous pensons qu'il serait possible d'élargir la sécurité environnementale à plus que l'humain. Une vision critique de l'environnement pourrait inclure les autres espèces et non pas seulement l'être humain. Pour l'instant nous tenterons de définir le concept d'environnement qui n'est pas sans problèmes comme l'affirme Dalby :

« While environment is at once an unavoidable general category of great importance, it also needs to be broken down into sub-categories if useful, practical research is to be carried out. Indeed, "environment" (traditionally understood as the backdrop for human activity) is no longer very helpful in formulating policy options within the biosphere. »¹⁴³

C'est en quelque sorte un rappel que la vie sur Terre ne se limite pas qu'à la « vie humaine » et que les « autres » espèces font partie d'écosystèmes diversifiés, tout aussi importants pour la biosphère. Devons-nous considérer une communauté terrienne plutôt qu'humaine, c'est-à-dire une communauté d'êtres vivants de la Terre et non pas exclusivement la communauté humaine?

4.1 La sécurité environnementale traditionnelle.

Dans ce chapitre nous discuterons brièvement des études de sécurité environnementale qui se trouvent à l'intérieur du paradigme dominant. Nous les appellerons études de sécurité environnementale traditionnelles selon la logique dichotomique de théorie traditionnelle et théorie critique de Max Horkheimer. Dans ces analyses de sécurité environnementale, nous retrouvons les thématiques chères aux auteurs traditionnels : des analyses stratégiques portant sur l'accessibilité des ressources, les impacts environnementaux des conflits ou sinon l'impact sur l'intérêt-national d'enjeux environnementaux internationaux, pour ne donner que quelques

¹⁴³Simon Dalby, « Security and Ecology in the Age of Globalization », *Environmental Change & Security Project Report*, no 8 (été 2002), p. 100.

exemples.¹⁴⁴

Un des premiers auteurs à s'être intéressé à la jonction entre sécurité et environnement, Arthur H. Westing, suggère que la sécurité environnementale fait partie avec la sécurité politique de la sécurité humaine. C'est une perspective intéressante que nous aborderons à nouveau plus loin dans le texte. Westing discute de la sécurité politique comme du secteur qui regroupe le militaire, l'économique et le social/humanitaire. Il souligne deux aspects de la sécurité environnementale, à savoir la protection et l'utilisation.¹⁴⁵ Premièrement, la protection de l'environnement vise l'amenuisement des atteintes causées par la guerre, la pollution excessive et restreindre l'empreinte humaine sur certains espaces protégés. Deuxièmement, il faut éviter l'utilisation non durable d'une ressource ou permettre le renouvellement d'une ressource déjà surexploitée.¹⁴⁶ Il analyse le rôle de l'État en se concentrant sur ces deux aspects, mais il ne s'y limite pas. En effet, il fait preuve d'une certaine clairvoyance lorsqu'il discute de la nécessité de comprendre les espaces écogéographiques et de traiter de plusieurs problèmes environnementaux sans tenir compte des frontières nationales : l'analyse doit se fonder sur une vision holistique basée sur des faits scientifiques et non sur des rivalités politiques.¹⁴⁷ L'inclusion de l'environnement à l'étude de la sécurité comme l'a fait Westing ne fait pas l'unanimité. Nous le verrons, si certains sont contre, d'autres accueillent positivement, mais avec réserves, l'inclusion de l'environnement à la sphère de la sécurité. C'est positif dans la mesure où elle augmente l'importance qu'on a accordée à cette question, mais l'inclusion de l'environnement à la *high politics* reste douteuse :

« However, the result has not been the trading off of military security for environmental security, or increased resources and energy to environmental security. Instead, environmental change problems have been militarised; the emphasis has been placed on environmental change as cause of violent conflict rather than human insecurity; and exogenous environmental threats to the state for which unspecified Others were seen to

144 Sur la sécurité nationale voir Marc A. Levy, « Is the Environment a National Security Issue? », *International Security*, Vol. 20, no 2 (automne 1995), p. 5-40. Sur les conflits et les ressources, voir Thomas F. Homer-Dixon, « Environmental Scarcities and Violent Conflict: Evidence from Cases », *International Security*, vol. 19, no 1 (été 1994), p. 35-62.

145 Arthur H. Westing, « The Environmental Component of Comprehensive Security », *Security Dialogue*, vol. 20, no 2 (Avril 1989), p. 129.

146 *Ibid.*, p. 130.

147 *Ibid.*, p. 131.

be responsible, as opposed to attending to domestic causes of environmental change. »¹⁴⁸

En ce sens, cet élargissement ne correspond à rien d'autre que la transposition de la menace militaire à quelque chose qui ne l'est pas. Le constat est qu'une remise en cause des postulats de base du réalisme est nécessaire. Sinon, il n'y aura qu'une préoccupation pour l'intérêt-national.

Cet intérêt-national n'est pas toujours interprété de la même façon quand on discute d'environnement. Chez les traditionnels, l'intérêt-national est menacé si les enjeux environnementaux menacent les infrastructures. Autrement, on peut comprendre la menace à l'intérêt-national comme une menace aux capacités matérielles de l'État (les ressources naturelles et humaines). Marc A. Levy est très critique des auteurs qui cherchent à élargir le concept de sécurité afin d'y inclure des menaces environnementales en tant que menaces existentielles.¹⁴⁹ Pour lui, il n'y a que des menaces physiques aux capacités de l'État qui s'inscrivent dans le cadre de l'étude de la sécurité :

« Environmental degradation constitutes a direct physical threat to U.S. security interests when environmental damage results directly in the significant loss of life or welfare of U.S. citizens, or otherwise impairs our most important national values. A thinning of the ozone layer that threatens to kill and blind hundreds of thousands of Americans is easy to identify as a security risk. »¹⁵⁰

Dans un autre passage, Levy affirme que les effets engendrés par la diminution de la couche d'ozone sur la population sont manifestement une question d'intérêt-national tout comme les changements climatiques et les perturbations économiques à grande échelle qui pourraient en résulter.¹⁵¹ L'État est « victime » d'une imprévisible atteinte à sa sécurité provenant de l'extérieur. C'est une atteinte qui se fait directement, comme nous venons de le voir, ou indirectement, par exemple, par la désertification, la pollution des océans, l'explosion démographique, l'érosion ou encore la perte de biodiversité.¹⁵² La menace environnementale

148Jon Barnett, « Security and climate change », *Global Environmental Change*, vol. 13, no 1 (avril 2003), p. 14.

149Marc A. Levy, *loc. cit.*, p. 44.

150*Ibid.*, p. 46.

151*Ibid.*, p. 48.

152*Idem.*

indirecte ne vient pas sous la forme d'une menace militaire classique, mais devrait être comprise de la même façon, selon les risques d'éclatement de conflit.

Levy refuse d'intégrer la notion d'environnement dans la sécurité parce qu'elle est synonyme d'intérêt-national. Sa conception militaire de la sécurité de l'État est incompatible à l'élargissement de la sécurité dont les problèmes nécessitent des réponses qui ne reposent pas sur les capacités de puissance. Plus haut, nous avons discuté de Morgenthau qui définit la sécurité selon la menace existentielle qui plane sur certaines valeurs fondamentales, et donc sur l'intérêt-national. Cette conception que semble partager Levy a pour conséquence le refus d'intégrer la menace environnementale à la sécurité. Il n'y a rien du domaine de l'environnement qui ne peut se résumer à la sécurité nationale, de façon différente d'un autre type de menace. S'il n'est pas question d'intérêt-national, il n'est pas question de sécurité : si la dégradation environnementale n'affecte pas l'intérêt-national, nous sommes dans les *low politics*. Pour reprendre un exemple de l'auteur, les changements climatiques constituent une menace directe à l'image de l'URSS de la guerre froide, une menace qu'il faut contenir par une *grand strategy*.¹⁵³ À cette conception de la menace directe de l'environnement sur la sécurité, il apporte l'idée de la menace indirecte de l'environnement. Il se questionne notamment sur la perte de biodiversité : un État serait-il préparé à avoir recours à la force pour mettre un terme à la perte de biodiversité si cette perte était profitable pour un État voisin?¹⁵⁴ C'est l'exemple d'une logique réaliste typiquement étatique et axée sur les gains que l'État peut faire aux dépens de son voisin.

Thomas F. Homer-Dixon considère l'environnement comme une menace indirecte à la sécurité. Il faut comprendre une dégradation environnementale qui n'affecte pas la sécurité nationale directement. Les conséquences distinctes de la dégradation peuvent affecter cette sécurité. Dans le cadre d'une analyse qui reste centrée sur l'État, il s'est intéressé avec son groupe de recherche, à ce type de sécurité environnementale dont Levy critique la pertinence. L'environnement entre dans la logique de conflit, souvent intraétatique, et les conséquences

¹⁵³*Ibid.*, p. 54.

¹⁵⁴*Ibid.*, p. 48.

telles que les migrations massives ont pour effet de causer de l'insécurité. L'effort que déploie Homer-Dixon permet de sortir de la simplification réaliste de Levy qui ne semble pas en mesure de concevoir une menace à la sécurité autrement que si cette menace est armée et que si elle menace directement l'intérêt-national.

Levy n'est certainement pas le seul à adopter cette posture. Par exemple, Frédéric Encel aborde dans un ouvrage géopolitique sur le Moyen-Orient la question de l'eau. Au début des années 1990, on pensait que les prochaines guerres seraient des guerres pour les ressources, et plus particulièrement pour l'eau. Il n'est pas question de dégradation de la ressource, mais plutôt du rôle de celle-ci dans les relations conflictuelles au Moyen-Orient et, plus particulièrement, des relations troubles qu'entretient Israël avec ses voisins. L'enjeu pour Encel est de comprendre le potentiel de violence réel découlant de la volonté des États de contrôler cette ressource. L'eau est considérée comme un instrument potentiel de la puissance étatique, Encel parle même d'hydropolitique, mais ce n'est qu'un élément secondaire comparativement à la capacité militaire et aux rapports stratégiques qu'entretiennent les États.¹⁵⁵ L'incorporation de l'élément environnemental n'est que la volonté de contrôle stratégique des ressources dans une logique de dilemme de sécurité. Pour nous, cela a plus à voir avec la stratégie militaire de conquête qu'avec la sécurité environnementale.

Pour revenir à Homer-Dixon, ses recherches au fil des années 1990 ont porté sur les sources et les types de conflits du futur en s'intéressant aux inégalités dans l'accès aux ressources et, plus précisément, à la rareté créée par la dégradation des ressources. Les analyses de Homer-Dixon s'inscrivent à l'intérieur du cadre des analyses traditionnelles des études de sécurité. Ses préoccupations sont surtout axées sur la réaction des États et des institutions face aux crises « environnementales » qui peuvent causer différents types de conflits :

Trois types de conflits [...] peuvent alors survenir : la pénurie des ressources, les mouvements ou les fuites de populations, et les privations économiques et sociales. Ces conflits entraînent des crises de légitimité pour l'État qui ne parvient pas à gérer les conséquences de la dégradation environnementale.¹⁵⁶

¹⁵⁵Voir le chapitre de Frédéric Encel, « Les aspects hydrographiques : la guerre de l'eau », *Le Moyen-Orient entre guerre et paix. Une géopolitique du Golan*, Paris : Flammarion, 2001, p. 49-67.

¹⁵⁶Charles-Philippe David, *op. cit.*, p. 119.

Somme toute, les thèses de Homer-Dixon et de son équipe restent très « stratégiques ». En effet, la conception de l'environnement est celle d'un ensemble territorial dont les individus retirent les ressources nécessaires à la survie. La dégradation de l'environnement empêche les individus de subvenir à leurs besoins, ce qui entraîne une diminution de leur qualité de vie. À plus long terme, l'État lui-même est affecté par cette dégradation; l'acteur traditionnellement chargé de la sécurité n'est donc plus en mesure de garantir celle-ci. Ces questions concernant l'environnement et la façon d'en discuter à l'intérieur de la sécurité traditionnelle élargie nous ramènent toujours à l'État et à la stratégie militaire. Le cadre d'un État fort ou déliquéscent, le contrôle des ressources et l'appropriation de ces richesses ont des conséquences sur l'État et sa capacité militaire, et ces préoccupations restent centrales aux études traditionnelles. L'environnement reste un prétexte à la puissance autant pour les acteurs étatiques que les analystes traditionnels. Pour le réaliste, l'analyse ramène la sécurité environnementale au militaire. L'analyse porte ainsi sur la menace et la réponse à la menace. La première phrase d'un rapport sur la menace des changements climatiques par le CNA Corporation, une firme d'analyse sans but lucratif, est révélatrice à ce propos :

« The purpose of this study is to examine the national security consequences of climate change. A dozen of the nation's most respected retired admirals and generals have served as a Military Advisory Board to study how climate change could affect our nation's security over the next 30 to 40 years – the time frame for developing new military capabilities. »¹⁵⁷

Traiter de crises de sécurité environnementale tels les changements climatiques par une réponse militaire nous semble inadéquat. Cependant, des auteurs comme Levy pourraient consentir à cette approche. D'ailleurs, nous devons poser la question : la sphère militaire a-t-elle le détachement nécessaire pour « combattre » les menaces environnementales? Le domaine militaire est responsable globalement d'une quantité très élevée de gaz à effet de serre.¹⁵⁸ À la défense des auteurs, il faut préciser que le rapport vise la préparation militaire face aux changements climatiques et reconnaît ainsi l'existence du problème

¹⁵⁷CNA n'est pas un acronyme, mais bien le nom officiel d'un organisme de consultation publique sans but lucratif. Voir, Military Advisory Board (MAB), *National Security and the Threat of Climate Change*, Alexandria : The CNA Corporation, 2007, p. 6.

¹⁵⁸Jon Barnett, *loc. cit.*, p. 13.

environnemental, la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la dépendance aux énergies fossiles.¹⁵⁹ Cela ne devrait pas détourner l'attention du fait que l'approche militaire de la menace environnementale comme menace à l'intérêt-national n'est nulle autre que la répétition de l'approche de résolution de problème qu'identifie Cox. Le système est pris tel quel et tout relève du bon fonctionnement de ce système, tel qu'il est construit et maintenu par la classe dominante et ses institutions. Par exemple, même si la reconnaissance du problème des changements climatiques est positive, l'attentisme et le fatalisme face à ces problèmes occultent la possibilité que l'on puisse changer le monde dans lequel on vit.

En résumé, les définitions de sécurité environnementales sont variées et parfois contradictoires. L'environnement peut être défini en soi ou par rapport à un autre objet d'étude. Les traditionnels se positionnent dans cette dernière catégorie. Un agenda stratégique se développe dans le cas où il est admis de prendre en compte un phénomène de dégradation environnementale comme menace existentielle directement contre l'État ou indirectement. Aussi, cette perspective stratégique met l'emphasis sur l'importance pour une puissance régionale, à l'intérieur d'une géopolitique du contrôle des ressources naturelles, de considérer l'accessibilité et la vulnérabilité des ressources essentielles à la survie. Enfin, il peut s'agir de déterminer si un facteur contribue à aggraver des conflits, des mouvements de masse, des guerres intraétatiques ou interétatiques. La constante qui se détache : l'environnement dans le cadre traditionnel est toujours subjugué à la prérogative de l'État et de la souveraineté.

4.1.1 L'école de Copenhague et l'environnement.

Nous nous tournerons maintenant à nouveau vers l'école de Copenhague, bien que nous différons d'opinion sur plusieurs points. Cette école soutient dans ses propositions que le secteur environnemental est fondamental, puisqu'il englobe les autres secteurs. Ce point est pour nous primordial, car il permet l'enclenchement d'une démarche de sécurité environnementale émancipatrice.

¹⁵⁹Military Advisory Board (MAB), *op. cit.*, p. 8.

Comme il a été mentionné plus haut, l'école de Copenhague a publié des textes incontournables pour tout étudiant s'intéressant à l'étude élargie de la sécurité. Dans cette section, nous discuterons du concept de sécurité environnemental de Buzan, Waever et de Wilde. L'environnement englobe les autres secteurs ainsi que les interactions entre les activités humaines et la biosphère planétaire. Le maintien de ce secteur est considéré comme condition essentielle à la poursuite des activités humaines.¹⁶⁰ S'il nous semble que ces auteurs développent trop peu ce secteur dans leurs écrits subséquents, cette affirmation demeure pour nous importante, car l'environnement, plus précisément les écosystèmes, sont placés au centre de l'analyse de sécurité. L'école de Copenhague a intégré l'idée de capacité limite (*carrying capacity*) de la planète : autrement dit, pousser à l'extrême les questionnements de sécurité ne vaut plus rien si les écosystèmes ne sont plus capables de maintenir l'humain en tant qu'espèce. Il est donc possible d'affirmer que l'environnement est le plus important des secteurs identifiés par Buzan, Waever et de Wilde, même s'ils ne l'ont élaboré que rudimentairement.¹⁶¹ Le secteur environnemental détermine en quelque sorte la possibilité de mener à bien les activités des autres secteurs explicités par ces auteurs. Or, cela entraîne nécessairement l'interrogation suivante : si le secteur environnemental de la sécurité englobe les autres secteurs, pourquoi demeure-t-il négligé dans la prise de décision politique?

Dans l'ouvrage *Security: A New Framework For Analysis*, les auteurs abordent cette contradiction. Dans le cadre d'un processus de sécurisation de l'environnement, ils expliquent qu'il existe plusieurs niveaux d'analyse ainsi que deux types d'agenda environnementaux, lesquels peuvent parfois être en contradiction ou en accord :

« The system level seems dominant in this sector, because most securitizing moves take place at that level as a result of the existence of an international environmental epistemic community that drafts and securitizes the environmental agenda. The political power of that community, however, is limited, which results in the need to distinguish two

¹⁶⁰Barry Buzan, Ole Waever et Jaap de Wilde, *op. cit.*, p. 7-8.

¹⁶¹En 2008 Jaap de Wilde apporte des précisions sur la sécurité environnementale. Sauf pour ce chapitre, ils ont peu développé ce secteur. Voir Jaap H. de Wilde, « Environmental Security Deconstructed », in Hans Günter Brauch *et al.*, *Globalization and Environmental Challenges : Reconceptualizing Security in the 21st Century*, coll. « Hexagon Series on Human and Environmental Security », vol. 3, Berlin : Springer, 2008, p. 595-602.

agenda : the scientific agenda of the environmental epistemic community and a political one of how this agenda is accepted as high politics by public spheres and transnational corporations. »¹⁶²

La différence ou la cohérence entre l'agenda scientifique et l'agenda politique peut influencer la prise de décision face à un problème d'ordre environnemental. Pour les élites politiques et économiques privilégiées par le système, une réforme peut être désavantageuse. C'est possiblement une raison pour laquelle les communautés épistémiques n'arrivent pas toujours à mettre de l'avant des problématiques environnementales. En prenant en considération le rôle économique de la recherche scientifique, sauf peut-être dans certains cas, l'agenda scientifique ne pourra avoir précedence, et ce, même s'il est déterminé qu'un phénomène est une cause d'insécurité environnementale. En ce sens, l'importance de l'opinion scientifique sur l'accélération des changements climatiques est moindre que celle des acteurs politiques et économiques qui ont la capacité et l'intérêt à ne pas changer radicalement leurs agendas respectifs et communs.

Les communautés épistémiques jouent tout de même un rôle important de transmission du savoir scientifique et dans certains cas, d'influence politique. Elles sont définies par Peter Haas comme les acteurs principaux de l'agenda scientifique, bien qu'elles ne soient pas composées uniquement de scientifiques. Le rôle de ces communautés est de faire connaître au public et aux dirigeants des problématiques liées à l'environnement.¹⁶³ Comme rappelle Horkheimer, ces communautés scientifiques sont tout autant influencées par la structure traditionnelle du savoir. À la différence des savants des sciences sociales, elles bénéficient d'un savoir hautement technique qui peut être plus difficilement contestable sans une formation technique préalable. Cela n'empêche pas les sciences dures d'être parfois récupérées par l'idéologie, par exemple, les *climate sceptics* qui amalgament science et agenda politique conservateur. Ce n'est pas sans impact pour ce qui est de la retransmission du savoir épistémique vers l'agenda politique si les élus ne sont pas au fait des développements scientifiques reconnus.

¹⁶²Barry Buzan, Ole Waever et Jaap de Wilde, *op. cit.*, p. 91.

¹⁶³*Ibid.*, p. 77.

La sécurisation d'un problème environnemental doit se faire à la lumière de la connaissance scientifique de ce problème. C'est à la suite de l'inclusion à l'agenda politique qu'il devient possible de lancer le processus de sécurisation. Toutefois, dans le cas de la sécurité environnementale, comme il n'est pas toujours clair que la menace est existentielle, il se peut que le processus de sécurisation soit avorté et, même dans certains cas, ne soit jamais entamé. Comme le mentionnent Buzan, Waever et de Wilde, les intérêts contradictoires créent souvent des embûches à la réussite d'un tel processus de sécurisation; ils affirment que les tentatives de sécurisation se font surtout au « niveau global », mais que la plupart de celles qui aboutissent sont plutôt réalisées au « niveau local ». ¹⁶⁴

4.2 La sécurité environnementale émancipatrice.

Dans la première partie, nous avons brièvement établi les barèmes des études traditionnelles de sécurité ainsi que mis en opposition une vision critique de la sécurité par rapport à celles-ci. Cette vision critique axée sur l'émancipation nous a permis de contraster l'école de Copenhague et la vision de l'école du Pays de Galles. C'est notamment Ken Booth qui met l'accent sur un triptyque conceptuel composé de l'émancipation, de la sécurité et du concept de communauté. L'émancipation sera au cœur de notre cadre spécifique de la sécurité environnementale. Toutefois, notre vision critique n'est pas que sécuritaire, elle est aussi critique de la mondialisation économique et des répercussions que ce phénomène a sur l'environnement. Nous pensons qu'il faut considérer ce processus de mondialisation du modèle économique néolibéral comme anti-écosystémique, car il est axé sur la prémisse de l'accroissement perpétuel du profit et que cela est incompatible avec l'espace restreint que constitue la Terre :

« [...] the global economy confronts earth's species and life-support systems in a generally predatory mode. Ecological degradation, from tropical deforestation to ozone depletion to toxic waste trade, is a corollary of existing economic practices. » ¹⁶⁵

¹⁶⁴*Ibid.*, p. 92.

¹⁶⁵Karen T. Litfin, « Constructing Environmental Security and Ecological Interdependence », *Global Governance*, vol. 5, no 3 (juillet-septembre 1999), p. 368.

Cet aspect écosystémique place le point de mire non pas sur l'humain ou ses activités, mais bien sur la biosphère. Cela ne veut pas dire que nous sommes disposés à accepter les souffrances humaines au nom de la protection de l'environnement. Nous pensons qu'il faut repenser le rapport de l'être humain avec l'environnement afin de lui permettre de développer de meilleurs rapports avec les différentes communautés, une meilleure redistribution des richesses et par extension la redistribution de la sécurité.

Nous avons commencé par une exploration de la sécurité et nous procéderons maintenant à une exploration de l'environnement comme concept. Nous envisageons une démarche émancipatrice similaire à celle attachée au concept de sécurité. Encore une fois, il est nécessaire de s'ancrer dans la théorisation critique. En retournant au débat de la théorie critique et la théorie traditionnelle, il apparaît que le cadre traditionnel a créé une distinction qui peut servir de justification à la destruction environnementale. En effet, si par exemple, dans le cadre de l'économie, tout est susceptible de marchandisation, il n'y a aucune raison de ne pas utiliser une ressource tant qu'il est profitable de le faire, et ce, jusqu'à son épuisement. Même dans une situation de rareté de ressources, une entreprise peut engranger encore plus de profits. Dans cette logique « naturelle » de marché, la capacité limite de la planète n'est pas prise en considération. Comme le rappelait Murray Bookchin, si une ressource devient trop rare, on se tournera plutôt vers de nouvelles ressources :

Une économie structurée autour de la maxime « croître ou mourir » doit *nécessairement* prendre le monde naturel comme adversaire et semer la ruine écologique dans le sillage de sa progression constante à travers la biosphère.¹⁶⁶

Comment alors réconcilier politique, économie et sécurité dans un nouveau projet d'émancipation de l'humanité en harmonie avec la Terre? L'émancipation par la sécurité environnementale ne peut ignorer les structures de domination entre individus et groupes d'individus et intégrer des principes moraux contre la surexploitation des espèces et des milieux naturels. Il faut prendre conscience de l'impact de l'humain sur son environnement et remettre en cause sa supériorité présumée. Il faut donc cesser de placer l'humain au sommet de la pyramide des espèces et le remettre sur un pied d'égalité avec les autres espèces

¹⁶⁶Murray Bookchin, *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté*, Montréal : Les Éditions Écosociété, 1993, p. 20.

animales et végétales. Le destin humain ne peut être considéré à l'extérieur de la biosphère et l'équilibre de la biosphère est précaire. Or, la nécessité de comprendre l'environnement comme un domaine de sécurité et d'émancipation est essentielle.

Nous pensons qu'une redéfinition de la sécurité environnementale doit faire de l'environnement naturel un référent de sécurité. Il est possible de retrouver cette pensée dans le cadre institutionnel du droit international. Dans un texte portant sur la mise en place de régimes et sur la gestion des ressources d'eaux douces, Jutta Brunnée et Stephen J. Toope parlent de construire des régimes qui seraient centrés sur le concept d'écosystème. Cette piste est intéressante parce qu'elle permet de concevoir l'écosystème comme quelque chose que l'on doit protéger pour sa valeur en soi, et non seulement en fonction de sa valeur pour l'activité humaine. C'est une percée critique dans une sphère d'activité qui est celle du droit et des institutions internationales, caractérisée par sa propension à maintenir le bon fonctionnement du système et non à le remettre en question. Ce que Brunnée et Toope proposent est intéressant au point de vue de l'avancement de l'agenda environnemental, par contre, cela demeure à l'intérieur des institutions hégémoniques et est donc restreint par la nature même de sauvegarde que ces institutions exercent.¹⁶⁷ Dans ce travail nous partageons l'intuition de Brunnée et Toope de faire des écosystèmes des éléments centraux de la sécurité. Cependant, cette inclusion ne sert pas la même finalité : pour eux, la construction de régimes de gestion des ressources, pour nous, l'adjonction à la sécurité-émancipation et par conséquent à la sécurité environnementale. Quoiqu'il en soit, la question du référent redevient prioritaire, cela peut se résumer ainsi :

« [T]he term environmental security should be understood as two-dimensional. The expansive sense of the concept calls on us to consider the environment *per se*, even if from a homocentric and instrumentalist position, in assessing the consequences of policy decisions. The security referred to is the maintenance or re-establishment of ecological balance. On the other hand, in emphasizing the dimension of security in the traditional sense of state integrity, the term refers to the prevention or management of conflict over

¹⁶⁷Cox explique bien le rôle de sauvegarde des institutions à l'intérieur desquelles les discussions laissent parfois une place aux critiques les plus virulentes du système. Loin d'être une contradiction, la logique hégémonique laisse la place à de telles critiques, car elle accroît la légitimité des institutions et des acteurs en maintenant l'illusion du dialogue et du compromis. Voir Robert W. Cox, « Social Forces, States and World Orders : Beyond International Relations Theory », *loc. cit.*, p. 136-137.

scarce or degraded resources. »¹⁶⁸

Les deux dimensions de la sécurité environnementale seraient donc le maintien de la balance de l'écosystème et l'intégrité de l'État et sa capacité de gérer la dégradation de l'environnement. Il apparaît que c'est ce deuxième aspect de l'intégrité étatique qui prime dans les études de sécurité classiques que nous avons survolées plus haut. Dans ce cas, nous pouvons déduire que la sécurité environnementale demeure centrée sur l'être humain. L'État étant en théorie un instrument de gouvernance visant à assurer au minimum la sécurité de l'humain, les intérêts de la nature y sont subjugués aux besoins humains. Cela nous ramène à la situation actuelle qui est intenable à moyen et long terme. C'est pour cette raison que la proposition de Brunnée et Toope de se servir de l'équilibre écosystémique comme référent de sécurité devient particulièrement intéressante. S'il y avait reconnaissance que l'humain ne peut se détacher de son environnement et faire fi de sa dégradation sans courir à sa perte, la nature pourrait être transformée en référent de sécurité. Dans une telle perspective, l'écosystème est quelque chose que l'on doit protéger pour sa valeur intrinsèque. Cette ouverture nous permet de soutenir que, pour obtenir une véritable sécurité environnementale émancipatrice, il faudra inclure une perception de la sécurité environnementale qui prend l'environnement pour sa valeur en soi et qui replace l'humain dans une relation d'égalité avec les autres espèces qui dépendent de la biosphère terrestre. Cela est une approche que l'on associe plus volontairement à l'écologie profonde, courant de l'écologie non-anthropocentrique qui postule la valeur intrinsèque de la nature.¹⁶⁹

168Jutta Brunnée et Stephen J. Toope, « Environmental Security and Freshwater Resources: Ecosystem Regime Building », *The American Journal of International Law*, vol. 91, no 1 (Janvier 1997), p. 27.

169Murray Bookchin, *Defending the Earth: Debate between Murray Bookchin and Dave Foreman*, Montréal : Black Rose Books, 1991, p. 18.

4.2.1 Éthique de l'environnement.

Cette discussion nous dirige vers le terrain de l'éthique ou de la philosophie environnementale. Nous ne pouvons pas poursuivre une réflexion critique sans avoir abordé la question de l'environnement sous cet angle. En effet, plusieurs questionnements d'importance font surface dans cette reconstruction critique de la sécurité environnementale. Ces questionnements ont été abordés par des philosophes qui ne sont pas nécessairement au fait des questionnements de sécurité, mais la différence de perspective ne peut qu'enrichir notre réflexion. Définir la sécurité environnementale nécessite une meilleure compréhension des enjeux environnementaux, non pas sur le plan physique, mais sur le plan théorique. Quelques questionnements sur le référent sont de mise : la valeur de la nature est-elle définie par son utilité pour l'être humain? La sécurité environnementale est-elle toujours de fait une sécurité de l'environnement humain? L'environnement doit-il être protégé de l'humain? D'abord, nous tenterons de comprendre ce qui nous a amenés à cette situation de crise, de dégradation accélérée, de l'environnement. Ensuite, nous déciderons par quel angle nous prendrons la question de la sécurité environnementale, et son référent.

La valeur de l'environnement est-elle définie par ce que l'être humain veut en faire? Il semble que nous ayons répondu par l'affirmative à cette question depuis plusieurs siècles. Joseph R. Des Jardins illustre ce propos en nous rappelant que, dans l'un des textes les plus importants de la mythologie judéo-chrétienne, la nature est subjuguée à l'intérêt humain. L'idée que la nature et les animaux existent pour nous servir est inscrite dans la Genèse.¹⁷⁰ L'homme créé à l'image de Dieu est supérieur aux autres espèces et peut se servir comme bon lui semble de cette nature sans avoir à se questionner sur ses actions. Bien entendu, nous n'accordons aucune crédibilité au domaine de la mythologie. Cependant, de tels discours ont forcément influencé le cadre de la pensée traditionnelle éthique et scientifique. Il serait tout aussi erroné de croire que la pensée scientifique et philosophique actuelle est complètement imperméable au religieux. L'évolution de la pensée scientifique et du discours au fil des siècles a

¹⁷⁰Joseph R. Des Jardins, *Environmental Ethics : An Introduction to Environmental Philosophy*, Belmont : Wadsworth/Thomson Learning, 2001, p. 98.

certainement permis de se libérer de certaines affirmations de la religion, mais la morale en a certainement conservé des traces. C'est ce qu'explique Des Jardins en faisant un court survol de différents philosophes : Aristote, d'Aquin, Kant et Descartes ont justifié cette domination de l'homme sur la nature, bien qu'ils ne s'appuient pas nécessairement sur les mêmes critères. Il résume la situation ainsi et soulève une question intéressante :

« Thus, we find in Western philosophical and religious traditions the ideas that encourage viewing humans as superior to and, therefore, justified in dominating nature. At the same time, these very traditions contribute much to philosophical theories that were being applied to solve environmental problems. In a very real sense, the tension between these two developments of mainstream Western philosophy creates the biggest challenge to traditional ethical theories. Can the dominant ethical traditions provide the resources to resolve environmental controversies? »¹⁷¹

La réponse à cette question à savoir si le cadre traditionnel de l'éthique est apte à résoudre les problèmes environnementaux est pour nous négative. Il ne peut y avoir résolution de problème si le cadre qui a créé ces problèmes est utilisé pour résoudre ceux-ci. Cela nous ramène à la question du fonctionnement du système qui permet la surexploitation de l'environnement. Certaines actions rendent le système économique plus durable et moins polluant. Par contre, il semble que les réflexes compétitifs des États à l'intérieur du système empêchent les réels progrès et ne font que ralentir la destruction progressive de la biosphère. C'est en partie pourquoi nous pensons qu'il est nécessaire de modifier le processus de prise de décision environnementale et passer ainsi d'une prise de décision qui se fait du haut vers le bas, à une prise de décision qui s'effectue par la base. Cette remarque peut sembler contre-intuitive, car les tentatives de protection de l'environnement semblent provenir de la superstructure internationale (traités, organisations, etc.). Toutefois, cela ne tient pas compte des rapports de force à l'œuvre au sein de cette structure. Sur le plan international, les institutions ont un rôle de sauvegarde. Cox défend l'idée que les organisations internationales sont les outils de l'expression des valeurs de l'hégémonie mondiale et énumère cinq mécanismes qui permettent l'accomplissement de ce rôle :

« (1) they embody the rules which facilitate the expansion of hegemonic world orders; (2) they are themselves the product of the hegemonic world order; (3) they ideologically legitimate the norms of the world order; (4) they co-opt the elites from peripheral

171 *Idem.*

countries and (5) they absorb counter-hegemonic ideas. »¹⁷²

Il faut comprendre qu'à travers ces institutions, ce sont les intérêts d'un bloc hégémonique qui sont retransmis à l'échelle globale et c'est la reproduction du système qui permet à ce bloc hégémonique de se maintenir. La reproduction de ce système ignore les souffrances et les besoins de nombreux êtres humains qui ne sont valables qu'en tant que ressource exploitable. À l'instar des autres ressources, les humains sont utiles parce qu'ils ont un rôle productif dans ce système. Il en est de même pour la nature et les animaux qui appartiennent aux humains dans la mesure où nous nous sommes approprié le droit de décider du sort de la nature. Peut-être que cette distance facilite l'exploitation? Prenons la souffrance animale comme exemple : si on peut rationaliser que les animaux ne souffrent pas alors il n'y a pas de raison de se sentir coupable de les maltraiter. Josephine Donovan donne l'exemple d'une critique anonyme à l'encontre de scientifiques de l'époque de Descartes qui s'amusent de voir la réaction négative qu'inspire la violence qu'ils font subir à un animal dans le cadre d'une expérience scientifique.¹⁷³ Si l'exposition à la violence envers les animaux est moins fréquente dans nos sociétés aseptisées, cela ne veut pas dire qu'elle n'est pas présente, tout comme la violence envers les humains. Mais pour l'humain il est toujours possible de rationaliser que chaque action est dans un but de la reproduction du système.

Il nous apparaît aussi qu'en s'appropriant l'espace, les ressources et le droit de leur exploitation, l'État et l'entreprise privée créent un climat propice aux conflits en attribuant une valeur marchande à quelque chose qui était autrefois sans valeur marchande. Nous l'avons vu dans une logique traditionnelle de sécurité basée sur l'intérêt-national, l'accessibilité des ressources et leur exploitation, sans égard aux autres espèces et parfois sans égard aux humains, sont nécessaires à la survie de l'État. Il se produit, dans ce genre de rapport une dichotomie Nous/Eux entre les espèces; l'exploitation se justifie par les besoins que « Nous » humains avons en termes de ressources. Il se crée aussi une dichotomie entre groupes

¹⁷²Robert W. Cox, « Gramsci, Hegemony and International Relations : An Essay in Method », *loc. cit.*, p. 172.

¹⁷³Josephine Donovan, « Animal Rights and Feminist Theory », *Signs*, vol. 15, no 2 (hiver 1990), p. 364.

humains : « Nous » (nous devons exploiter ou protéger telle ressource ou tel territoire) et « Eux » qui nous menacent en prenant « nos » ressources.¹⁷⁴ Cette logique de dichotomie ne peut qu'encourager des groupes à entrer en compétition pour s'approprier les ressources auxquelles une valeur marchande a été attribuée.

Aborder sous cet angle, l'environnement n'a qu'une valeur instrumentale et ne sera pas protégé pour sa valeur en soi. Cette perspective nous ramène à une vision pessimiste de sécurité traditionnelle axée sur l'accumulation de puissance qui dépend en partie de l'accessibilité aux ressources stratégiques. L'environnement et la nature ne sont dans ce cas qu'un simple terme fourre-tout ne servant qu'à justifier la conquête de nouveaux territoires et de nouvelles ressources, permettant l'accroissement de la puissance. Le repli territorial n'est pas non plus apte à faire face aux réalités transnationales des problèmes environnementaux. La frontière et la division artificielle du territoire demeurent des concepts obligatoires pour le maintien du cadre traditionnel d'analyse. Cela est incohérent avec un cadre critique de sécurité. Comme l'illustre Dalby, le critique doit se détacher de cet ancrage spatial qui correspondait à la vision de la sécurité de la guerre froide, pour pouvoir construire une nouvelle interprétation de la sécurité environnementale :

« Protection is a spatial exercise in distancing and boundary making. Environmental security, like common security, requires that the interconnectedness of securities be the premiss of action. Pollution knows no boundaries. As a result, the communities to which appeals for ecological security must be made, are ones that are not clearly geographically bounded. »¹⁷⁵

Le rapport à l'espace est donc à reconstruire ainsi que la perspective écologique. Une interprétation émancipatrice de la sécurité environnementale passe par une définition globalisante : elle dépasse les frontières géopolitiques et les lignes imaginaires qui participent à la fiction d'un monde compartimenté. Dans un monde géopolitique, il est impossible de créer les conditions nécessaires à la sécurité humaine parce que celle-ci n'est pas pleinement intégrée à la sécurité de l'environnement.

¹⁷⁴Murray Bookchin, *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté*, op. cit., p. 12-13.

¹⁷⁵Simon Dalby, « Ecopolitical discourse: 'environmental security' and political geography », loc. cit., p. 516.

Nous pensons que la nature a une valeur en soi et qu'une démarche critique de l'environnement doit nécessairement sortir de la vision anthropocentrée de l'environnement. Il faut considérer l'environnement comme ayant une valeur intrinsèque, c'est-à-dire que nous devons nous préoccuper de la biosphère, et ce, pas seulement parce que nous en sommes dépendants. C'est un point de départ qui nous permet de nous détacher du construit que la nature a de la valeur seulement parce que l'humain en a besoin. À cet effet, Des Jardins discute de cette distinction entre « valeur instrumentale » et « valeur intrinsèque » de la nature.¹⁷⁶ La première consiste à reconnaître la nature comme une ressource. Il donne l'exemple d'une forêt que l'on protège parce qu'elle peut contenir des plantes rares nécessaires à la pharmaceutique. La valeur intrinsèque, pour reprendre l'exemple de la forêt, n'a pas besoin d'être nécessaire à quelque chose, sa valeur repose dans son existence. Nous aurons fort probablement disparu en tant qu'espèce bien avant la fin de toute vie sur Terre. L'écosystème mérite la reconnaissance de sa valeur, de son droit d'exister et de fonctionner indépendamment du « nous » humain.

L'étude de la sécurité environnementale nécessite d'examiner de manière conjointe les concepts de sécurité et d'environnement. Pour ce travail, il est également nécessaire de faire le lien entre sécurité, émancipation et environnement. Comme nous l'avons démontré plus haut, l'environnement compris selon une perspective d'émancipation nécessite la remise en cause des structures hiérarchiques qui maintiennent la prédominance de l'humain sur les autres espèces. L'idéologie qui fait de l'humain le régent de l'écosystème est un construit ou la réification d'une observation biaisée. Elle justifie une situation matérielle intenable, autant du point de vue humain, que du point de vue écologique. Au travers d'une sécurité environnementale critique, il est possible de remettre en cause cette perspective, et en même temps, de répondre à ceux qui rejettent notre approche comme utopiste, car nous abordons des problèmes environnementaux pressants et bien concrets.

¹⁷⁶ Joseph R. Des Jardins, *op. cit.*, p. 133-134.

La remise en cause de la valeur de l'environnement pour l'humain implique aussi une remise en cause de son interprétation. L'environnement a-t-il besoin d'être protégé de l'humain? Dans son ouvrage *Environmental Security*, Simon Dalby expose et déconstruit plusieurs concepts au centre de l'étude de la sécurité environnementale. Son approche est de prendre la tâche critique au sérieux en ce sens qu'elle doit mener à questionner ce que nous croyons savoir et comment repenser notre rapport à l'environnement et aux autres :

« [...] it takes the critical task seriously by asking questions about how questions are formulated. It probes into the assumptions about environmental security and global discussions of politics. It also tries to think through how politics and scholarship might be rethought if the perspectives of the native activists [...] are worked into the analysis. »¹⁷⁷

Cette citation résume en quatre lignes les points qui ont été soulevés dans notre première partie : la tâche critique de « questionner » les questions et les paradigmes, la compréhension du rôle de celui qui questionne (le chercheur), ainsi que le lien entre la sécurité et l'environnement et la possibilité pour une communauté de s'émanciper. Il s'agit de comprendre quelles réalités sont affectées par les questionnements de sécurité et d'environnement. Comme Simon Dalby le mentionne, c'est une tâche ardue parce que, selon nos standards actuels, l'individu urbain « émancipé » ou « omnivore » est au centre du problème écologique.¹⁷⁸ L'individu urbain par son mode de vie est responsable intentionnellement ou non. Ainsi nous faisons face à un dilemme : peut-on continuer d'être urbain sans contribuer à la dégradation de l'environnement? Doit-on inclure la reproduction de ce mode de vie dans l'analyse de sécurité? À notre avis, ce n'est pas la ville en soi qui est néfaste, mais bien le mode de vie urbain du type *American dream* énergivore :

Le double visage de la civilisation occidentale nous oblige à séparer les caractéristiques déplaisantes de la ville – la façon dont elle a légitimé la propriété privée, les classes, le patriarcat et l'État – des grands progrès qu'elle a apportés à la civilisation en devenant le terrain d'une humanité universelle.¹⁷⁹

¹⁷⁷Simon Dalby, *Environmental Security*, Coll. « Borderlines », Minneapolis : University of Minnesota Press, 2002, p. xi.

¹⁷⁸*Ibid.*, p. xxii.

¹⁷⁹Murray Bookchin, *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté*, op. cit., p. 263.

Il existe certainement une forme d'incompréhension entre la ville et la campagne. Mais il ne s'agit pas d'idéaliser l'un ou l'autre. La vie rurale n'est pas nécessairement plus écologique que la vie urbaine. Dans le système économique, les deux sont interconnectés et ne peuvent être séparés de leurs rôles respectifs dans la production. Ces milieux ne sont pas étanches; ceux qui doivent abandonner le mode de vie rural se voient forcé de vivre la plupart du temps dans des conditions précaires en ville. D'autres sous les pressions économiques se voient forcés d'abandonner une agriculture ancestrale au profit de l'exploitation agricole d'exportation. À l'inverse, les citadins peuvent se sentir menacer par les vagues de migration des campagnes vers les grands centres. Il peut y avoir une profonde incompréhension du milieu urbain face à la volonté de conservation de certaines traditions rurales. Cela peut même devenir source de conflits entre ces deux « mondes ».¹⁸⁰

Revenons au mode de vie contemporain, l'argument est qu'il contribue à la dégradation qui nous met tous en situation d'insécurité. Certes, ce n'est pas un danger apparent et il n'est peut être même pas imminent. Pourtant il pourrait se matérialiser en des termes très graves dans un futur rapproché. Par exemple, les habitants de Tuvalu pensaient-ils il y a trente ans qu'un jour ils devraient quitter leur terre natale et quémander l'asile?¹⁸¹ Cela nous ramène à la problématique controversée de l'immigration, qui est très présente dans la littérature traditionnelle de sécurité traitant de l'environnement.¹⁸² Dalby critique l'argumentaire des thèses néo-malthusiennes de Robert Kaplan, concernant la menace environnementale.¹⁸³ Kaplan voit dans l'environnement une menace qui a plusieurs répercussions sur l'intérêt-national: la surpopulation et les migrations massives des populations vulnérables aux épidémies et autres événements graduels de dégradation environnementale telles que la

¹⁸⁰Certainement, nous pouvons évoquer l'incompréhension réciproque des citadins opposés à la chasse et la consommation de certains animaux qui bénéficient de statuts particuliers de la cause animale et de groupes autochtones vivant en régions éloignées et dont les modes de vie dépendent de la chasse de ces animaux. Des exemples seraient la chasse au phoque et à la baleine. Voir Milton M. R. Freeman, « Issues Affecting Subsistence Security in Arctic Societies », *Arctic Anthropology*, Vol. 34, no 1 (1997), p. 8-9.

¹⁸¹Jon Barnett, *loc. cit.*, p. 12.

¹⁸²Betsy Hartmann, « Rethinking the rôle of Population in Human Security », in Richard A. Matthew *et al.*, *Global Environmental Change and Human Security*, Cambridge : The MIT Press, 2010, p. 193-194.

¹⁸³Simon Dalby, *op. cit.*, p. 26.

montée des océans, la déforestation, etc.¹⁸⁴ Pour Kaplan, la crise environnementale cause le chaos dans des zones autrefois pacifiées et prospères.¹⁸⁵ Il voit un retour à une certaine forme de tribalisme dans lequel la raréfaction des ressources en combinaison avec l'explosion de la démographie constituera des facteurs aggravants.¹⁸⁶ Dalby critique les arguments de Kaplan, et affirme que les populations indigènes et plus démunies sont par association partie intégrante de la sécurité environnementale. Pour lui, les auteurs comme Kaplan n'ont jamais remis en question les processus historiques qui ont mené aux conditions de vie des plus démunis :

« Political violence and environmental degradation are not related to larger economic processes anywhere [...] This is not to suggest that the legacy of colonialism, or the subsequent neocolonial economic arrangements, is solely to blame for current crises, although the history should not be ignored, as Kaplan does. It is to argue that these sections of Kaplan's text show very limited geopolitical imagination, one that focuses solely on local phenomena in a determinist fashion that ignores the larger transboundary flows and the related social and economic causes of resource depletion. »¹⁸⁷

Ainsi, l'individu le plus à risque, qui est le plus vulnérable aux pressions économiques et politiques du système international, devient une menace. Les populations qui n'ont pas la chance de faire partie de ce Nord « menacé » n'ont qu'à se préparer à leur survie. Hartmann abonde dans le même sens que Dalby : les postulats néo-malthusiens liés à la surpopulation sont incongrus avec la sécurité humaine et environnementale, parce qu'ils simplifient les relations complexes entre de nombreux facteurs au plan politique, économique et social.¹⁸⁸

Murray Bookchin remet lui aussi en cause ce type de pensée, en s'attaquant à certains tenants du courant de l'écologie profonde. Il s'oppose à l'argument des épidémies et des famines, qui feraient partie du processus de sélection naturelle.¹⁸⁹ Nous pensons que les inégalités au sein

184 *Ibid.*, p. 27.

185 *Ibid.*, p. 26.

186 *Ibid.*, p. 31.

187 *Ibid.*, p. 34.

188 Betsy Hartmann, *op. cit.*, p. 195.

189 On se réfère ici aux propos controversés de personnalités associées à l'écologie profonde concernant les grandes famines telles en Éthiopie ainsi que l'épidémie du VIH/Sida. Voir Murray Bookchin, *Defending the Earth : Debate between Murray Bookchin and Dave Foreman*, Montréal : Black Rose Books, 1991, p. 123-124.

des États et du système international sont les responsables de la crise écologique qui nous met tous en danger. Les épidémies, les famines ainsi que certaines catastrophes « naturelles » ne sont pas les causes, mais bien les symptômes de ces inégalités et d'un mal plus profond. Bookchin remarque que la façon simpliste d'interpréter ces phénomènes au sein de certains courants de l'écologie profonde n'est sûrement pas étrangère à son succès. Le chauvinisme, le machisme et autres tentations autoritaires de certains individus se confortent dans l'idée d'une loi naturelle qui leur évite : « [...] d'analyser sérieusement les problèmes de la société ». ¹⁹⁰ Ce n'est pas de protéger la nature que de laisser mourir des milliers d'êtres humains de famine ou de maladies. À l'inverse, lorsque des actions humaines causent des catastrophes qui mettent en péril des milliers d'animaux, nous ne blâmons pas les animaux et peu d'écologistes se satisferaient de l'explication facile de la sélection naturelle.

Dalby établit un lien entre l'État et la dégradation de l'environnement. Un lien qui n'est pas seulement dû à l'attachement chauvin de certains à leur État, mais peut-être bien plus parce qu'ils le croient étanche :

« Realist approaches are largely inappropriate for dealing with environmental issues because they focus on states as unitary actors, where internal factors are downplayed and they usually fail to deal with indirect transboundary effects ». ¹⁹¹

Sur ce point, Dalby fait une critique en règle de l'État et de l'idée de frontière, pour évoquer l'aspect artificiel de la géopolitique qui n'est pas compatible avec l'interconnectivité de la biosphère. Au final, ce ne sont que d'abstraites lignes sur un bout de papier qui n'empêchent pas la dégradation environnementale d'entrer ou de sortir du territoire national. L'État est une construction que Dalby remet en cause, afin de se concentrer sur une déconstruction de la géographie. Cela permet de mieux comprendre la façon dont l'environnement est interprété et discuté, dans le discours traditionnel et dominant. Dalby déconstruit cette relation de l'humain et de son environnement pour discuter d'une perspective écologique. Il aboutit aussi à l'idée qu'il faut cesser de croire que l'humain est indépendant de la Terre :

« The ecological perspective, especially the understanding of humanity as of the earth

¹⁹⁰Murray Bookchin, *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté*, op. cit., p. 13.

¹⁹¹Simon Dalby, « Ecopolitical discourse: 'environmental security' and political geography », *Progress in Human Geography*, vol. 16, no 4 (1992), p. 505.

rather than on the earth, challenges the assumptions of sovereign knowing premised on human separation and domination of an earth distanced by the violent practices of detached and hence supposedly universal knowledge. »¹⁹²

L'humain n'est plus le régent pouvant faire ce que bon lui semble lorsqu'il est réintégré à l'ensemble. Ce point est, à notre sens, émancipateur, car ce positionnement philosophique s'oppose à la conception métaphysique qui sépare les humains de la nature, de l'humain qui serait en droit de dominer la nature. Aussi, cela permet de dépasser le froid détachement qui existe entre l'humain technologique et l'environnement naturel. Nous retournons à ce point de vue que nous avons abordé plus haut avec Des Jardins : l'environnement prend une valeur « en-soi » qui ne peut être réclamée par une entité étatique ou économique. Nous pensons que la meilleure façon de l'exprimer dans le cadre d'une approche émancipatrice est de reprendre à notre compte ce que Paul W. Taylor appelle le « respect de la nature ».

Le respect de la nature est un positionnement éthique : c'est ce que Taylor désigne comme l'attitude morale ultime envers la nature.¹⁹³ Ce positionnement moral est nécessaire pour Taylor afin d'établir une théorie qui sera « centrée sur la vie » et non une vision anthropocentrique axée sur les besoins de l'humain :

« [...] human actions affecting the natural environment and its nonhuman inhabitants are right (or wrong) by either of two criteria : they have consequences which are favorable (or unfavorable) to human well-being, or they are consistent (or inconsistent) with the system of norms that protect and implement human rights. »¹⁹⁴

Dans une perspective anthropocentrique, la valeur de l'action est déterminée par rapport au référent humain et le cadre de la sécurité est défini par ce référent. Il n'est pas nécessairement au centre en tant qu'individu. La sécurité traditionnelle est centrée sur l'État, mais la perspective reste axée sur une institution humaine. L'environnement n'est pris en compte que par rapport à d'autres éléments. Or, dans le cas d'une sécurité basée sur le respect de la nature, il s'agit de reconnaître que la nature est quelque chose qui existe et qui est en soi quelque

192 Simon Dalby, *Environmental Security*, op.cit., p. 160.

193 Paul W. Taylor, « The Ethics of Respect for Nature », in Dale Westphal et Fred Westphal (sous la dir.), *Planet in Peril : Essays in Environmental Ethics*, Orlando : Harcourt Brace College Publishers, 1994, p. 15.

194 *Ibid.*, p. 16.

chose dont l'importance est incalculable. Assurer la pérennité des écosystèmes, c'est assurer la survie de l'espèce humaine. C'est pourquoi une approche centrée sur la vie et non sur l'humain est nécessaire. L'approche centrée sur l'humain ne garantit pas que les décisions de sécurité ne seront pas prises aux dépens de la nature. Taylor définit ainsi une approche centrée sur la vie :

« From the perspective of a life-centered theory, we have *prima facie* moral obligations that are owed to wild plants and animals themselves as members of the Earth's biotic community. We are morally bound (other things being equal) to protect or promote their good for *their* sake. Our duties to respect the integrity of natural ecosystems, to preserve endangered species, and to avoid environmental pollution stem from the fact that these are ways in which we can help make it possible for wild species populations to achieve and maintain a healthy existence in a natural state. Such obligations are due to those living things out of recognition of their inherent worth. They are entirely additional to and independent of the obligations we owe to our fellow humans. »¹⁹⁵

En tant qu'humains, nous avons la responsabilité de respecter les autres espèces, leur valeur en soi. Il s'agit en fait du même type de reconnaissance que l'on accorde à d'autres communautés humaines, que nous ayons ou non des liens avec celles-ci : ces communautés n'ont pas qu'une valeur utilitaire, c'est-à-dire que nous avons dans nos vies des rapports directs avec eux. Taylor dénote avec justesse que les obligations morales auxquelles nous sommes tenus, dans une approche centrée sur la vie, seront différentes, mais bénéfiques, pour les humains et les autres espèces.¹⁹⁶ Comme les êtres humains, les individus d'autres espèces ont une « valeur inhérente ». Taylor explique que cette valeur repose sur deux principes : la considération du bien-être d'un être vivant et sa valeur intrinsèque.¹⁹⁷ Le premier principe se situe simplement dans l'appartenance à la communauté des vivants de la Terre. Le second principe veut que la réalisation du bien de l'individu soit quelque chose de valable en soi. Une telle approche n'est certainement pas usuelle à l'étude de la sécurité. Cependant, cette reconsidération du rapport de domination existant entre l'humain et la nature, intégré à l'étude de la sécurité, ne peut que transformer la nature de la recherche de sécurité environnementale.

¹⁹⁵*Idem.*

¹⁹⁶*Idem.*

¹⁹⁷*Ibid.*, p. 17-18.

Ainsi, la perspective d'émancipation n'est plus une « simple » émancipation progressive de l'humanité, mais bien l'émancipation de toutes les espèces. Intégrer l'idée de la valeur intrinsèque de la nature et des espèces dans le processus d'émancipation est nécessaire à la construction sécuritaire. Nous pensons qu'il s'agit d'un apport important, car il transforme le rapport entre humain et environnement. De cette nouvelle perspective doit découler une vision transformée des rapports sociaux. C'est une condition nécessaire à la sécurité-émancipation que d'établir un dialogue entre les différentes communautés humaines. Un rapport reconnaissant à l'environnement une valeur intrinsèque a le potentiel de changer la façon de vivre et la conception du mieux-vivre.

Dans le cadre d'un projet émancipateur incluant le respect de la nature, on conçoit difficilement un groupe cherchant l'appropriation par la force des ressources utiles, mais polluantes, se trouvant chez un groupe voisin. Ce serait contraire à l'émancipation, puisque cela aurait pour effet de créer des insécurités économiques, politiques et militaires. Ce serait aussi contraire à l'émancipation d'un point de vue environnemental parce que cela accentuerait la dégradation de l'environnement. Dans une telle situation, « chez soi » et « ailleurs » ne sont pas des concepts qui tiennent, compte tenu de l'interconnectivité de l'écosystème Terre. En adoptant une attitude émancipatrice, un dialogue peut être construit afin de transformer le rapport « nous » et « eux », en cherchant à développer sur une base commune des alternatives à l'usage des ressources polluantes, néfastes pour l'environnement, et donc pour un « nous » commun.

Nous pensons que l'inclusion de la notion de respect de la nature dans la sécurité environnementale émancipatrice participe au changement radical de la pensée qui est nécessaire à l'aboutissement d'une démarche émancipatrice. Une fois que le rapport entre environnement et humain aura changé, il sera plus facile de transformer les rapports au sein des communautés humaines. Cet aboutissement que nous voulons intégrer à la notion de sécurité émancipatrice environnementale est ce que Taylor désigne comme une vision biocentrée de la nature (*biocentric outlook on nature*). C'est une perspective qui prend en considération quatre éléments fondamentaux : (1) l'humain est un membre de la communauté terrestre au même titre que les autres espèces; (2) l'écosystème terrestre est un ensemble

complexe d'éléments interconnectés et interdépendants; (3) chaque organisme est un « centre téléologique de vie » qui poursuit son propre bien de la manière dont cet organisme l'entend; (4) l'humain ne peut clamer la supériorité sur les autres espèces.¹⁹⁸ En ce qui concerne cette vision biocentrée de la nature, Taylor indique que c'est une prise de position philosophique qui repose sur des bases scientifiques observables, et qu'elle ne doit pas être comprise comme une théorie scientifique.¹⁹⁹ Cela ne nous cause pas de difficultés supplémentaires dans le cadre de ce travail parce que nous n'avons pas la prétention de faire de la théorie pour faire de la science objective, comprise comme conception de théorie traditionnelle réfutée par Horkheimer.

On doit prendre note de la critique de Bookchin du biocentrisme qu'il associe au courant de l'écologie profonde. Il nous met en garde quant à l'utilisation d'un discours de domination qui s'inverserait, passant de la domination de la nature par l'homme, à un discours de domination de l'homme par la nature.²⁰⁰ Nous sommes d'accord qu'il faut être vigilant face à ce type de discours qui peut servir les intérêts répressifs de certaines franges réactionnaires du mouvement écologiste. Il soulève un point particulièrement intéressant lorsqu'il dénonce l'anthropocentrisme déguisé qui consiste à déifier la nature à laquelle nous devrions nous soumettre.²⁰¹ S'il a raison de soulever le mysticisme de certains, il nous semble toutefois que cela ne discrédite pas le point de départ philosophique biocentrique. Nous pensons, au contraire, qu'un discours d'émancipation gagne à s'ancrer dans un biocentrisme égalitariste. Cela passe par la reconnaissance que l'humain n'est pas supérieur, ou n'est pas le régent de l'écosystème, mais qu'il en fait partie au même titre que les autres espèces. Cela ne veut pas dire qu'il vaut moins que les autres espèces ou qu'il est un « cancer » pour la planète non plus. Donc, en gardant en mémoire la critique de Bookchin et en y intégrant la notion d'émancipation, il nous apparaît possible d'adopter une approche biocentrique de la sécurité environnementale. Cette vision biocentrée de la nature, ou respect de la nature, se distingue des perspectives anthropocentriques qui presque inévitablement finiront par instrumentaliser

198 *Ibid.*, p. 24.

199 *Ibid.*, p. 23.

200 Murray Bookchin, *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté*, op. cit., p. 8-9.

201 *Ibid.*, p. 16.

la nature aux nécessités humaines.

Comme nous l'avons vu, les menaces qui sont analysées par la sécurité traditionnelle qui traite de l'environnement ne sont pas de nature environnementale, au sens de nature, mais bien au sens de causes fondamentalement humaines. Nous avons mentionné les inégalités dans la répartition des ressources ou le « problème » de la surpopulation. L'analyse critique permet d'aborder ces thématiques différemment. Selon Dalby, il n'y a pas nécessairement de lien entre la pauvreté et les conflits interétatiques, mais il semble y en avoir un entre pauvreté et dégradation de l'environnement.²⁰² Cela sous-tend que la dégradation environnementale locale est due, du moins en partie, aux inégalités. Contrairement à ce qui est avancé par certains néo-malthusiens, nous ne considérons pas les victimes de ces inégalités comme des menaces environnementales. La déforestation, la désertification, la disparition de certaines espèces par la surpêche, la chasse ou le braconnage sont autant de situations de dégradation environnementale qui sont liées aux inégalités du système économique. L'émancipation doit servir à mettre en évidence ce système qui les repousse aux limites de la précarité.

La définition de la sécurité environnementale émancipatrice prendra donc une forme qui restera fidèle à la définition de sécurité critique que nous avons élaborée. Elle n'est pas pensée comme une autre définition de sécurité distincte de la sécurité-émancipation que nous avons définie plus tôt. Elle fait partie d'une même démarche : c'est en quelque sorte une spécialisation, non hiérarchique et interconnectée. Un tenant du paradigme hégémonique, pourrait critiquer la notion même de sécurité environnementale émancipatrice, car elle ne se contente pas de changer de référent et remet en question la validité même du référent traditionnel. Nous pensons au contraire qu'il est bon d'approfondir et d'élargir la sécurité, mais surtout de la démocratiser.²⁰³ Ainsi, la définition de sécurité traditionnelle éclate et se

202 Simon Dalby, « Ecopolitical discourse: 'environmental security' and political geography », *loc. cit.*, p. 508.

203 Sur ce point de la démocratisation de la sécurité, cela est pour rappeler que nous souscrivons à une vision horizontale de la sécurité. La question se pose, sécuriser l'environnement ne risque-t-il pas de transformer la sécurité environnementale en un autre domaine de *high politics* exclus de la discussion publique? Sur cette question spécifique voir Nina Graeger, « Environmental Security? », *Journal of Peace Research*, vol. 33, no 1 (février 1996), p. 109-116. Le parallèle peut se faire avec le texte de Stefan Elbe qui se questionne sur les implications éthiques de sécuriser le VIH/Sida. Le

complexifie. L'approfondissement de la sécurité met l'accent sur des objets et des sujets de recherche sans les hiérarchiser. C'est aussi la mise en valeur de la multiplicité des niveaux d'analyse : c'est dans les particularités qu'il sera possible de comprendre l'universel. Ce qui est fondamental est de conserver l'idée d'interconnexion entre ces sphères et, dans le cas de la sphère environnementale, l'idée de base que cette sphère est plus importante, car elle permet la survie des autres sphères. Elle est non-hiérarchique, car même si nous pensons que la sécurité environnementale est la sphère la plus importante et qu'elle est fondamentale à la survie de l'humain comme espèce, cela ne veut pas dire qu'elle devient un prétexte pour empiéter sur les droits des communautés ou sur la capacité de l'individu à vivre sa vie pleinement.²⁰⁴ En aucun cas, la sécurité environnementale ne peut devenir une justification à la perte de liberté ou de droits fondamentaux, elle ne serait pas dans ce cas émancipatrice. La seule perte, si cela en est une, est celle du droit que l'humain s'est accordé aux dépens des autres espèces sur les écosystèmes.

Nous pouvons maintenant nous risquer au même exercice consistant à définir le concept qui nous permettra de passer à la prochaine section du mémoire. Nous définissons la sécurité environnementale émancipatrice avec le même à priori critique que nous avons expliqué plus tôt. La sécurité que nous avons définie de manière critique sort des constructions traditionnelles et vise non pas un meilleur fonctionnement du système, mais bien sa remise en cause. Nous entreprenons la même tâche avec cette définition de la sécurité environnementale : *La sécurité environnementale émancipatrice repose sur le diptyque sécurité-émancipation. Cette sécurité biocentrée est produite par la redéfinition des constructions sociales entourant l'environnement. C'est la fin de la domination de l'homme sur son environnement, sur la nature, à laquelle on reconnaît une valeur intrinsèque, l'humain est une espèce parmi tant d'autres tout aussi importantes. En ce sens, cette remise*

parallèle est possible, car à l'instar des réfugiés environnementaux, les personnes atteintes du VIH/Sida sont perçues comme une menace potentielle et appartiennent souvent à des groupes victimes de multitudes d'inégalités. Stefan Elbe, « Should HIV/AIDS Be Securitized? The Ethical Dilemmas of Linking HIV/AIDS and Security », *International Studies Quarterly*, vol. 50, no 1 (Mars 2006), p. 119-144.

204 Sur ce point voir Holmes Rolston III, « Feeding People versus Saving Nature? », in Andrew Light et Holmes Rolston III (sous la dir.), *Environmental Ethics : An Anthology*, Malden (É-U) : Blackwell Publishers, 2003, p. 451-462.

en cause du rapport à la nature entraîne aussi une reconstruction de la relation que l'humain entretient avec le territoire, favorisant ainsi la mise en place de nouvelles communautés dont les intérêts communs et interconnectés ne sont pas limités par le cadre de l'État-nation.

S'il est possible pour l'être humain de se « replonger » dans son environnement, nous pensons qu'il devra le faire par un autre moyen d'organisation sociale que celui de l'État. Dans le prochain chapitre, nous verrons quelles possibilités nouvelles émergent lorsque l'on intègre le concept de sécurité environnementale émancipatrice au concept de communauté.

CHAPITRE V

LA COMMUNAUTÉ ET LA SÉCURITÉ ENVIRONNEMENTALE ÉMANCIPATRICE

Nous pensons que le concept de communauté rendra plus facilement accessible le sentiment d'appartenance à la nature. Notre point de départ est l'intuition que les membres d'une communauté se regroupant librement, selon une ou plusieurs identités construites, seront plus sensibles à leur environnement. Les communautés sont plus organiques que les délimitations strictes imposées par la géographie fictive de l'État et de ses frontières. Dans ce chapitre, nous retournerons à cette idée et nous tenterons d'illustrer comment la communauté en tant que concept rend possible la sécurité environnementale émancipatrice. Nécessairement, ce chapitre sera plus exploratoire que les autres, car il vise à faire le lien entre la communauté et la sécurité environnementale émancipatrice que nous venons de définir. Nous commencerons en tentant de répondre à la question : pourquoi le concept de communauté est-il au centre de la mise en application de la sécurité environnementale émancipatrice?

Nous pensons que ce concept est utile dans le sens que l'entendent les auteurs de l'école d'Aberystwyth, mais aussi dans une conception écologique de la sécurité. En effet, l'appartenance de la communauté au territoire qu'elle occupe ainsi que la reconstruction des rapports humains au sein de la communauté émancipatrice et entre communautés facilitera la remise en cause des rapports que l'humain entretient avec son environnement et permettra aussi de changer ses aprioris décisionnels. Comme nous l'avons vu avec Taylor plus haut, puisque la Terre est un milieu fermé, donc limité, il faudra prendre en considération que notre

santé en tant qu'espèce dépend de la santé des autres espèces de la biosphère. Nous avons oublié au fil des siècles que nous ne sommes pas simplement reliés aux autres humains, mais aussi à notre environnement naturel. Au fur et à mesure de notre réflexion, nous nous sommes dirigés vers cet aspect philosophique, qu'il fallait élargir notre conception de communauté pour y inclure les autres formes de vies de la Terre. Nous reprenons la communauté comprise au sens de communauté émancipatrice de Booth et de communauté mue par une perspective biocentrée de la nature.

Nous postulons que le biais dans le cadre traditionnel d'analyse place l'humain au sommet de la pyramide des espèces, ce qui est une position intenable. Taylor pose la question : selon quels critères sommes-nous supérieurs?²⁰⁵ La réponse est simple : les nôtres. Ce biais nous empêche de considérer les critères des autres espèces. Il donne l'exemple du guépard pour qui la vitesse est un critère fondamental. Nous ne sommes pas aussi rapides que le guépard, sommes-nous pour autant inférieurs? Bien sûr la réponse est non. Nous pensons qu'il faut se défaire de cette préférence pour nos propres critères. Ce questionnement n'est pas pertinent seulement pour l'environnement. Il l'est aussi pour le concept de communauté. Nous l'avons établi, la communauté est à la fois organique, car plus près de son territoire, mais elle peut aussi être régionale et transnationale. Dans la logique de l'émancipation, les communautés partageant les mêmes valeurs peuvent se regrouper et s'entrecroiser dans différents projets émancipateurs aux territorialités variables. Le concept de communauté a une connotation humaine, ce qui nous semble normal considérant le cadre philosophique et discursif dans lequel nous évoluons. Cependant, nous pensons qu'un nouveau regard éthique de l'environnement peut modifier cet anthropocentrisme. L'attitude biocentrique de Taylor qui exprime que nous ne sommes pas supérieurs, mais définis selon des critères différents, peut être appliquée aux autres communautés humaines. Cela favorisera une plus grande acceptation de la multiplicité des vécus humains. Nous pensons qu'il est non seulement possible de construire une vision du futur qui ne laisse pas l'environnement en dehors des considérations sécuritaires, mais que cette nouvelle forme de sécurité environnementale a également le potentiel de changer les rapports humains. La construction d'une telle sécurité

205 Paul W. Taylor, *op. cit.*, p. 29.

environnementale forgée par l'action émancipatrice doit permettre une évolution vers un monde plus sécuritaire pour tous.

La mise en pratique d'un nouveau discours de la sécurité environnementale doit pouvoir se faire de la base et ne pas se limiter qu'aux démarcations frontalières de l'État : c'est ce que permet, selon nous, la communauté. Une telle démarche repousse en périphérie l'importance de l'État dans l'analyse sécuritaire. L'État peut-il complètement être évacué de l'analyse de sécuritaire environnementale? Nous croyons que c'est difficilement réalisable. Par contre, la communauté pourrait faciliter son contournement. L'État peut parfois aussi être utile. Selon Booth, il est possible de considérer comme émancipatrice une certaine forme d'action étatique. Il donne l'exemple d'une puissance nucléaire qui, dans le but de se dénucléariser, mettrait de l'avant une politique de réduction de sa capacité nucléaire ainsi qu'un changement de stratégie axée sur la réplique minimale plutôt que l'offensive.²⁰⁶ Il est possible de faire la même chose dans le domaine de l'environnement. L'État peut contribuer à des solutions politiques de certains problèmes comme la réduction de la dégradation de l'environnement. Toutefois, l'usage de l'arme atomique et la destruction de l'environnement ne sont pas traités de la même façon sur le plan étatique, même s'ils ont une potentialité apocalyptique semblable pour la vie humaine. La rivalité inhérente au système international westphalien prend sa forme la plus extrême dans la politique de la guerre nucléaire. Aucun État n'est prêt à prendre le risque de se lancer dans un conflit nucléaire. Le prix à payer pour un tel conflit serait trop élevé. Le désarmement, le changement d'une posture offensive à une posture défensive et l'établissement d'un lien de confiance construit sur le dialogue deviennent pour Booth un geste d'émancipation.

Nous pensons que l'environnement n'a pas, et n'aura jamais, ce potentiel de mobilisation étatique, les impératifs de l'intérêt-national étant plus forts que ceux de l'environnement. Ainsi nous sommes en désaccord avec Booth, car nous ne pensons pas qu'une perspective statocentrée permet l'intégration d'une pensée émancipatrice, surtout pas de l'environnement.

²⁰⁶Ken Booth, « Security in Anarchy : Utopian Realism in Theory and Practice », *loc. cit.*, p. 542.

Certains États confient aux forces armées le mandat de la sécurité environnementale ce qui est, compte tenu de l'historique des militaires en matière d'environnement, dans le meilleur des cas suspect sinon dangereux.²⁰⁷ Cela nous ramène au cadre de la résolution de problème. Le bon fonctionnement du système est basé sur des aprioris d'inégalités, bien souvent naturalisés et idéologisés, qui vont à l'encontre des possibilités d'émancipation. L'État en tant que construction est matérialisé dans le cadre d'une bureaucratie complexe et hiérarchisée qui maintient ce système. Pour ces raisons, il ne nous semble pas que l'acteur étatique soit une option viable pour l'application d'une démarche émancipatrice de sécurité pouvant mettre fin à la destruction de l'environnement. Nous ne pensons pas que confier aux forces armées le mandat de la sécurité environnementale soit une piste de solution efficace pour le long terme. Non plus nous ne croyons pas à la capacité de réforme institutionnelle du système étatique tel qu'il fonctionne.

C'est pourquoi nous nous dirigeons vers la communauté comme « unité » de mise en œuvre et d'analyse de l'émancipation et de la sécurité environnementale émancipatrice. La communauté, comme nous l'avons constaté dans la première partie, prend une importance fondamentale dans la mise en œuvre d'une démarche émancipatrice de sécurité. Elle ne doit pas être comprise comme une extension extraterritoriale de l'identité ou de l'État, comme le concept d'Adler et les communautés de sécurité libérale.²⁰⁸ Cela signifie que les individus, membres de communautés en interrelation, ne sont ni tenus à partager une même identité ni obligés à se restreindre à une forme de territorialité étatique dans le partage d'identités communes. Nous tenterons donc de comprendre plus concrètement comment cela s'exprime dans une démarche de sécurité environnementale émancipatrice.

D'abord, il faut être conscient que la création d'espaces communautaires doit se faire de façon volontaire. Comme le mentionne Pinar Bilgin, une approche basée sur l'émancipation sera vécue différemment dans une diversité de populations, membres de ces communautés

²⁰⁷Karen T. Litfin, « Constructing Environmental Security and Ecological Interdependence », *loc. cit.*, p. 362.

²⁰⁸Emanuel Adler, « Imagined (Security) Communities : Cognitive Regions in International Relations », *loc. cit.*, p. 258.

émancipatrices. Il faut accepter que ces communautés aient vraisemblablement leurs propres visions de l'émancipation et ne pas tomber dans le piège de vouloir imposer un seul modèle :

« Even well-intentioned efforts could be viewed as adopting a patronizing attitude towards peoples of other cultures. Suggesting that [specific] issues [...] should be part of the security agenda could be taken as a claim to know peoples' real interests better than they themselves do. »²⁰⁹

L'importance que revêt la communauté est la possibilité de reconstruire une appartenance à son environnement, tout en ayant conscience que celle-ci n'est pas exclusive, ou fermée, et qu'elle ne peut être comprise que comme une entité faisant partie d'une plus grande entité collective qui est la communauté de la vie sur terre.

En reprenant le concept de communauté, nous pensons qu'il est possible d'élargir la notion à l'extrahumain, c'est-à-dire à l'inclusion des espèces végétales et animales dans la notion de communauté. Nous pourrions appeler cette nouvelle collectivité globale de communautés multiples émancipatrices la communauté-monde. Entre humains, membres de communautés diverses, possédant des identités diverses, il est nécessaire de faire le pas vers la construction de multiples nouveaux « nous » inclusifs. Il faut que cette construction conceptuelle puisse aussi intégrer aux divers « nous », les espèces végétales et animales. Il existe un consensus scientifique fort sur l'importance de la biodiversité pour l'équilibre des multiples écosystèmes. Chaque espèce végétale ou animale a son importance dans l'équilibre écosystémique. C'est une des raisons pour inclure cette notion au concept de communauté. C'est sur cette question que nous nous proposons de terminer cette exploration critique du concept de sécurité environnementale. La communauté critique ou communauté émancipatrice en tant que concept peut-elle inclure des paramètres non humains? Il nous semble que cette possibilité permettrait une réelle réintégration de l'humanité au sein de la sphère naturelle et une prise de conscience qu'elle se détruit elle-même, lorsqu'elle détruit l'environnement.

D'abord, nous devons revenir sur la possibilité de penser l'environnement naturel et la vie comme étant quelque chose de valable en soi. Nous tenons à mentionner à la fois

209Pinar Bilgin, « Individual and Societal Dimensions of Security », *loc. cit.*, p. 210.

environnement naturel et vie, car il est possible de concevoir séparément des ressources minières ou aquifères qui sont naturelles, mais inertes, et les espèces végétales et animales vivantes. Il est possible de séparer les deux, mais nous croyons que l'importance première est de comprendre comment la communauté peut intégrer ces dimensions dans l'analyse de sécurité. Pour les éléments naturels non vivants, comme les minerais, il n'y pas de débat sur la valeur intrinsèque, mais plutôt sur l'impact de l'exploitation de ces ressources sur les espèces. Il n'y a ni insécurité, ni souffrance de l'objet ou, pour reprendre l'expression de Taylor, ce n'est pas « un centre téléologique de vie ». ²¹⁰ Par contre, nous devons nous questionner sur ce qui peut menacer les espèces. Il s'agit de comprendre ce qui fait que chaque espèce puisse mieux vivre. Comme l'illustre l'exemple de Taylor, il n'est pas possible de discuter des préférences d'un papillon. Toutefois, nous pouvons, avec les connaissances que nous avons acquises sur ce papillon, prendre des décisions plus informées et connaître quels changements environnementaux seront bénéfiques ou néfastes. ²¹¹ Il est donc nécessaire de comprendre le comment et le pourquoi de l'exploitation d'une ressource et ses impacts, non pas seulement sur l'être humain, mais sur l'ensemble de la biosphère. Un exemple commun est l'exploitation et l'utilisation des énergies fossiles. Nous sommes au courant des répercussions environnementales, dont les changements climatiques, découlant de l'utilisation de ces matières depuis plusieurs décennies. Dans une logique de sécurité environnementale émancipatrice, il devient impossible de trouver une justification à la poursuite de ces pratiques destructrices de l'environnement. La communauté doit servir de lieu de réflexion qui tient compte de son interconnexion avec les autres. Dans un tel cas, même si une communauté pense qu'elle n'est pas affectée elle-même par les impacts de l'utilisation des énergies fossiles, elle ne peut faire abstraction de l'impact que cette utilisation a sur d'autres communautés. C'est un exemple de prise de conscience et de réintégration d'une sensibilité environnementale dans le projet d'émancipation nécessaire à la sécurité.

La façon de construire un projet émancipateur repose dans la capacité de reconnaître dans un groupe une forme d'attachement partagé, mais qui est aussi capable de faire évoluer cet

²¹⁰ Joseph R. Des Jardins, *op. cit.*, p. 140.

²¹¹ *Ibid.*, p. 140.

attachement selon le contexte. Dans le cas de la sécurité environnementale émancipatrice, il y a deux aspects intéressants. D'abord, la reconnaissance que l'environnement est la sphère de sécurité la plus importante pour la survie de l'espèce humaine. La communauté qui appuie un projet de reconstruction de sécurité environnementale devra y porter attention. Comme nous l'avons vu précédemment, il faut déhiérarchiser les rapports entre l'humain et les autres espèces et réintégrer celui-ci à l'environnement. Dans une situation de communauté-monde ayant à faire face à une crise de sécurité environnementale, il faudra prendre en considération que l'environnement doit être le référent principal, qu'on ne peut pas choisir de dégrader l'environnement parce qu'il y a quelque chose de plus important. S'il est accepté que l'environnement corresponde à ce qui nous garde collectivement en vie, on ne peut pas, collectivement, décider de causer du tort à cet environnement. Les situations extrêmes nécessitant de faire un choix entre « l'un ou l'autre » nous semblent peu probables. Comme le soulève Josephine Donovan ces choix hypothétiques du « l'un ou l'autre », humain ou animal ou, plus largement, sécurité ou environnement, ne sont pas des choix réels :

« Some may persist : suppose one had to choose between a gnat and a human being. It is, in fact, precisely this kind of either/or thinking that is rejected in the epistemology identified by cultural feminism. In most cases, either/or dilemmas in real life can be turned into both/ands. In most cases, dead-end situations such as posed in lifeboat hypotheticals can be prevented. »²¹²

C'est un point extrêmement pertinent : il n'est pas nécessaire de choisir une option (sécurité ou environnement). Donovan critique ainsi le modèle du calcul rationnel froid et détaché découlant de Descartes et qui est repris par certains théoriciens des droits des animaux. De même Rolston III considère que ces pseudos-choix masquent la réalité et que les pauvres sont contraints de vivre dans des conditions extrêmes dans lesquelles ils n'ont d'autres choix que de s'enfoncer plus profondément dans les zones sauvages.²¹³ Ce choix n'est réel pour l'individu que s'il est imposé par des pressions extérieures. Critiquant la rationalité cartésienne, Donovan considère que c'est une erreur de se détacher de la prémisse émotionnelle. Elle voit un lien avec une volonté de masculiniser la science et de mathématiser la vie et la souffrance. Elle se réfère à Adorno et Horkheimer qui voient dans

²¹²Josephine Donovan, « Animal Rights and Feminist Theory », *Signs*, vol. 15, no 2 (hiver 1990), p. 375.

²¹³Holmes Rolston III, « Feeding People versus Saving Nature? », *op. cit.*, p. 454.

l'épistémologie scientifique une idéologie qui prend ses assises dans les conditions matérielles de la domination sociale, particulièrement des hommes sur les femmes.²¹⁴

L'environnement comme référent ne doit pas être en contradiction avec les principes que nous avons établis dans le cadre du concept de sécurité-émancipation. Il ne peut être exclusif d'autres projets d'émancipation. C'est la prémisse du texte de Donovan qui critique la suffisance que Peter Singer exprime face à l'émotivité, qu'il associe indirectement à des traits féminins.²¹⁵ En ce sens, il faut être conscient de la multitude d'inégalités et de dominations qui font partie du discours et de la réalité sociale. L'émancipation permet d'intégrer cette valeur environnementale, et comme nous l'avons déjà mentionné, l'idée de critique immanente permet aux individus et aux communautés de réajuster le tir si un projet émancipateur dévie de la maxime qu'il ne peut se faire pour un groupe aux dépens d'un autre. Comme le mentionne Ken Booth, la communauté repose sur la libre association d'individus ayant la volonté de vivre selon une éthique émancipatrice.²¹⁶ Lorsque vient le temps d'appliquer à la communauté cette conception mouvante de l'environnement, il faut reconnaître que tous ne le vivront pas de la même façon, et ce, même s'ils adoptent des valeurs communes face à l'environnement. C'est la volonté de tisser des liens entre les individus et les groupes qui permet de reconstruire la perception et le rapport à l'environnement. Dans une région relativement petite en superficie, il pourrait y avoir des réalités complètement différentes, vécues différemment selon la classe sociale, le genre, la sexualité ou l'ethnicité.

Cela nous mène vers la notion d'expérience individuelle de la sécurité. Les études féministes se sont plus particulièrement intéressées à cet aspect de l'analyse de sécurité, négligée par les traditionnels. Nous pensons qu'il est important de prendre en compte l'expérience individuelle dans l'analyse de sécurité environnementale et que, justement, par son acuité face aux différentes oppressions, la théorisation féministe peut servir de rempart intellectuel face à un possible glissement vers une dérive inégalitaire de l'émancipation :

214 Josephine Donovan, « Animal Rights and Feminist Theory », *loc. cit.*, p. 362.

215 *Ibid.*, p. 350-351.

216 Ken Booth (sous la dir.), *op. cit.*, p. 109.

« We do not want to tyrannise some people while emancipating others. We do not want to notice and announce and analyse some activities relevant to international relations and fail to consider the salience of others. Feminists have long concerned ourselves with the politics of our theories, but now the politics of *theorising* women and men and the locations of gender assume primary importance. »²¹⁷

L'individu s'insère dans la recherche de sécurité selon son expérience et son vécu. Ces vécus forment et transforment les identités à l'intérieur des communautés qui exercent en retour une influence sur d'autres communautés. En reconnaissant les différentes expériences, nous sommes aussi en mesure de combler les fossés de genre, de classe et d'identité. Les réalités sociales différentes nécessitent que celles-ci soient systématiquement considérées et incluses au sein d'un réseau de communautés. Seul un dialogue d'égal à égal peut changer les perceptions et amener une compréhension commune des objectifs d'émancipation de chacun. Cette démarche ayant pour but l'amélioration des conditions de vie prend en charge l'éradication des comportements destructeurs de l'environnement qui causent l'insécurité. Le travail, lorsque vient le temps de faire ce pas pour l'environnement, est de mettre de l'avant l'importance d'un concept qui n'est pas commun aux études de sécurité traditionnelles : l'empathie. Plutôt que d'analyser une situation selon le détachement rationnel que critique Josephine Donovan, il faut être capable de s'identifier aux individus et de comprendre leurs souffrances. Cela va pour les animaux et même les végétaux, lorsque l'on comprend les besoins d'un individu et ce à quoi il peut aspirer pour une vie émancipée, le choix politique de la communauté pour l'émancipation doit mieux se faire.

La communauté, sous sa forme émancipatrice, est porteuse des promesses d'une meilleure compréhension de son appartenance à un endroit, une région, une planète. Le projet émancipateur qui passe par la communauté doit permettre de comprendre les problèmes qui ont été associés à la sécurité environnementale d'une façon critique. Il doit aussi être en mesure de critiquer les solutions hégémoniques qui, sous le couvert du progrès, cachent parfois des volontés moins nobles. On peut penser au manque d'éducation, qui rend certains groupes d'individus vulnérables. Par exemple, lorsque les représentants de grandes

²¹⁷Christine Sylvester, « The contributions of feminist theory to international relations », in Steve Smith, Ken Booth et Marysia Zalewski (sous la dir.). *International theory: positivism and beyond. op. cit.*, p. 257.

entreprises vont dans les campagnes pour faire la promotion de leurs produits, ils vantent les mérites productifs, la résistance aux maladies et insectes, etc. La tentation des agriculteurs de faire affaire avec ces firmes qui promettent des semences miraculeuses est compréhensible. Ceux-ci ne possèdent pas nécessairement les connaissances techniques et la capacité critique de résister aux entreprises agro-alimentaires. Les agriculteurs ne se doutent pas toujours qu'ils se mettent dans une situation bien plus précaire en faisant affaire avec ces firmes transnationales. Ils perdent leur autonomie, mais surtout, la sécurité d'être maître de leurs propres moyens de production. Cette citation illustre bien le genre de pratique auxquels font face les agriculteurs bien souvent sans recours :

« Plant patenting means that any farmer who grows a genetically-engineered crop, saves seed from the crop, and plants saved seed is guilty of patent infringement. The saving of seed is, of course, normal farming practice throughout most of the world. Transnational 'life science' firms, as they like to call themselves, would like to curtail this practice. In the United States, Monsanto has used a combination of a legal contract with the farmer and patent protection to make sure that farmers pay it royalties on its genetically engineered varieties every single cropping season. »²¹⁸

King et Stabinsky mentionnent que la récolte de semences fait partie des pratiques de l'agriculture depuis 10 000 ans. Cela illustre la pertinence de remettre en question les structures sociales que nous tenons pour acquises. Comment cette pratique millénaire peut-elle être remise en cause au profit d'intérêts privés? Face à ces pressions, des réseaux communautaires plus ou moins élargis seraient fort probablement plus aptes à faire face à ce type de pression. En effet, en tant qu'individu, il est difficile pour le fermier de résister à la poussée des firmes transnationales, surtout dans une logique de compétitivité des marchés. La construction de communautés pourrait faciliter le regroupement de ces individus dans le but de sortir de cette logique de compétition et de résister aux pressions de l'industrie agro-alimentaire, notamment en partageant savoirs et expériences.

Le même principe peut s'appliquer contre les brevets sur les plantes et des animaux. L'entreprise privée capitaliste n'ayant d'autre but que le profit, ne se soucie pas du bien-être

²¹⁸Jonathan King et Doreen Stabinsky, « Biotechnology under globalisation : the corporate expropriation of plant, animal and microbial species ». *Race & Class*, vol. 40, no 2/3 (octobre 1998-Mars 1999), p. 80.

de ces espèces qui, au mieux, restent secondaires. Une compagnie pourrait-elle détruire certaines des plantes dont elle détient les brevets pour faire monter le prix de celles-ci sur le marché? Cela est clairement une question de sécurité environnementale, pourtant ce n'est pas considéré comme tel. Vandana Shiva illustre savamment ce phénomène dans le texte « The future of food : countering globalisation and recolonisation of Indian agriculture » portant sur l'agriculture indienne. Elle explique comment les différentes mesures de libéralisation de l'économie indienne, plutôt que de permettre un accroissement du niveau de vie, ont produit l'inverse pour un grand nombre de paysans. L'agriculture indienne a connue de grandes transformations, souvent au détriment des fermiers et au profit des grands consortiums :

« In India and elsewhere, globalisation of agriculture, under the triple pressure of World Trade Organisation (WTO) rules, World Bank-IMF conditionalities and structural adjustment programmes, and economic and political interests of the national elite is destroying the land and those who labour on it, small peasants and landless workers. The very viability of a national agriculture and food security system is being ruptured as high cost, capital intensive, corporate farming displaces small farmer centred agriculture, and trade replaces food rights of the poor as a policy priority. »²¹⁹

Dans sa critique, Shiva aborde la problématique de la propriété de la terre et des conditions de vie de plus en plus précaires de ceux qui la cultivent, ainsi que d'autres effets néfastes des politiques de libéralisation sur les paysans et l'agriculture. Elle note également que les conditions de vie et de l'environnement s'amenuisent. Par exemple, un nombre croissant de fermiers se suicident, impuissants face au système économique contrôlé par les firmes transnationales qui les poussent à l'endettement extrême et vers la perte de leurs terres.²²⁰ Pour contrer ce phénomène, elle explique que plusieurs initiatives locales et communautaires ont vu le jour. À la lecture de Shiva, il semble que ces projets assurent la sécurité des communautés qui y participent d'un point de vue environnemental (maintiens de la biodiversité, meilleure gestion des ressources) et humain (meilleure qualité de vie). Les bénéfices de la production écologique sont alors multiples :

« Ecological, sustainable agriculture, does not just protect the environment and small farmers livelihood, it also produces more food ». ²²¹

219Vandana Shiva, « The future of food : Countering globalisation and recolonisation of Indian agriculture », *Futures*, vol. 36, no 6-7 (aout-septembre 2004), p. 715-716.

220Elle mentionne que certains vont même jusqu'à la vente d'organe. *Ibid.*, p. 726.

221*Ibid.*, p. 731.

S'il ressort de la lecture de Vandana Shiva qu'il faut surtout compter sur le niveau local et communautaire pour mener des projets permettant une meilleure gestion de l'environnement, on doit à nouveau se questionner sur le rôle de l'État. En quelque sorte, dans l'optique émancipatrice, le repositionnement de la sécurité environnementale pourrait combler de telles lacunes en développant une vision plus organique de la communauté. La communauté ayant un rapport privilégié à son environnement devrait pouvoir défendre son droit d'user des ressources de son territoire, car cet usage fait partie des traditions et de l'identité de ces communautés depuis des millénaires. Bien entendu, ce droit d'usage doit être intégré à une logique biocentrée. L'exploitation jusqu'à la disparition d'une ou plusieurs espèces par un groupe local n'est en rien préférable si elle est perpétrée par un groupe transnational. Pour reprendre l'idée de jonction des communautés par l'effet de réseaux, cela pourrait favoriser l'établissement d'une contre-hégémonie, d'un contre-pouvoir qui viendrait confronter ceux dont l'intérêt est l'appropriation sauvage des ressources naturelles et leur marchandisation.

Finalement, ce qu'implique un processus d'émancipation environnementale pour la communauté, c'est de poser des actions qui vont vers la reconnaissance de la valeur en soi des différentes espèces et de l'environnement. L'humain comme les autres espèces animales et végétales sont interdépendants et dépendent tous de la biosphère. Nos interactions sont déterminées par la trace que nous laissons sur l'environnement. S'il y a bien quelque chose qui nous distingue des autres espèces, c'est la capacité de modifier notre environnement à l'échelle planétaire. Jusqu'à preuve du contraire, nous devons reconnaître que nous sommes le plus grand facteur d'insécurité pour la l'ensemble des écosystèmes. Nous nous devons de protéger ces écosystèmes en restreignant au maximum notre empreinte écologique. La communauté doit jouer ce rôle pour l'atteinte de la sécurité environnementale. Les communautés en réseaux doivent rejoindre de multiples identités, inclure les particularités environnementales et avoir pour but la création d'un monde dans lequel la sécurité se construit au rythme de l'intégration du principe, que la sécurité environnementale est notre salut à tous.

CONCLUSION

En conclusion, nous savons que cette étude se positionne de plein pied dans la théorie critique. Si nous devions nous identifier à un courant ou une école des études critiques de sécurité, nous pourrions affirmer que nous partageons la plupart des postulats de Ken Booth et des auteurs attachés à l'école d'Aberystwyth. Nous acceptons la proposition du modèle critique d'émancipation et de la mise en application théorique d'un projet émancipateur discutant de sécurité environnementale. Grâce à cette approche émancipatrice, nous avons pu développer une définition de la sécurité environnementale qui nous satisfait enfin. L'ouverture critique aux autres domaines d'étude et le refus de la compartimentation traditionnelle des savoirs nous ont permis d'explorer un domaine qui nous semblait avoir été ignoré dans la recherche sur la sécurité environnementale. Nous avons pu découvrir dans ce que l'on pourrait appeler l'éthique ou la philosophie de l'environnement des concepts ainsi que des apports théoriques qui nous ont permis de faire progresser grandement notre pensée.

Si les concepts de sécurité, d'émancipation et de communauté sont fondamentaux à notre définition de la sécurité environnementale, c'est surtout l'approfondissement des enjeux philosophiques liés à l'environnement qui nous a permis de rendre cette sécurité réellement émancipatrice. Nous n'avons pas encore beaucoup d'exemples de projet émancipateurs. Nous en retrouvons cependant quelques-uns dans la sphère de l'activité humaine, en regard de la mise en œuvre d'actions émancipatrice. Les communautés qui se sont regroupées autour de la contestation des projets d'exploration et d'exploitation des gaz de schiste en sont un exemple. Nous pensons que les luttes de certaines tribus des premières nations pour le maintien de leur mode de vie traditionnel et la protection de leur territoire en sont un autre. Ce qui est intéressant dans ces deux exemples est que des communautés, parfois à l'extérieur des

frontières nationales, apportent un soutien technique, politique et scientifique, et ce malgré leurs différences. Lorsqu'un problème est local, il peut être plus facile de faire reconnaître à chacun que ses actes ont un impact important. Par contre, lorsque le problème est global et que l'activité humaine n'a pas d'impact visible sur le plan local il peut se produire un sentiment de détachement. Nous pensons toutefois qu'un projet émancipateur se doit d'être avant tout positif et d'intégrer dans la communauté ce sentiment d'unité. Contrairement à la logique de gains relatifs, la perte des uns n'est pas le gain des autres dans le domaine de l'environnement. La communication et l'interconnexion des communautés locales, régionales et globales doivent faciliter l'action émancipatrice et surtout la construction de nouveaux discours de sécurité environnementale qui replacent l'humain dans son environnement et qui lui confèrent, d'une certaine manière, le rôle de « protecteur ». La communauté comme unité peut se permettre de transformer ses rapports face à l'environnement et ainsi créer une nouvelle éthique environnementale biocentrique et émancipatrice. Ce nouveau rôle de la communauté est d'être le rempart face à l'État, trop embourbé dans un cadre traditionnel de compétition pour s'engager dans une véritable voie écologique. Nous terminons par soulever une question jusqu'alors laissée en suspens. Si notre proposition d'un concept de sécurité environnementale émancipatrice, élaboré à partir du concept de sécurité environnementale, offre des pistes intéressantes, l'usage du mot environnement n'apparaît-il pas comme étant toujours un peu trop rapproché des intérêts de l'espèce humaine?

BIBLIOGRAPHIE

Adler, Emanuel. « Imagined (Security) Communities : Cognitive Regions in International Relations ». *Millennium*, vol. 26, no 2 (juin 1997), p. 249-277.

Baldwin, David A. « The concept of security ». *Review of International Studies*, vol. 23, no 1 (janvier 1997), p. 5-26.

Barnett, Jon. « Security and climate change ». *Global Environmental Change*, vol. 13, no 1 (avril 2003), p. 7-17.

Bilgin, Pinar. « Individual and Societal Dimensions of Security ». *International Studies Review*, vol. 5, no 2 (juin 2003), p. 203-222.

Bookchin, Murray et Dave Foreman. *Defending the Earth : Debate between Murray Bookchin and Dave Foreman*. Montréal : Black Rose Books, 1991, 147 p.

Bookchin, Murray. *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté*. Montréal : Les Éditions Écosociété, 1993, 300 p.

Booth, Ken. « Security in Anarchy : Utopian Realism in Theory and Practice ». *International Affairs*, vol. 67, no 3 (juillet 1991), p. 527-545.

Booth, Ken. « Human Wrongs and International Relations ». *International Affairs*, vol. 71, no 1 (janvier 1995), p. 103-126.

Booth, Ken (sous la dir.). *Critical Security Studies and World Politics*. Boulder : Lynne Rienner Publishers, 2005, 323 p.

Booth, Ken. *Theory of World Security*. New York : Cambridge University Press, 2007, 489 p.

Bouthat, Chantal. *Guide de présentation des mémoires et thèses*. Montréal : Université du Québec à Montréal. Décanat des études avancées et de la recherche, 1993, 110 p.

Brunnee, Jutta et Stephen J. Toope. « Environmental Security and Freshwater Resources : Ecosystem Regime Building ». *The American Journal of International Law*, vol. 91, no 1 (janvier 1997), p. 26-59.

Buzan, Barry, Ole Weaver et Jaap de Wilde. *Security: A New Framework for Analysis*. Boulder : Lynne Rienner Publishers, 1998, 239 p.

Clapp, Jennifer et Peter Dauvergne, *Paths to a Green World : The Political Economy of the Global Environment*. Cambridge : The MIT Press, 2005, 327 p.

Cox, Robert W. « Social Forces, States and World Orders : Beyond International Relations Theory ». *Millennium*, vol. 10, no 2 (1981), p. 126-155.

Cox, Robert W. « Gramsci, Hegemony and International Relations : An Essay in Method ». *Millennium*, vol. 12, no 2 (1983), p. 162-175.

Cox, Robert W. « Civil Society at the Turn of the Millenium : Prospects for an Alternative World Order ». *Review of International Studies*, vol. 25, no 1 (janvier 1999), p. 3-28.

Dalby, Simon. « Ecopolitical discourse: 'environmental security' and political geography ». *Progress in Human Geography*, vol. 16, no 4 (1992), p. 503-522.

Dalby, Simon. « Security and Ecology in the Age of Globalization ». *Environmental Change & Security Project Report*, no 8 (été 2002), p. 95-108.

Dalby, Simon. *Environmental Security*. Coll. « Borderlines ». Minneapolis : University of Minnesota Press, 2002, 239 p.

David, Charles-Philippe. *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*. Paris : Presses de Sciences Po, 2006, 463 p.

Des Jardins, Joseph R. *Environmental Ethics : An Introduction to Environmental Philosophy*. Belmont : Wadsworth/Thomson Learning, 2001, 277 p.

Donovan, Josephine. « Animal Rights and Feminist Theory ». *Signs*, vol. 15, no 2 (hiver 1990), p. 350-375.

Elbe, Stefan. « Should HIV/AIDS Be Securitized? The Ethical Dilemmas of Linking HIV/AIDS and Security ». *International Studies Quarterly*, vol. 50, no 1 (mars 2006), p. 119-144.

Encel, Frédéric. *Le Moyen-Orient entre guerre et paix. Une géopolitique du Golan*. Paris : Flammarion, 2001, 240 p.

Foucault, Michel. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris : Gallimard, 1975, 360 p.

Freeman, Milton M. R. « Issues Affecting Subsistence Security in Arctic Societies ». *Arctic Anthropology*, Vol. 34, no 1 (1997), p. 7-17.

Gagnon, Rémy. *Les théories de l'émancipation et l'étude de la sécurité internationale : entre le rationalisme et le réflexivisme*. Montréal : Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale, 1999, 49 p.

Graeger, Nina. « Environmental Security? ». *Journal of Peace Research*, vol. 33, no 1 (février 1996), p. 109-116.

Hoffman, Stanley. « An American Social Science : International Relations ». In Crawford, Robert M. A. et Darryl S. L. Jarvis (sous la dir.). *International Relations- Still an American Social Science? : Toward Diversity in International Thought*. Albany : State University of New York Press, 2001, p. 27-51.

Homer-Dixon, Thomas F., Jeffrey H. Boutwell et George W. Rathjens. « Environmental Change and Violent Conflict : Growing scarcities of renewable resources can contribute to social instability and civil strife ». *Scientific American*, vol. 268, no 2 (1993), p. 38-45.

Homer-Dixon, Thomas F. « Environmental Scarcities and Violent Conflict: Evidence from Cases ». *International Security*, vol. 19, no 1 (été 1994), p. 5-40.

Horkheimer, Max. *Théorie traditionnelle et théorie critique*. Paris : Gallimard, 1996, 324 p.

Kellner, Douglas. « Bushspeak and the Politics of Lying : Presidential Rhetoric in the "War on Terror" ». *Presidential Studies Quarterly*, vol. 37, no 4 (décembre 2007), p. 622-645.

King, Jonathan et Doreen Stabinsky. « Biotechnology under globalisation : the corporate expropriation of plant, animal and microbial species ». *Race & Class*, vol. 40, no 2/3 (octobre 1998-Mars 1999), p. 73-89.

Knafo, Samuel. « Y a-t-il une voie au-delà du positivisme? Les approches critiques et le débat épistémologique en relations internationales ». *Revue Études internationales*, vol. 39, no 3 (septembre 2008), p. 387-410.

Krause, Keith et Michael C. Williams (sous la dir.). *Critical Security Studies: Concepts and Cases*. Londres : Routledge, 1997, 379 p.

Leander, Anna. « The Power to Construct International Security : On the Significance of Private Military Companies ». *Millenium – Journal of International Studies*, vol. 33, no 3 (juin 2005), p. 803-825.

Levy, Marc A. « Is the Environment a National Security Issue? ». *International Security*, Vol. 20, no 2 (automne 1995), p. 35-62.

Light, Andrew et Holmes Rolston III (sous la dir.). *Environmental Ethics : An Anthology*. Malden (É-U) : Blackwell Publishers, 2003, 554 p.

Litfin, Karen T. « Constructing Environmental Security and Ecological Interdependence ». *Global Governance*, vol. 5, no 3 (juillet-septembre 1999), p. 359-377.

Military Advisory Board (MAB), *National Security and the Threat of Climate Change*, Alexandria : The CNA Corporation, 2007, 63 p.

Maclean, Sandra J. « Microbes, Mad Cows and Militaries : Exploring the links Between Health and Security ». *Security Dialogue*, vol. 39, no 5 (octobre 2008), p. 475-494.

Macleod, Alex et Dan O'Meara (sous la dir.). *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*. Outremont : Athéna éditions, 2007, 515 p.

Macleod, Alex. « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique ». *Cultures & Conflits*, vol. 2, no 54 (été 2004), p. 1-24. [En ligne], mis en ligne le 08 janvier 2010. URL : <http://conflits.revues.org/index1526.html>

Matthew, Richard A., Jon Barnett, Bryan McDonald et Karen L. O'Brien (sous la dir.). *Global Environmental Change and Human Security*. Cambridge : The MIT Press, 2010, 327 p.

McSweeney, Bill. *Security, Identity and Interests : A Sociology of International Relations*. Cambridge : Cambridge University Press, 1999, 239 p.

McSweeney, Bill. « Durkheim and the Copenhagen School : A Response to Buzan and Waever ». *Review of International Studies*, vol. 24, no 1 (janvier 1998), p. 137-140.

Morgenthau, Hans. « Another "Great Debate": The National Interest of the United States ». *The American Political Science Review*, vol. 46, no 4 (décembre 1952), p. 961-988.

Peterson, V. Spike, « Transgressing Boundaries : Theories of Knowledge, Gender and International Relations ». *Millenium : Journal of International Studies*, vol. 21, no 2 (juin 1992), p. 183-206.

Pretorius, Joelin. « The Security Imaginary: Explaining Military Isomorphism ». *Security Dialogue*, vol. 39, no 1 (février 2008), p. 99-120.

Shiva, Vandana. « The future of food: Countering globalisation and recolonisation of Indian agriculture ». *Futures*, vol. 36, no 6-7 (aout-septembre 2004), p. 715-732.

Smith, Steve, Ken Booth et Marysia Zalewski (sous la dir.). *International theory: positivism and beyond*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996, 362 p.

Stenmark, Mikael. *Environmental Ethics and Policy Making*. Burlington : Ashgate Publishing Company, 2002, 161 p.

Westing, Arthur H. « The Environmental Component of Comprehensive Security ». *Security Dialogue*, vol. 20, no 2 (avril 1989), p. 129-134.

Westphal, Dale et Fred Westphal (sous la dir.). *Planet in Peril : Essays in Environmental Ethics*. Orlando : Harcourt Brace College Publishers, 1994, 265 p.

Wight, Colin. « Incommensurability and Cross-Paradigm Communication in International Relations Theory : 'What's the Frequency Kenneth?' ». *Millennium : Journal of International Studies*, vol. 25, no 2 (juin 1996), p. 291-319.

de Wilde, Jaap H. « Environmental Security Deconstructed », in Hans Günter Brauch, Úrsula Oswald Spring, Czesław Mesjasz, John Grin, Pal Dunay, Navnita Chadha Behera, Béchir Chourou, Patricia Kameri-Mbote et P. H. Liotta (sous la dir.). *Globalization and Environmental Challenges : Reconceptualizing Security in the 21st Century*, coll. « Hexagon Series on Human and Environmental Security », vol. 3, Berlin : Springer, 2008, p. 595-602.

Williams, Paul D. (sous la dir.). *Security Studies : An Introduction*. New York : Routledge, 2008, 552 p.

Wolfers, Arnold. « "National Security" as an Ambiguous Symbol ». *Political Science Quarterly*, vol. 67, no 64 (décembre 1952), p. 481-502.

Wyn-Jones, Richard. *Security, Strategy and Critical Theory*. Boulder : Lynne Rienner Publishers, 1999, 191 p.